unicef

70 ANS POUR CHAQUE ENFANT

Rapport annuel **2015**

Notes : les données citées dans le présent rapport sont extraites des statistiques les plus récentes compilées par l'UNICEF et d'autres institutions des Nations Unies, des rapports annuels préparés par les bureaux de pays de l'UNICEF et du rapport annuel soumis au Conseil d'administration du 14-16 juin 2016 par le Directeur général de l'UNICEF.

Toutes les sommes sont exprimées en dollars des États-Unis, sauf indication contraire.

Pour toute correction ou rectification postérieure à la publication, veuillez consulter notre site Internet à l'adresse <www.unicef.org/publications>.

ISBN : 978-92-806-4844-7

© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Juillet 2016

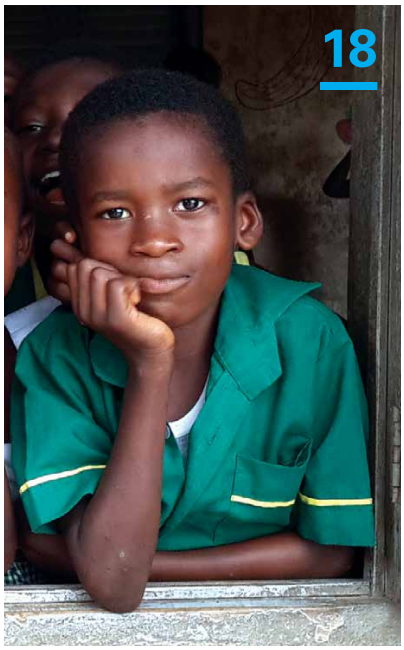
Photo de couverture : un garçon aide sa soeur à traverser un fossé dans un centre de transit pour réfugiés et migrants dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine.
© UNICEF/UN05568/Georgiev

RAPPORT ANNUEL DE L'UNICEF 2015
SOMMAIRE

Message du Directeur général

Introduction

1. **Action humanitaire**



2. **Priorités programmatiques**

3. **Partenariat, plaidoyer et innovation**

4. **Gestion et responsabilité financière**

MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

L'équité a toujours été au cœur des activités de l'UNICEF. Tout a commencé dès la fondation de notre organisation, créée pour apporter une aide vitale aux enfants dont la vie avait été ravagée durant la Seconde Guerre mondiale.

Le pays d'origine de ces enfants ou son rôle pendant la guerre n'avait aucune importance. Ce qui comptait, c'était de venir en aide aux enfants menacés et en situation de détresse.

Peu importait où ils vivaient, qui étaient leurs parents et quelle était leur situation.

Nous appliquons aujourd'hui encore les mêmes principes. En 2015, plus que jamais, nous nous sommes efforcés de défendre les droits et le bien-être des enfants dans le monde entier et de donner à chaque enfant les meilleures chances de réussir sa vie, surtout à ceux qui en sont le plus souvent privés.

Des enfants oubliés et ignorés en raison de leur identité ou de l'endroit où ils vivent. Parce qu'ils sont pauvres, qu'ils vivent dans des campagnes reculées ou des bidonvilles. Parce qu'ils viennent de pays en proie à des conflits, ou de communautés durement touchées par le changement climatique. En raison de leur sexe, de leur race, de leur origine ethnique ou de leur handicap.

Nous avons dû relever des défis plus formidables que jamais, car pour plusieurs millions d'enfants, l'année 2015 a été tout sauf équitable.

Les conflits violents qui ont éclaté en Ukraine, en Syrie, au Soudan du Sud, en République centrafricaine, au Sahel, au Yémen, en Iraq, etc., ont mis en danger des millions d'enfants.

Outre ces conflits prolongés, d'autres crises ont favorisé le déplacement le plus important d'enfants réfugiés et migrants observé en près de 70 ans. Ce mouvement a encore aggravé les risques encourus par les enfants et compromis leurs perspectives d'avenir.

Les conséquences du changement climatique (maladies, sécheresses et inondations qui détruisent les ressources alimentaires et les moyens de subsistance) ont multiplié les menaces envers les enfants et aggravé les privations dont souffrent plusieurs millions d'entre eux. La vie et l'avenir de millions d'enfants sont en effet menacés par une pauvreté écrasante et des inégalités flagrantes en matière de santé, d'éducation et de protection.

Les pages de ce rapport fourmillent d'exemples illustrant l'ampleur

© UNICEF/UNI180916/Nesbitt

Revenir à la table des matières

des défis à relever et les actions entreprises par l'UNICEF et par nos partenaires pour y parvenir, sans oublier, heureusement, d'autres récits qui redonnent espoir concernant certains des enfants auxquels nous sommes venus en aide.

Des enfants comme Fatima, au Yémen, qui souffrait de malnutrition sévère jusqu'à ce qu'une équipe médicale mobile, connue sur place comme « la voiture de sauvetage », arrive dans son village pour y mettre en place un dispensaire temporaire fournissant une aide alimentaire vitale aux enfants isolés en raison du conflit.

Des enfants comme Jariatu, en Sierra Leone, dont la famille a été emportée par Ebola mais qu'une jeune femme ayant elle-même survécu à l'épidémie a pu prendre en charge, grâce à un programme de transfert en espèces qui aide les victimes à reconstruire leur vie.

Des enfants comme Zar Moe, dans l'État de Rakhine, au Myanmar, dont les chances de scolarisation ont un temps été réduites à néant par les violences intercommunautaires, mais qui est maintenant scolarisée dans un centre ami des enfants, qui accueille les enfants des familles déplacées.

Des enfants comme Masotja, au Swaziland, qui vit avec le VIH. Masotja voyait sa santé décliner et était en train de perdre espoir quand il a rejoint le club pour adolescents ouvert au sein de l'hôpital. Là-bas, les jeunes apprennent à vivre avec le VIH, et surtout ils peuvent se soutenir les uns les autres.

Des enfants comme Khaled et Jolal, en Iraq. Ces deux garçons de religions et d'ethnies différentes sont vite devenus amis grâce à un programme qui favorise la réconciliation entre les peuples en aidant les enfants déplacés à rencontrer les jeunes de la population locale.

Venir en aide à ces enfants, et à bien d'autres comme eux, est juste et équitable. Mais ce n'est pas seulement une question d'équité. Il s'agit d'une condition indispensable pour bâtir des sociétés stables, prospères et vivant en paix. Les enfants ayant eu droit à un départ équitable dans la vie, en bénéficiant de soins aimants, d'un accès à la nutrition et aux services de santé de base, d'une éducation et d'une protection contre la violence et l'exploitation, seront plus à même de développer tout leur potentiel une fois adulte et d'enrichir leur société, dans tous les sens du terme.

En septembre 2015, la communauté internationale a reconnu l'existence de ce lien indispensable, ce rapport évident entre une plus grande équité et des sociétés plus fortes, en adoptant les objectifs de développement durable, par lesquels les pays signataires s'engagent explicitement à ce que personne ne soit laissé pour compte.

L'UNICEF travaille déjà avec ses partenaires pour transformer ces engagements en mesures concrètes. Notre action ne serait toutefois pas possible sans la générosité de nos donateurs. Nous sommes infiniment reconnaissants de leur soutien. Nous allons continuer à faire de notre mieux pour nous en montrer dignes, par une utilisation optimale des fonds qui nous sont confiés, de manière qu'ils aient le plus grand impact possible sur la vie des enfants qui en ont le plus besoin et qui sont les plus exposés aux risques.

Dans un monde où l'optimisme est parfois mis à rude épreuve, la meilleure façon de combattre le désespoir est d'obtenir des résultats.

Des résultats pour les enfants.

Pour tous les enfants.

Anthony Lake
Directeur général

"En 2015, plus que jamais, nous nous sommes efforcés de défendre les droits et le bien-être des enfants dans le monde entier et de donner à chaque enfant les meilleures chances de réussir sa vie."

PAGE OPPOSÉE CI-CONTRE :
Anthony Lake, Directeur général de l'UNICEF, discute avec une élève lors d'un événement organisé au siège de l'UNICEF, à New York.

INTRODUCTION

Tous les enfants ont droit aux mêmes chances dans la vie. Ne laisser aucun enfant de côté constitue à la fois un impératif moral et une priorité stratégique pour le développement de sociétés inclusives, durables et stables partout dans le monde.

En 2015, l'UNICEF a travaillé avec des partenaires du monde entier pour faire de cette égalité des chances une réalité.

Une fois encore, l'année écoulée a été l'occasion de s'appuyer sur les réalisations passées pour venir en aide à tous les enfants et réduire les écarts persistants en matière d'égalité, notamment ceux qui touchent les enfants laissés de côté malgré les avancées accomplies au niveau mondial dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) entre 2000 et 2015.

Les nouveaux objectifs de développement durable (ODD), approuvés par les 193 États membres des Nations Unies en 2015, intègrent des cibles spécifiques à la santé et au bien-être des enfants et des adolescents. Ces dernières portent sur le développement de la petite enfance, l'accès universel à l'éducation et la protection des filles et des garçons contre la violence, les mauvais traitements et l'exploitation. D'autres visent à mettre fin aux pratiques néfastes affectant les enfants et à promouvoir l'identité juridique de ceux-ci grâce à l'enregistrement des naissances. En coopération avec un ensemble d'organismes au service de l'enfance, la Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence à l'encontre des enfants, d'autres organismes des Nations Unies et les

CI-DESSUS, DROITE : Jannat, 7 ans, originaire de République arabe syrienne, joue dans un espace ami des enfants en Croatie.

GROS PLAN SUR LES ENFANTS ET LES JEUNES

Serbie : aider les réfugiés et les migrants à affronter l'hiver dans les Balkans

© UNICEF/UN05622/Gilbertson VII Photo

En décembre 2015, alors que les températures chutent et que les familles, en quête de sécurité et d'une vie meilleure, poursuivent leur migration vers l'Europe, l'UNICEF et ses partenaires travaillent de toute urgence pour venir en aide aux enfants et aux familles de migrants et de réfugiés qui fuient le conflit au Moyen-Orient.

Des autobus spécialement affrétés s'alignent devant la gare de Sid et débarquent leurs passagers du côté serbe de la frontière avec la Croatie. Parmi les personnes qui font la queue pour faire contrôler leurs papiers par la police, les plus jeunes sont particulièrement vulnérables au froid hivernal. Les températures sont en effet proches de zéro degré. Un petit garçon, presque encore un bébé, est assis sur le sol. Il porte une seule chaussure, son autre pied est nu.

Pour faire face à la crise des réfugiés et des migrants, le Service d'aide humanitaire et de protection civile de l'Union européenne a débloqué une subvention de deux millions d'euros afin d'aider les enfants à lutter contre la rigueur du climat et les privations durant leur parcours entre la Serbie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine.

Cette subvention a permis d'acheter des fournitures essentielles pour l'hiver, telles que des vêtements, des chaussures et des couvertures, ainsi que des aliments adaptés aux nourrissons et aux enfants. L'UNICEF et ses partenaires ont également utilisé une partie des fonds pour mettre en place des espaces amis des enfants, aménagés pour l'hiver, à l'intérieur desquels les enfants peuvent se détendre et jouer dans un environnement chaud et sec, ainsi que des espaces dédiés aux mères et aux bébés où les femmes peuvent allaiter leur enfant dans l'intimité.

Revenir à la table des matières

États membres, l'UNICEF a défendu avec vigueur les objectifs de protection de l'enfant, qui étaient jusque-là exclus du programme mondial pour le développement.

Les nouveaux objectifs mondiaux reconnaissent l'importance cruciale que revêt la promotion d'un accès équitable aux soins de santé maternelle et de l'enfant, à une bonne nutrition, à l'eau potable, à l'enregistrement des naissances, à une éducation de qualité et aux autres services essentiels. En adoptant ces objectifs, les gouvernements du monde entier ont promis « de ne laisser personne de côté » et ont pris l'engagement suivant : « Les plus défavorisés seront les premiers que nous nous efforcerons d'aider. » Cette approche reflète le point de vue de l'UNICEF selon lequel seule une accélération des progrès pour les enfants et les familles les plus pauvres et les plus marginalisés permettra la réalisation du développement durable.

Dans cette quête d'un monde plus équitable, l'UNICEF a intensifié sa réponse aux défis de longue date aussi bien qu'à ceux apparus en 2015.

En particulier, l'afflux massif de migrants et de réfugiés en Europe a souligné la nécessité d'intervenir rapidement pour faire face aux situations changeantes des enfants dans les différents contextes, notamment les pays d'origine, de transit et de destination, et protéger leur intérêt supérieur tout au long de leur parcours. Dans ce cas, la crise a touché « l'arrière-cour » de pays à haut revenu.

Parallèlement, l'UNICEF a cherché de nouvelles façons de répondre aux besoins essentiels (santé, nutrition, eau et assainissement, éducation et protection) des enfants vivant dans les conditions les plus difficiles et les zones les plus isolées. Cette recherche a nécessité l'expérimentation de nouvelles solutions au niveau des pays et le lancement d'un Centre d'innovation mondial et d'un Fonds pour l'innovation, destinés à alimenter et à déployer à plus grande échelle les moyens originaux qui permettront d'améliorer la vie des jeunes et d'atteindre ceux qui sont hors d'atteinte.

Sur le plan humanitaire, l'UNICEF et ses partenaires ont fait face à des crises majeures en Iraq, au Soudan du Sud, en République arabe syrienne et au Yémen, à des urgences sanitaires en Amérique latine et en Afrique de l'Ouest, à un séisme dévastateur au Népal, à des typhons dans le Pacifique, à des sécheresses dans le Sahel, en Afrique de l'Est et en Amérique, et à bien d'autres encore. En faisant tomber les barrières entre l'action humanitaire à court terme et le travail de développement à plus long terme, nous avons axé notre effort sur le renforcement des systèmes qui fournissent les services essentiels. Ainsi, nous entendons aider les communautés à anticiper les chocs et à devenir plus résilientes face aux catastrophes.

“Dans cette quête d'un monde plus équitable, l'UNICEF a intensifié sa réponse aux défis de longue date aussi bien qu'à ceux apparus en 2015.”

© UNICEF/UN189314/Gilbertson VII Photo

CI-DESSOUS : Une famille du peuple autochtone guarani vient chercher de l'eau au robinet collectif de Totorenda, dans l'État plurinational de Bolivie.

GROS PLAN SUR LES PROGRAMMES

Nations Unies : améliorer la sensibilisation des enfants et des jeunes sur les objectifs mondiaux

Préalablement à la session de l'Assemblée générale des Nations Unies au cours de laquelle ont été adoptés les objectifs de développement durable en septembre 2015, l'UNICEF s'est joint à un groupe d'organisations de la société civile au service des enfants afin de rédiger une version des objectifs mondiaux adaptée aux enfants, et de faire participer ces derniers aux discussions concernant le nouveau programme et leur vision d'un monde meilleur. Cet événement a été rendu possible grâce au concours d'un certain nombre de partenaires, dont ChildFund Alliance, le Mouvement mondial en faveur des enfants pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Plan International, Save the Children, SOS Villages d'Enfants et World Vision. Le livret adapté aux enfants, intitulé « *Le monde que nous voulons – Un guide sur les objectifs adressé aux enfants et aux jeunes* », qui en a résulté a été largement salué par les États membres et a constitué une ressource clé pour « La plus grande leçon du monde », une initiative internationale visant à diffuser les messages des objectifs mondiaux dans les écoles. À ce jour, 500 millions d'enfants ont suivi cette leçon dans plus de 160 pays.

En 2015, nous avons en outre continué d'œuvrer pour l'élimination d'autres obstacles à l'égalité et au développement durable, ceux-là mêmes qui empêchent les filles et les jeunes femmes de réaliser leur plein potentiel. Le Plan d'action 2014-2017 de l'UNICEF pour l'égalité des sexes sert de cadre au ciblage des inégalités fondées sur le sexe. Outre l'intégration de l'égalité des sexes dans tous les programmes, le plan vise à améliorer la santé des adolescents, à faire progresser l'éducation des filles au niveau secondaire, à mettre fin aux mariages d'enfants et à lutter contre les violences faites aux femmes dans les situations d'urgence. L'UNICEF a également contribué à mieux faire connaître les questions d'égalité des sexes qui ont été intégrées dans les cibles finales retenues dans le cadre des ODD.

La grande majorité des résultats obtenus par l'UNICEF en 2015 n'auraient pas été possibles sans l'étroite collaboration de nos partenaires : les gouvernements, la société civile, les organisations non gouvernementales (ONG), les fondations, le secteur privé, les autres organismes des Nations Unies, les communautés locales, mais aussi les enfants et les jeunes eux-mêmes. Nos 34 comités nationaux, qui œuvrent de concert avec l'UNICEF en faveur des droits de l'enfant partout dans le monde, sont également restés des partenaires clés.

L'UNICEF compte sur la générosité et le dévouement de ses partenaires financiers, sans lesquels les programmes et les résultats pour les enfants ne verraient pas le jour. La plupart des recettes perçues par l'UNICEF en 2015 provenaient des gouvernements, mais les fonds issus du secteur privé ont représenté une part croissante du montant total des financements.

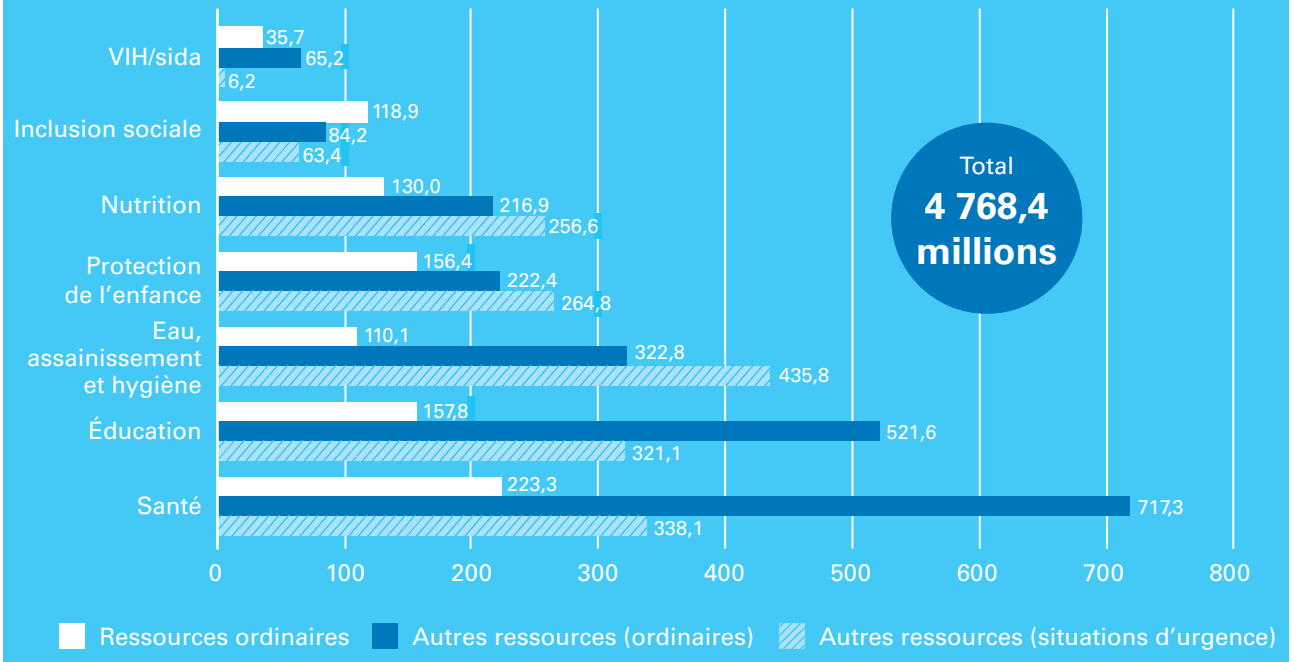
Les engagements énoncés dans les ODD et les autres accords internationaux conclus en 2015 ont fait naître de nouveaux espoirs à travers le monde. Pour l'UNICEF et ses partenaires, ces espoirs s'accompagnent d'une responsabilité encore plus grande, puisqu'il s'agira de transformer les engagements pris sur le papier en résultats sur le terrain pour tous les enfants et les jeunes. Ce rapport met en lumière les efforts que nous avons accomplis pour y parvenir au cours d'une année particulièrement difficile.

Dépenses de l'UNICEF, 2015
(en millions de dollars US)

POSTES BUDGÉTAIRES	
Développement	4 675
Programme	4 546
Efficacité du développement	129
Gestion	312
Coordination du développement des Nations Unies	6
Objectifs spéciaux (y compris placements de capitaux)	22
Autres (y compris collecte de fonds et partenariats privés)	97
Total des dépenses	5 112

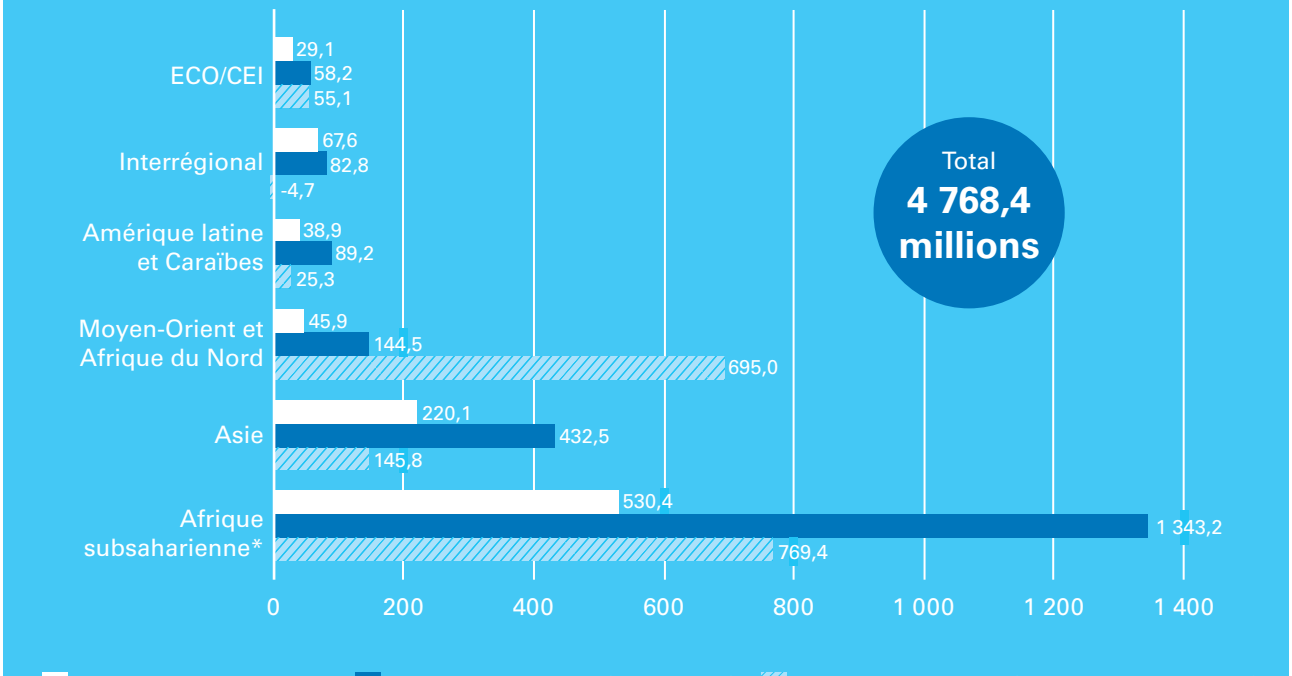
Note : les dépenses de l'UNICEF figurant dans ce tableau sont présentées sur la base d'une trésorerie modifiée et reflètent les décaissements et les engagements (p.ex. les bons de commande) créés en 2015.

Dépenses directes au titre des programmes par domaine d'action, 2015
(en millions de dollars US)



Note : les totaux ont été arrondis.

Dépenses directes au titre des programmes par région, 2015
(en millions de dollars US)



* Les dépenses au titre des programmes de Djibouti et du Soudan sont incluses dans la catégorie Afrique subsaharienne.

Note : les totaux ont été arrondis.

1.
ACTION HUMANITAIRE

—

En cas de conflits armés ou de catastrophes naturelles, les enfants sont toujours les plus exposés et les plus vulnérables, en particulier dans les groupes les plus pauvres et les plus défavorisés.

—

Revenir à la table des matières

En 2015, les situations d'urgence nouvelles ou prolongées ont entraîné de lourdes conséquences, mettant en danger la survie, la santé, le bien-être et l'avenir des enfants à travers le monde, y compris dans certaines des zones les plus dangereuses et les plus difficiles d'accès de la planète.

Conformément au Plan d'action 2014 – 2017 et aux Engagements fondamentaux à l'égard des enfants en situation d'urgence, l'UNICEF et ses partenaires ont uni leurs efforts afin d'intervenir dans 310 crises humanitaires dans 102 pays, venant ainsi en aide à des millions d'enfants vulnérables et aux personnes qui s'occupent d'eux.

Les Engagements fondamentaux constituent la politique centrale de l'UNICEF en matière de protection des droits des enfants touchés par des crises humanitaires. Ils servent de cadre à l'action humanitaire.

Les défis rencontrés en 2015 ont été considérables, avec près de 250 millions d'enfants touchés par les conflits armés dans le monde. L'insécurité alimentaire a continué de sévir dans la région africaine du Sahel, exposant des millions d'enfants à un risque accru de malnutrition aiguë, auquel viennent s'ajouter d'autres privations en matière de santé, d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Des villages et des agglomérations ont été totalement détruits par des séismes, dont deux d'une ampleur majeure au Népal, ou dévastés par des tempêtes tropicales comme le cyclone Pam au Vanuatu. D'une manière ou d'une autre, chacune de ces catastrophes a gravement touché les enfants, les privant d'éducation, de santé, de nutrition, de protection et, dans les pires cas, leur ôtant la vie.

"l'UNICEF et ses partenaires ont uni leurs efforts afin d'intervenir dans 310 crises humanitaires dans 102 pays, venant ainsi en aide à des millions d'enfants vulnérables et aux personnes qui s'occupent d'eux."

© UNICEF/UNI201557/Rich

CI-DESSOUS : Des enfants dans un centre de santé maternelle et de l'enfant géré par Swiss-Kalmo, partenaire de l'UNICEF dans la région de Bay, en Somalie.

“L’engagement de l’UNICEF en faveur de l’égalité et des droits humains pour tous les enfants constitue le socle de notre travail en matière de préparation aux situations d’urgence et d’action humanitaire.”

Qu’il s’agisse de conflits armés, de tempêtes violentes ou de sécheresses dévastatrices, ces catastrophes, comme d’autres, ont montré qu’il n’existe pas vraiment de frontière claire entre l’action humanitaire d’urgence et le travail de développement à plus long terme. Ainsi, l’absence de développement adéquat a souvent tendance à provoquer ou à exacerber les crises, en laissant les communautés vulnérables et non préparées.

Pour la même raison, des efforts importants de développement et de préparation aux situations d’urgence peuvent permettre d’atténuer l’impact des catastrophes futures. Une étude de l’UNICEF réalisée en partenariat avec le Programme alimentaire mondial et le Ministère britannique du développement international en 2015 a ainsi révélé qu’investir précocement dans la préparation permettait de réaliser des gains d’efficacité (avec un rendement de 2 dollars US pour chaque dollar investi) et de réduire les délais d’intervention.

En cas de conflits armés ou de catastrophes naturelles, les enfants sont toujours les plus exposés et les plus vulnérables, en particulier dans les groupes les plus pauvres et les plus défavorisés. L’engagement de l’UNICEF en faveur de l’égalité et des droits humains pour tous les enfants constitue le socle de notre travail en matière de préparation aux situations d’urgence et d’action humanitaire.

Lorsque le plus fort de la crise est passé, notre but est de « reconstruire en mieux », afin que tous les enfants bénéficient d’une nutrition adéquate, de soins de santé de base et d’une éducation de qualité, que les communautés aient accès à des installations d’eau et d’assainissement et à des infrastructures durables, et que les sociétés puissent construire une paix durable, en rétablissant et en faisant avancer les droits de l’homme.

Urgences complexes

En 2015, des crises aiguës ont mis en danger la vie de millions d’enfants et de leur famille et certaines des situations les plus dangereuses ont nécessité la mobilisation de toute l’organisation. L’UNICEF est intervenu sur quatre terrains de crise : en Iraq, au Soudan du Sud, en République arabe syrienne et au Yémen. Lors de ces crises, nous avons distribué des fournitures d’urgence, des vaccins, de l’eau potable et des installations sanitaires, des hébergements, et nous avons assuré l’éducation et la protection des enfants, notamment contre les violences sexistes. Nous avons également apporté notre appui aux institutions et aux systèmes existants et, afin de prévenir leur effondrement, nous avons reconstitué leurs capacités et rétabli les services de base destinés aux enfants vulnérables.

Après cinq années d’affrontements sanglants, le conflit syrien demeure

© UNICEF/UN065996/Anmar

CI-DESSOUS : Noor, 7 ans, porte un colis contenant des vêtements d’hiver, dans un centre de distribution géré par l’UNICEF au camp d’Al-Rahma, dans la province de Maysan, en Iraq.

la plus importante crise humanitaire dans le monde, et a entraîné de graves violations des droits humains. Fin 2015, près de 13,5 millions de personnes vivant dans le pays, dont six millions d'enfants, avaient un besoin urgent d'assistance vitale, et 6,5 millions étaient des déplacés. Plus de quatre millions de personnes ont déjà fui le pays. Les attaques contre les écoles et les hôpitaux, en particulier, ont réduit l'accès aux services.

En conséquence, un grand nombre d'enfants syriens n'ont pas accès aux services essentiels tels que les soins de santé, l'eau potable et l'assainissement et ne bénéficient pas d'une éducation de qualité. En République arabe syrienne, à la fin de l'année, un tiers des enfants de moins de cinq ans n'étaient pas vaccinés contre les maladies mortelles, et de nombreuses écoles étaient détruites ou occupées par des personnes déplacées. Compte tenu de leurs conditions de vie extrêmement difficiles et de la fragilisation de l'environnement qui les protégeait, un grand nombre d'enfants syriens étaient également vulnérables à l'exploitation et aux mauvais traitements, et contraints à s'enrôler dans des groupes armés, à travailler ou, pour les filles, à des mariages précoces.

La situation dans l'Iraq voisin s'est encore détériorée en 2015, avec une escalade des conflits et de la violence. Les attaques contre les civils se sont poursuivies, et le nombre de cas d'enlèvements, d'agressions sexuelles et d'exécutions de masse a augmenté. L'accès humanitaire est devenu presque impossible dans certaines zones, et les tensions ethnosectaires semblent compromettre une réconciliation future. À la fin de l'année, plus de 3 millions d'Iraquiens avaient été contraints d'abandonner leur logement. Beaucoup des déplacés sont des enfants, dont 30 % seulement sont scolarisés.

Dans un pays déjà appauvri et fragilisé, le conflit qui touche le Yémen est devenu une véritable crise humanitaire en 2015, avec plus de 21 millions de personnes (82 % de la population) ayant besoin d'assistance. Le conflit a perturbé les campagnes de vaccination et les services de santé destinés aux mères, aux enfants et aux nouveau-nés, détruit les écoles, interrompu l'approvisionnement en eau, et compromis un peu plus la nutrition des enfants. Les répercussions du conflit sur le bien-être psychosocial des enfants étant particulièrement importantes, l'inquiétude concernant la protection de l'enfance est grandissante.

Également confronté à de graves violences, le Soudan du Sud est entré dans sa deuxième année de conflit armé en 2015. L'intensification et la progression de la violence ont déraciné plus de 2,3 millions de personnes, dont 1,7 million de déplacés et 645 000 réfugiés en Éthiopie, au Kenya, au Soudan et en Ouganda.

Catastrophes, crises sanitaires et conflits

D'autres urgences ont également nécessité une intervention rapide en 2015. Les catastrophes naturelles, notamment les phénomènes météorologiques extrêmes associés au changement climatique, ont rasé des villages entiers et causé des ravages chez les populations. En mars, le violent cyclone tropical Pam a traversé l'État insulaire du Vanuatu, dans le Pacifique, détruisant sur son passage les écoles, les centres de soins de santé et les systèmes d'approvisionnement en eau, et traumatisant les enfants et leur famille. Les deux séismes qui ont frappé le Népal le 25 avril et le 12 mai ont détruit plus de 5 000 écoles et en ont endommagé des milliers d'autres.

Au Myanmar, les inondations, les glissements de terrain et d'autres catastrophes naturelles sont venus s'ajouter à l'instabilité ambiante et ont rendu la situation critique en 2015, contraignant des centaines de milliers d'enfants à abandonner leur maison. Si la plupart des enfants touchés par les inondations ont pu rentrer chez eux, ils ne disposaient que d'un accès limité aux services de base et restaient vulnérables à la violence, à la traite, aux abus et aux négligences.

L'épidémie de la maladie à virus Ebola, qui a sévi pendant l'année 2014 et une partie de l'année 2015, a continué de frapper les communautés en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone, menaçant les pays voisins. L'épidémie a durement éprouvé les systèmes sanitaires et éducatifs des pays touchés, causant des pertes parmi les médecins, le personnel infirmier et les enseignants. Plus généralement, le virus Ebola a mis en péril la croissance économique et le développement dans des environnements déjà fragilisés par des conflits récents. Si l'épidémie a régressé, ramener à zéro le nombre de cas reste encore un défi.

Au total, l'épidémie a tué plus de 11 000 personnes, et une infection sur cinq touchait un enfant. Plus de 18 000 enfants ont perdu un parent ou un aidant principal, ou les deux, à la suite du virus Ebola.

En République arabe syrienne

13,5 millions
de personnes ont besoin d'une aide d'urgence pour leur survie

6 millions
sont des enfants

Après trois ans de conflit armé, des milliers d'enfants de la République centrafricaine ont également dû faire face à de sombres perspectives. Les taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans et des mères étaient élevés, et un tiers des enfants en âge d'aller à l'école primaire n'étaient pas scolarisés. De fait, les tensions de longue date qui couvaient dans un certain nombre de pays ont fini par éclater en 2015. Les conflits en cours en Afghanistan, au Burundi, au Nigeria et en Ukraine ont entraîné, chez les enfants, des déplacements, des enlèvements, des enrôlements par les groupes armés, des mutilations ou des morts par arme à feu, par grenade ou par engin non explosé.

Plus d'un million de personnes sont arrivées sur les côtes européennes en 2015, dans des mouvements de population presque sans précédent provoqués par les conflits et d'autres causes profondes, avec une ampleur qui surpasse celle des mouvements ayant suivi la Seconde Guerre mondiale. Les enfants représentent une proportion croissante parmi les arrivants. Ainsi, à la fin de l'année, un arrivant sur quatre était un enfant. Nombre d'entre eux ont rejoint l'Europe au prix d'un voyage difficile et périlleux, essentiellement depuis la République arabe syrienne et les autres zones du Moyen-Orient touchées par les conflits.

Les enfants migrants et réfugiés ont besoin de soins et de soutien spécialisés, notamment dans les domaines suivants : défense des droits de l'enfant, protection des enfants non accompagnés et séparés, et fourniture de services et de biens essentiels tels que l'hébergement, des vêtements chauds, une nutrition adaptée aux enfants, des soins de santé, un accompagnement et des possibilités d'apprentissage et de jeu.

CI-DESSUS, DROITE :
Une mère emmène son enfant se faire soigner, au Yémen.

GROS PLAN SUR LES ENFANTS ET LES JEUNES

Yémen : des équipes mobiles apportent des soins de santé et de nutrition au cœur du conflit

© UNICEF/UNI187326/Yasin

Les gens les appellent les « voitures de sauvetage ». Sillonnant le pays sur des routes souvent dangereuses, elles jouent un rôle vital auprès des familles déplacées et des communautés isolées, coupées des services de santé essentiels par les violences qui déchirent une grande partie du Yémen.

Plus précisément appelés équipes sanitaires mobiles, ces véhicules transportent à leur bord des agents de santé et des volontaires communautaires avec l'appui de l'UNICEF. En 2015, ces équipes se sont déployées dans des zones où les services de santé avaient disparu afin de dépister et de traiter la malnutrition et les maladies infantiles, de vacciner les femmes et les enfants, de distribuer des vermifuges, et d'apporter un soutien aux femmes enceintes et qui allaitent.

Les parents d'une petite fille prénommée Fatima n'oublieront jamais le jour où une voiture de sauvetage est arrivée dans leur village. L'équipe descend de son véhicule et s'empresse d'installer son équipement et ses fournitures dans une maison faisant office de dispensaire provisoire. Une femme agent de santé repère la frêle Fatima, pâle et apathique. Âgée de quatre ans, elle est la plus jeune de la famille et son ventre est gonflé. Elle est pesée et mesurée. « Cela aidera votre fille à se remettre sur pied ; elle souffre de malnutrition sévère », indique un membre de l'équipe au père de Fatima en lui tendant des sachets de pâte nutritive à base d'arachide à forte teneur énergétique (un aliment thérapeutique prêt à l'emploi) afin d'enrichir son alimentation.

Le père de la petite fille dira plus tard à l'UNICEF : « Ils ont sauvé la vie de ma fille. »

Déjà avant l'escalade de la violence, le Yémen affichait un taux alarmant de malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans. Face aux bouleversements auxquels sont confrontés nombre d'entre eux, les interventions mobiles comme celles des « voitures de sauvetage » sont devenues encore plus importantes.

L'UNICEF intervient dans le monde entier

Malgré l'ampleur des crises survenues cette année, l'UNICEF et ses partenaires ont relevé de nombreux défis en 2015. En matière de situation d'urgence, nos réalisations sont comme suit :

- 25,5 millions de personnes ont été approvisionnées en eau potable.
- 23 millions de vaccins contre la rougeole ont été distribués à des enfants âgés de 6 mois à 15 ans.
- 7,5 millions d'enfants âgés de 3 à 15 ans ont eu accès à des programmes d'éducation de base, officiels ou non.
- 2 millions d'enfants âgés de 6 à 59 mois ont été traités contre la malnutrition aiguë sévère.
- 3,1 millions d'enfants ont bénéficié d'un soutien psychosocial.

L'UNICEF a pris ces mesures urgentes ainsi que d'autres, notamment le déploiement d'une équipe d'intervention d'urgence de 755 personnes, afin de répondre aux besoins immédiats sur le terrain. À chaque fois que cela était possible, nous avons également soutenu le développement à long terme afin d'aider les familles et les communautés les plus défavorisées à renforcer leur résilience en cas de crises futures.

Plusieurs interventions reflètent cette approche. Ainsi, après les séismes qui ont frappé le Népal, l'UNICEF et ses partenaires ont utilisé les programmes gouvernementaux d'aide sociale pour verser des transferts d'espèces à près de 400 000 personnes pauvres et défavorisées dans les communautés touchées. Plus de 640 000 femmes et filles ont eu accès à l'eau potable et à l'assainissement, et 3 445 groupes de femmes ont sensibilisé plus de 346 000 personnes sur la prévention des violences sexistes et les services disponibles. Grâce à des renforts, la police a pu intercepter 1 472 femmes et enfants victimes des trafiquants à 86 postes de contrôle.

Au Soudan, l'UNICEF a formé 233 sages-femmes communautaires qui ont contribué à améliorer l'accès de 400 000 femmes enceintes aux services de santé maternelle et de l'enfant. Dans l'État palestinien, le programme de visites postnatales à domicile a pris en charge 49 % des femmes en période postnatale, ce qui a permis d'atteindre les mères et les nouveau-nés à haut risque. En République démocratique du Congo, en Éthiopie et au Soudan du Sud, 21 500 filles et femmes en âge de procréer ont reçu des trousses d'hygiène féminine pour la prise en charge de l'hygiène menstruelle.

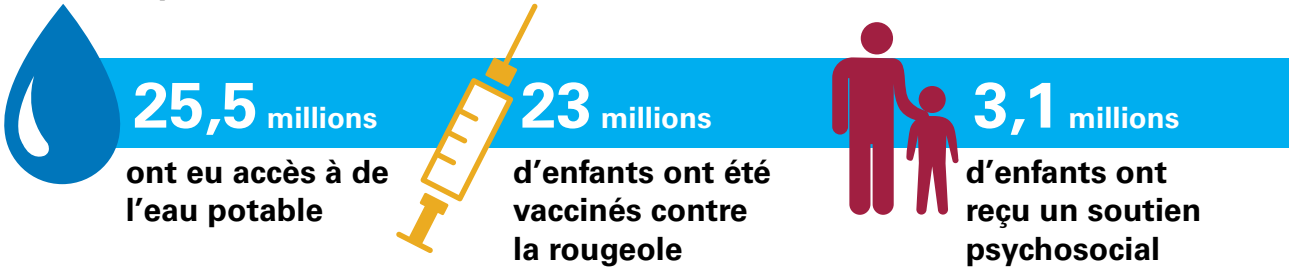
Au Soudan du Sud, l'aide apportée par l'UNICEF a permis à plus d'un demi-million de personnes d'avoir accès à l'eau potable, et 1 755 enfants ont retrouvé leur famille et leur communauté après avoir été libérés des mains des groupes armés qui les retenaient prisonniers. Nous avons également collaboré avec 20 centres implantés dans six États du Soudan du Sud, pour proposer une aide à la réadaptation à près de 85 000 femmes et enfants victimes d'abus sexuels.

Les mécanismes d'intervention rapide intersectoriels (MIR), mis en place par l'UNICEF et ses partenaires afin d'acheminer rapidement l'aide humanitaire dans les situations complexes et les zones difficiles d'accès, se sont révélés essentiels pour étendre les interventions vitales à plus de 540 000 personnes au Soudan du Sud, dont près de 95 000 enfants. En République centrafricaine, les MIR soutenus par l'UNICEF ont permis de distribuer des articles non alimentaires à plus de 161 000 personnes et de fournir des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) à quelque 69 000 personnes (deux fois plus qu'en 2014). Face à l'augmentation des demandes en Iraq, des millions de personnes supplémentaires ont pu recevoir de l'aide grâce aux MIR.

Parallèlement, au Myanmar, l'UNICEF a contribué à élargir la formation aux compétences de la vie courante et l'accès à l'éducation non formelle à plus de 98 000 adolescents dans les zones les plus reculées du pays. Au Nigeria, les campagnes de rescolarisation ont abouti à l'inscription de 170 000 nouveaux élèves. Au Yémen, plus de 22 000 enfants non scolarisés (dont 80 % de filles) ont pu accéder à l'éducation formelle et informelle dans les villes de Al Hudaydah, Hajjah et Ta'izz.

Avec 3,6 millions de foyers sensibilisés et formés à la prévention de la propagation du virus dans les trois pays les plus durement touchés par Ebola (Guinée, Liberia et Sierra

Lors des opérations humanitaires effectuées en 2015, l'UNICEF a fourni l'aide suivante



Leone), le pouvoir de l'éducation et de la sensibilisation en matière de lutte contre les épidémies n'est plus à démontrer. En Guinée, les comités de veille dans les villages, composés de femmes, de chefs religieux, de jeunes et de représentants des fraternités traditionnelles ont été impliqués dans la lutte contre le virus Ebola. Ils ont aidé à sensibiliser les communautés sur la maladie, à identifier les cas à un stade précoce, à faire soigner les malades et à repérer les membres des familles ayant été au contact des malades. En Sierra Leone, l'UNICEF a fourni à des milliers de femmes et de filles le soutien et les services nécessaires à la réduction des risques d'exploitation et d'abus sexuels dans un contexte épidémique.

L'UNICEF a également aidé les pays touchés par Ebola à opérer la transition de l'intervention d'urgence vers le redressement et à améliorer leur système de santé. Les programmes destinés à favoriser la résilience des agents de santé communautaires, les systèmes renforcés de surveillance des maladies et le traitement rapide au niveau communautaire ont constitué les éléments clés de cet effort. Dans les trois autres pays, nous avons assuré la direction technique de la Communication pour le développement (C4D). Cette mission requiert d'abord de comprendre les populations, leurs croyances et leurs valeurs puis d'impliquer les communautés et d'observer les adultes et les enfants alors qu'ils identifient les problèmes, proposent des solutions et agissent en conséquence.

L'UNICEF possède une solide expérience en matière d'exploitation du potentiel offert par la communication pour promouvoir la survie, le développement, la protection et la participation des enfants. Au-delà de la lutte contre Ebola, nous nous sommes attachés avec nos partenaires à mettre en place des plateformes de communication pour le développement afin de permettre aux adolescents et aux jeunes de participer à la consolidation de la paix. Grâce à ces espaces de création (radio, vidéos et théâtre participatifs), nous avons travaillé avec des réseaux d'enfants et de jeunes dans des pays touchés par de graves conflits comme le Soudan du Sud, ou sortant d'un conflit, comme la Côte d'Ivoire et l'Ouganda.

Pour faire face à un autre défi auquel ont été confrontés les enfants en 2015, à savoir la crise des migrants et des réfugiés en Europe, l'UNICEF et ses partenaires ont créé un réseau d'espaces amis des enfants le long du principal itinéraire des mouvements de population. Cette démarche nous a permis d'approcher 81 000 enfants en Croatie, en ancienne République yougoslave de Macédoine, en Serbie et en Slovénie. La mise en place de zones dédiées aux mères et aux bébés a permis d'améliorer ces espaces. Ainsi, les mères qui allaitent ont pu recevoir des conseils et un accompagnement, et 18 000 nourrissons ont bénéficié de ce dispositif.

En outre, 2 251 enfants non accompagnés et séparés ont bénéficié de services de recherche des familles et de regroupement familial, de services psychosociaux et d'une prise en charge familiale. L'UNICEF a également apporté un appui continu aux infrastructures WASH dans les centres d'accueil situés sur l'itinéraire principal des mouvements de population, notamment en fournissant des kits d'hygiène et des informations aux familles nouvellement arrivées.

La crise qui sévit en Europe constitue un nouveau type d'urgence pour l'UNICEF. Elle nous a contraints à nous adapter à un contexte humanitaire extrêmement changeant et à venir en aide à des enfants et des familles en perpétuel déplacement (certains ne passent que quelques heures dans les centres de transit et d'accueil). Nos partenariats avec les gouvernements, les ONG, les comités nationaux de l'UNICEF et les autres organismes des Nations Unies (notamment le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) nous ont permis d'améliorer la qualité de nos services grâce à la coordination, et de placer les enfants au cœur de la mobilisation engagée en leur faveur.

Au niveau mondial, l'UNICEF a également continué d'apporter son aide au système humanitaire en 2015, en favorisant la coopération interinstitutionnelle grâce à son rôle de chef de file dans différents groupes sectoriels (« clusters »), une approche destinée à renforcer les partenariats et la coordination dans les secteurs clés de l'intervention

© UNICEF/UNI182396/Hamoud

À DROITE : Un agent décharge de l'équipement médical et d'autres articles fournis par l'UNICEF à l'aéroport de Sanaa, au Yémen.

GROS PLANS SUR LES ENFANTS ET LES JEUNES

Népal : un accompagnement psychosocial à la radio

En mai 2015, Pramod Dahal, le plus ancien journaliste de Radio Nepal, a annoncé le lancement d'un nouveau programme spécial. À cette époque, le Népal tente de faire face aux conséquences du séisme de magnitude 7,8 qui a touché le pays une semaine plus tôt.

« Nous n'avons jamais rien fait de tel auparavant. Cela nous rend vraiment fiers et émus à Radio Nepal », déclare l'animateur à quelques minutes de la première diffusion sur les ondes du programme *Bhandai Sundai* (Parler et écouter), un dimanche matin.

Cette émission a été conçue avec le soutien d'UNICEF Népal pour communiquer à la population les dernières informations à jour concernant les interventions d'aide déployées suite au séisme, et pour permettre aux survivants de poser des questions et d'exprimer leurs doléances, leurs craintes, leurs traumatismes et leurs inquiétudes à l'antenne.

Radio Nepal possède la plus large audience du pays, avec plus de 70 % de la population à l'écoute dans les villes comme dans les villages les plus reculés.

Bina Maharjan, une auditrice âgée de 19 ans originaire de Khokana, district de Lalitpur, dans la vallée de Katmandou : « J'étais tellement contente d'entendre des enfants à l'antenne ! Cela nous a vraiment fait du bien à tous de les entendre parler et chanter. » Plus de 200 familles de Khokana ont perdu leur maison dans le tremblement de terre. Bina ajoute que de nombreux adolescents éprouvent, comme elle, de l'angoisse et de la peur au lendemain de la catastrophe.

humanitaire. Nous avons dirigé ou codirigé des groupes sectoriels sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans 66 pays, 66 sur l'éducation, 60 sur la nutrition, 57 sur la protection de l'enfance, et huit sur les violences sexistes.

Nos partenaires ont continué à jouer un rôle crucial dans la programmation humanitaire de l'UNICEF, puisque nous avons collaboré étroitement avec les gouvernements, la société civile, les ONG nationales et internationales, les premiers intervenants, les prestataires de services locaux et les populations touchées elles-mêmes. Au cours de l'année 2015, 29 partenaires d'intervention rapide ont fourni à l'UNICEF 25 689 jours d'appui lors de 226 déploiements (soit l'équivalent de 70 membres de l'équipe d'intervention d'urgence travaillant à plein temps).

Évaluations et analyses

Outre les interventions menées sur le terrain en 2015, l'UNICEF

« Au niveau mondial, l'UNICEF a également continué d'apporter son aide au système humanitaire en 2015, en favorisant la coopération interinstitutionnelle grâce à son rôle de chef de file dans différents groupes sectoriels. »

CI-DESSUS, GAUCHE : Des enfants et des adultes écoutent l'émission *Bhandai Sundai* diffusée à la radio au Népal.

a continué d'évaluer et d'analyser les problématiques humanitaires et les situations d'urgence afin d'appuyer la préparation aux situations d'urgence, les interventions rapides et le relèvement rapide.

L'UNICEF participe régulièrement à des évaluations effectuées dans le cadre des plans d'intervention humanitaire interinstitutions, qui définissent une vision commune des réponses stratégiques à apporter aux besoins des populations touchées sur la base des aperçus des besoins humanitaires et d'autres évaluations conjointement menées. Nous avons également pris une part active aux processus interinstitutions d'évaluation des besoins après un conflit ou une catastrophe, qui favorisent des approches intégrées et globales des interventions d'urgence. Par ailleurs, nos bureaux nationaux et régionaux ainsi que les divisions du siège ont conduit des analyses et des évaluations détaillées des crises humanitaires.

Dans l'une des nombreuses évaluations des enseignements tirés de ces crises, une analyse des interventions mises en œuvre par l'UNICEF en réponse à l'épidémie d'Ebola qui a frappé l'Afrique de l'Ouest en 2014–2015 a fourni de précieuses informations pour les futures urgences sanitaires. Globalement, il ressort de cette analyse que l'UNICEF a contribué de manière significative à atténuer l'épidémie, et que les partenaires fournisseurs de ressources, les gouvernements et les communautés ont réagi positivement à nos interventions. Toutefois, les participants à cette analyse ont identifié un certain nombre de difficultés concernant la souplesse d'intervention, la disponibilité des données et la mise en place de systèmes de suivi des résultats.

© UNICEF/UNI186279/2015

CI-DESSUS : Les élèves de CE1 commencent leur journée au centre d'apprentissage temporaire construit après le séisme à Gorkha, au Népal.

Concernant un autre problème crucial rencontré en 2015, l'UNICEF a produit une analyse de l'impact des conflits sur l'éducation dans 22 régions et pays. Publiée en janvier 2016, cette analyse révèle qu'un enfant sur quatre vivant en zone de crise n'est pas scolarisé, ce qui représente au total 24 millions d'enfants en âge d'être scolarisés. Dans un rapport intitulé *Education Under Fire* (L'éducation en flammes), nous avons analysé la scolarisation au Moyen-Orient, une région qui était en passe, il y a quelques années, de parvenir à l'éducation universelle, et constaté que plus de 13 millions d'enfants ne pouvaient pas aller à l'école à cause des conflits armés.

L'UNICEF a également apporté des contributions précieuses à l'élaboration du rapport intitulé « *Appel à l'action pour la protection contre la violence basée sur le genre dans les situations d'urgence — Feuille de route 2016–2020* », un document détaillé lancé par 15 pays et 25 organisations de la société civile. En outre, avec nos partenaires, nous avons joué un rôle essentiel dans l'intégration de la question des violences sexistes dans les situations d'urgence dans le cadre des différentes cibles des ODD. En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population, nous avons diffusé la version révisée des « *Directives pour l'intégration d'interventions ciblant la violence basée sur le genre dans l'action humanitaire* », publiée par le Comité permanent interorganisations.

Enfin, dans un autre rapport intitulé « *Les effets d'El Niño sur les enfants — Un signal d'alarme* », l'UNICEF a alerté sur les urgences à venir en raison du réchauffement cyclique de l'océan Pacifique qui, selon les scientifiques, est accentué par le changement climatique. El Niño a provoqué la pire sécheresse jamais enregistrée en Amérique latine, et menace d'autres régions telles que l'Afrique de l'Est, l'Afrique australe, l'Asie de l'Est et le Pacifique.

Financement de l'action humanitaire

Les recettes humanitaires ont permis de financer plus du tiers des dépenses totales de l'UNICEF en 2015. Cependant, malgré la générosité de nos partenaires fournisseurs de ressources, les demandes considérables reçues cette année ont dépassé les capacités de financement.

Au cours de l'année 2015, l'UNICEF a reçu 58 % du total des fonds demandés dans les appels humanitaires afin de répondre aux besoins des enfants. L'essentiel des ressources humanitaires a été affecté aux crises

de grande ampleur comme celles qui ont frappé les pays touchés par Ebola ainsi que l'Iraq, le Népal, le Soudan du Sud, la République arabe syrienne et ses voisins, et le Yémen. Les crises de réfugiés en Afrique orientale et australe ainsi qu'en Afrique occidentale et centrale ont été largement sous-financées, et les crises prolongées en Afghanistan, en République démocratique du Congo, au Niger et au Soudan ont également peiné à attirer des ressources.

Malgré ces contraintes financières, l'UNICEF et ses partenaires ont obtenu des résultats sur de nombreux fronts pour les enfants à risque. Parmi les centaines d'autres interventions menées en situation de crise, nous avons ainsi marqué notre présence par les actions suivantes : campagnes de nutrition et de vaccination contre la rougeole en République démocratique du Congo, traitement de la malnutrition en Éthiopie et au Niger, ou encore fourniture d'un soutien psychosocial, enlèvement des restes explosifs de guerre et sensibilisation au danger des mines en Afghanistan.

L'UNICEF et ses partenaires sont intervenus dans ces situations d'urgence conformément à notre mandat, qui consiste à venir en aide aux enfants les plus démunis. Mais la conduite d'opérations humanitaires qui aident à renforcer la résilience des familles, des communautés et des pays constitue également une priorité majeure. C'est pourquoi nous nous attachons à mieux relier nos efforts en matière de développement, de préparation aux situations d'urgence, de réduction des risques, d'action humanitaire et de consolidation de la paix. Pour y parvenir, nous nous appuyons sur le programme de développement durable et sur les accords mondiaux conclus en 2015 lors de la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe et de la Conférence de Paris 2015 sur le climat (COP21). En outre, les consultations préalables au Sommet mondial sur l'action humanitaire de 2016 ont mis en lumière de multiples défis.

Conformément aux résultats attendus du Sommet et aux recommandations du Groupe de haut niveau sur le financement humanitaire, l'UNICEF entend apporter les changements concrets nécessaires pour renforcer la solidité et la responsabilité du système humanitaire. Notre objectif, et celui de nos partenaires, est de parvenir à un système qui ne se contente pas d'apporter aux enfants et à leur famille une aide vitale immédiate, mais qui investit pour répondre aux besoins et aux aspirations à long terme des enfants.

GROS PLAN SUR LES ENFANTS ET LES JEUNES

Iraq : former une équipe sur le terrain et en dehors du terrain

Les deux jeunes hommes sont originaires de différentes régions iraquiennes et n'ont pas la même appartenance religieuse ni ethnique. En discutant avec l'UNICEF lors d'une visite en septembre 2015, ils ne parviennent même pas à se mettre d'accord sur le choix du meilleur footballeur du monde.

« C'est Messi », dit Khaled, tandis que Jolal secoue tristement la tête et assène fermement : « Cristiano ».

Jolal vient de Mossoul, Khaled, qui appartient à la minorité iraquienne des Yézidis, de Sinjar. En temps normal, ces deux-là ne se seraient sans doute jamais rencontrés. Mais la situation n'a rien de normal, et Jolal et Khaled sont bons amis.

Les deux garçons se sont connus au Centre Avdan de Dohuk, dans le Kurdistan iraquien.

Construit dans le cadre de l'initiative de l'UNICEF « Non à une génération perdue » et soutenu par un don de la Banque allemande de développement, le centre accueille les enfants déplacés et réfugiés pour leur permettre de se mêler aux jeunes des environs.

Au cours de l'année 2015, plus de 500 enfants ont fréquenté le centre chaque semaine pour y pratiquer diverses activités (natation, musique, dessin et football). Le football est tellement populaire que le terrain est divisé en deux, les garçons jouant d'un côté et les filles de l'autre. Le centre offre aux jeunes la possibilité de jouer et d'apprendre, mais aussi de faire partie d'une communauté.

CI-DESSUS, GAUCHE : Devenus amis, Jolal et Khaled (respectivement 3e et 4e en partant de la gauche) participent à un match de football dans la région du Kurdistan iraquien.

2.
PRIORITÉS PROGRAMMATIQUES

—

Nos programmes reposent sur notre engagement à placer les enfants au cœur du développement et à œuvrer en faveur de la concrétisation de la vision de l'égalité des chances pour chaque enfant.

—

Revenir à la table des matières

À la fin de l'année 2015, l'UNICEF arrive à mi-parcours de son Plan stratégique pour la période 2014–2017. À ce stade, il est possible d'évaluer si nous sommes en bonne voie pour réaliser notre principal objectif, à savoir garantir à tous les enfants, à commencer par les plus défavorisés, la possibilité de survivre, de s'épanouir et de réaliser leur plein potentiel.

C'est aussi l'occasion de procéder aux ajustements nécessaires pour s'assurer que le Plan stratégique reste aligné sur les principaux accords conclus en 2015, en particulier les ODD mais également les engagements souscrits au titre de la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe, de la COP21 sur le changement climatique et de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement.

Le plan continuera de servir de cadre mondial efficace au travail de l'UNICEF jusqu'en 2017. Les ODD ont créé une dynamique dans plusieurs domaines stratégiques tels que le développement de la petite enfance, l'enregistrement des naissances, l'apprentissage de qualité et l'achèvement de la scolarité, l'égalité des sexes, la fin des mariages d'enfants et l'intégration de l'action humanitaire et du travail de développement. Mais comme toujours, nos programmes reposent sur notre engagement à placer les enfants au cœur du développement et à œuvrer en faveur de la concrétisation de la vision de l'égalité des chances pour chaque enfant.

Le Plan stratégique décrit le travail mené par l'UNICEF au nom du droit des enfants à vivre en bonne santé, à boire de l'eau potable, à apprendre, à être bien nourris, à recevoir une aide et une protection sociales, à accéder à la prévention, au traitement et à la prise en charge du VIH, et à vivre sans discrimination sexiste, exploitation ni violence. Afin de défendre ces droits, l'UNICEF a joué un rôle majeur dans les partenariats mondiaux et régionaux actifs en 2015.

Au terme de l'échéance des OMD, mis en œuvre dès 2000, le moment était également venu de faire le point sur les progrès accomplis avec nos partenaires, ainsi que sur les lacunes restant à combler. Nous avons contribué à la base de données factuelles nécessaire à cette évaluation en fournissant un volume considérable d'informations

© UNICEF/UNI196499/Baddoo

CI-DESSOUS : Des élèves posent à la fenêtre de leur salle de classe à l'école A.M.E. Zion School d'Odoben, au Ghana.

servant à mesurer l'impact des OMD sur les enfants, et à élaborer les indicateurs correspondant aux nouveaux objectifs mondiaux.

Les données montrent que d'importants progrès ont été réalisés au niveau mondial dans le cadre des OMD, mais que d'immenses disparités persistent.

En 2015, malgré les avancées majeures obtenues en matière de survie de l'enfant, on estime que 5,9 millions d'enfants sont morts avant d'atteindre leur cinquième anniversaire. Par ailleurs, les enfants issus des foyers les plus pauvres risquent deux fois plus de mourir que ceux issus des foyers les plus riches. Dans le monde, 2,4 milliards de personnes ne disposent pas d'installations sanitaires améliorées, dont 40 % en Asie du Sud. Sur les 2,6 millions d'enfants âgés de moins de 15 ans vivant avec le VIH en 2015, seul un sur trois recevait un traitement. En outre, le sida reste la première cause de décès chez les adolescents africains, et les risques d'infection sont particulièrement élevés chez les adolescentes. Malgré les progrès accomplis en matière de scolarisation, près de 250 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire (dont plus de la moitié étaient scolarisés) ne savaient toujours pas lire, écrire et compter, tandis que les crises ont interrompu la scolarité de 75 millions d'enfants et d'adolescents. Enfin, les filles étaient encore 2,5 fois plus susceptibles d'être déscolarisées que les garçons dans les situations de conflit.

De plus, les enfants pauvres et défavorisés ont été touchés de manière disproportionnée par les catastrophes humanitaires en 2015, notamment celles liées au changement climatique en Afrique et dans la région de l'Asie et du Pacifique, ainsi que par les conflits armés qui ont contraint des millions d'entre eux à se déplacer et à fuir leur maison et leur pays. Dans le même temps, la conjoncture économique mondiale a mis en péril les acquis récents en matière de développement, menaçant les tentatives visant à briser le cycle intergénérationnel de la pauvreté et du dénuement.

Pourtant, les événements de 2015 ont donné lieu à de profonds changements et à de nouvelles opportunités qui ont permis à l'UNICEF de travailler avec des partenaires, des gouvernements, des communautés et des jeunes du monde entier afin de venir en aide aux enfants les plus vulnérables. Grâce aux ODD, le monde s'est tourné vers un avenir plus équitable et plus pacifique, qui pourrait toutefois nous échapper si nous ne parvenons pas à intervenir auprès des enfants les plus défavorisés.

Les pages suivantes présentent les résultats obtenus par l'UNICEF et ses partenaires au cours de l'année 2015 dans les sept domaines d'intervention du Plan stratégique, ainsi que les résultats intersectoriels en matière d'égalité des sexes. Bien que les différents domaines programmatiques aient été divisés pour les besoins de la planification et de la présentation, il convient de souligner que ceux-ci se recoupent et se complètent largement sur le terrain, tout comme les interventions humanitaires et les activités de développement se renforcent mutuellement pour améliorer la vie des enfants et de leur famille.

Le nombre d'enfants morts avant l'âge de 5 ans a diminué de plus de 50 % dans le monde entre 1990 et 2015.

Santé

Entre 1990 et 2015, le nombre d'enfants décédés avant leur cinquième anniversaire a diminué de plus de moitié dans le monde entier. Malgré cette amélioration, 16 000 enfants de moins de cinq ans meurent encore chaque jour de maladies évitables et soignables pour la plupart. Sur l'ensemble des décès chez les enfants de moins de cinq ans, 45 % surviennent au cours des 28 premiers jours de vie et pourraient être évités par des soins maternels et néonatals de qualité. Les taux de mortalité les plus élevés se retrouvent chez les enfants issus des foyers les plus pauvres et des zones rurales, ainsi que chez les enfants de mères non instruites.

Près de 60 % des décès maternels et 53 % des décès chez les nouveau-nés et les moins de cinq ans surviennent dans les zones de conflit et les zones où se trouvent des personnes déplacées. Face à ce constat, l'UNICEF a élaboré un guide sur les soins néonatals en situation d'urgence et lancé une initiative de préparation des services de santé publique en cas de crise. Dans deux régions, nous avons dispensé des formations aux soins médicaux d'urgence afin de renforcer la capacité des bureaux de pays. Sur le plan sanitaire, notre stratégie vise à construire des systèmes de santé résilients et efficaces et à assurer

GROS PLAN SUR LES ENFANTS ET LES JEUNES

Soudan du Sud : des moustiquaires pour la prévention du paludisme

Son bébé bien maintenu contre son dos grâce à une écharpe en tissu, Jackline se penche pour ramasser un paquet au sol. Ce n'est pas un paquet ordinaire. Cette jeune femme de 20 ans et mère de deux enfants vient en effet récupérer deux moustiquaires imprégnées d'insecticide dans un centre de soins primaires de Gurei, une ville située dans la banlieue de Juba (la capitale du Soudan du Sud).

« Je suis venue parce que ma moustiquaire est usée et la saison des moustiques a commencé », explique-t-elle. Sarah, son bébé de six mois, a déjà contracté le paludisme trois fois.

Jackline fait partie des milliers de personnes qui se sont rendues au centre de santé en mai 2015 pour y recevoir des moustiquaires imprégnées d'insecticide distribuées par le Ministère de la santé, l'Organisation mondiale de la Santé, l'UNICEF et plusieurs autres partenaires, dans le cadre de la campagne de dépistage, de traitement et de prévention contre le paludisme.

Dans le Soudan du Sud, le début de la saison des pluies s'accompagne généralement d'une augmentation du risque de paludisme, l'une des causes principales de décès chez les enfants de moins de 5 ans. L'UNICEF s'est attaqué au problème en 2015, en organisant une campagne de prévention et de traitement qui a permis de fournir des moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée aux femmes qui se rendent aux consultations prénatales des centres médicaux avec leurs jeunes enfants. Ce programme a également permis de distribuer des médicaments et des kits de dépistage rapide.

L'UNICEF a par ailleurs préparé un stock d'environ 500 000 doses de médicaments antipaludiques dans des régions limitrophes du Soudan du Sud. La disponibilité de ce médicament facilite la prise en charge rapide des enfants atteints pour pouvoir les sauver, quels que soient les revenus ou le lieu de vie des familles.

la fourniture de services dans les contextes de crise.

Sur le plan international, l'UNICEF est membre à la fois du groupe sectoriel Santé mondial et du comité directeur du Réseau mondial d'alerte et d'action en cas d'épidémie, qui a pour but de s'assurer que l'expertise et les compétences techniques adéquates sont mobilisées au moment opportun, là où elles sont le plus nécessaires.

L'UNICEF s'engage à accélérer les progrès en matière de survie et de santé de l'enfant en intervenant dans l'ensemble des secteurs afin de répondre aux risques auxquels sont exposés les enfants, en particulier les plus défavorisés, tout au long de leur vie. Ainsi, lorsque nous travaillons avec des adolescentes enceintes ou mères, notre objectif est de réduire les grossesses précoces ainsi que les risques associés qui touchent les mères et les nourrissons. Nous soutenons également les interventions à fort impact visant à mettre fin aux maladies maternelles et néonatales évitables ainsi qu'à la mortinatalité au niveau des pays.

En renforçant et en élargissant les plateformes communautaires de prestation des services de traitement essentiels destinés aux enfants, l'UNICEF contribue à lutter contre trois des maladies les plus mortelles touchant les enfants les plus pauvres : le paludisme, la pneumonie et la diarrhée. En 2015, 28 pays de l'Afrique subsaharienne ont mis en œuvre la gestion intégrée des cas au niveau communautaire pour ces trois maladies, et plus de 82 000 agents de santé communautaires y ont été formés par l'intermédiaire des programmes de pays de l'UNICEF.

La santé communautaire offre aux femmes la possibilité d'occuper des postes de dirigeantes et d'expertes, de casser les stéréotypes sexistes et de fournir des services vitaux. Former davantage de femmes afin d'en faire des agents de santé communautaires professionnels et rémunérés est l'un des moyens utilisés par l'UNICEF pour intégrer l'égalité des sexes aussi bien dans les interventions humanitaires que dans les actions de développement.

En 2015, l'UNICEF a contribué à renforcer les services de proximité au Cambodge, permettant ainsi à 90 000 mères et enfants vivant dans des zones difficiles d'accès de recevoir des soins prénatals. Au Bangladesh, nous avons appuyé l'élaboration de stratégies nationales en matière de santé des adolescents et de santé procréative, en mettant l'accent sur les grossesses précoces. En République arabe syrienne, où près de deux tiers des hôpitaux ont été détruits ou gravement endommagés par le conflit armé, nous avons fourni des services de vaccination systématique, des vaccins contre la rougeole et des services de santé à 4,18 millions d'enfants et de mères.

CI-DESSUS, GAUCHE : Jackline assise avec sa fille sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide, au Soudan du Sud.

En partenariat avec des ONG internationales et locales, l'UNICEF a aidé à recruter 18 500 religieux parmi les jeunes et les femmes du Kirghizstan afin de sensibiliser les communautés dans les mosquées. Grâce à cette initiative, près de 200 000 parents initialement opposés à la vaccination ont accepté de faire vacciner leurs enfants.

En Ouganda, nous avons poursuivi notre appui à l'eHMIS, le système électronique d'information sanitaire du Ministère de la santé, ainsi qu'à mTrac, un outil fonctionnant par SMS qui permet d'alimenter rapidement le système national en données pertinentes sur la santé. Déployé à l'échelle du pays en 2013, mTrac est accessible à plus de 42 000 agents de santé qui l'utilisent pour envoyer par SMS des informations sur les maladies infectieuses, les décès maternels et néonatals et les ruptures de stocks de médicaments essentiels. Cet outil sert également de ligne téléphonique anonyme pour déposer des réclamations concernant la prestation des services de santé.

Le Cambodge, l'Inde et la Mauritanie ont éliminé le tétanos maternel et néonatal en 2015 grâce aux campagnes de vaccination soutenues par l'UNICEF et à une prestation de services renforcée. Le Nigeria a été déclaré exempt de poliomyélite en septembre, après des campagnes de vaccination efficaces au cours desquelles 350 millions de doses de vaccin antipoliomyélitique oral fournies par l'UNICEF ont été administrées. Bien que la poliomyélite soit encore présente dans deux pays, l'Afghanistan et le Pakistan, le monde est en passe d'éradiquer cette maladie d'ici 2019.

La dimension de genre était essentielle pour atteindre les résultats souhaités dans le cadre du programme de vaccination mis en œuvre au Pakistan. Sur le terrain, l'équipe de communication a été formée pour sensibiliser les communautés au rôle protecteur des vaccinateurs, tout comme les agents de première ligne, dont 72 % de femmes, dans 53 districts à haut risque. Cette stratégie a atténué les suspicions et favorisé l'acceptation du rôle des femmes en tant qu'agents de santé communautaires. Ces efforts ont permis de ramener le nombre d'enfants échappant aux vaccinateurs de 500 000 en 2013 à moins de 16 000 en 2015.

Pour conserver les vaccins durant leur stockage et leur transport, l'UNICEF a continué d'aider les gouvernements à améliorer la chaîne du froid, les systèmes logistiques et les processus efficaces de gestion des vaccins. Au total, en 2015, l'UNICEF a fourni pour 2,27 milliards de dollars de produits de santé, dont 2,8 milliards de doses de vaccin ayant bénéficié à 45 % des enfants de moins de cinq ans dans 95 pays du monde.

Les partenariats privés de l'UNICEF avec Procter & Gamble, Pampers et Kiwanis International ont permis de recueillir près de 15 millions de dollars afin de financer des initiatives en matière de santé de l'enfant en 2015, notamment pour l'élimination du tétanos maternel et néonatal. Nous avons également offert des contributions, en matière de données et d'expertise, à divers partenariats régionaux et mondiaux, tels que le plan d'action Chaque nouveau-né, le groupe de travail sur l'initiative Éliminer la mortalité maternelle évitable, l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI), le projet de collaboration sur les données sanitaires (Global Health Data Collaborative), le Partenariat international pour la santé, le Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant et l'initiative Toutes les femmes, tous les enfants du Secrétaire général des Nations Unies.

VIH et sida

Les efforts mondiaux déployés afin d'enrayer la propagation du VIH et du sida se sont poursuivis à un rythme soutenu en 2015, néanmoins les progrès accomplis demeurent contrastés. Si les nouvelles infections à VIH ont chuté de 58 % chez les enfants de moins de 15 ans entre 2000 et 2014 (année des dernières données disponibles), 32 % seulement des enfants atteints par le VIH bénéficiaient d'une thérapie antirétrovirale. Le sida constitue toujours la première cause de décès chez les adolescents africains, et la deuxième cause de mortalité chez les adolescents dans le monde. Malgré la réduction de l'incidence des nouvelles infections à VIH dans certaines régions, l'épidémie continue de progresser ailleurs (Europe centrale et orientale, Communauté d'États indépendants, Moyen-Orient et Afrique du Nord), en particulier parmi les couches sociales les plus défavorisées.

Les inégalités entre les sexes et les autres inégalités sociales et économiques accroissent la vulnérabilité des adolescentes, notamment au VIH. En Afrique subsaharienne, les filles représentent sept nouvelles infections sur dix chez les 15–19 ans. Plus de 5 000 jeunes femmes et filles, dont la plupart vivent en Afrique australe, sont infectées par le VIH chaque semaine. À l'échelle mondiale, 25 enfants de moins de 14 ans contractent le virus toutes les heures.

Pour faire face à cette crise, l'UNICEF mène des interventions de prévention et de traitement axées aussi bien sur la première que sur la deuxième décennie de la vie.

Les interventions menées au cours des dix premières années de vie consistent à traiter les mères et les femmes en âge de procréer qui vivent avec le virus. Pour cela, l'UNICEF et ses partenaires se sont concentrés sur la prévention de la transmission de la mère à l'enfant

(PTME) dans le cadre des soins pré- et postnatals. La majorité des femmes enceintes vivant avec le VIH dans les pays à revenu faible et intermédiaire sont traitées afin de prévenir la transmission à leur bébé.

La détection précoce est la clé d'un traitement pédiatrique efficace, or, moins de la moitié des nourrissons subissent un test de dépistage du VIH dans les deux mois suivant leur naissance.

L'UNICEF préconise le diagnostic précoce, l'accompagnement et le traitement des nourrissons et des mères vivant avec le VIH. Contribuant au Plan mondial pour éliminer les nouvelles infections à VIH chez les enfants à l'horizon 2015 et maintenir leurs mères en vie, mis en place par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), nous avons fourni un appui technique et des orientations programmatiques à 22 pays prioritaires. Nous avons également travaillé avec les gouvernements à l'application des lignes directrices de l'Organisation mondiale de la Santé pour fournir un traitement antirétroviral à toutes les femmes enceintes vivant avec le VIH.

Au Malawi, l'UNICEF a contribué à renforcer l'utilisation et la fréquentation des services de PTME, le diagnostic précoce des nourrissons, la participation des hommes aux efforts de prévention et le recrutement de mères séropositives en tant que marraines. Suite à ces améliorations, on estime que 85 % des femmes enceintes porteuses du VIH dans le pays étaient traitées à la fin 2015, contre 73 % en 2014. De nombreuses femmes ont commencé une thérapie antirétrovirale pendant la période d'allaitement afin de prévenir la transmission du virus, et 95 % des nourrissons exposés au VIH ont reçu une prophylaxie antirétrovirale.

Les interventions de lutte contre le VIH et le sida menées au cours de la deuxième décennie de vie consistent à faire baisser le taux alarmant d'infections à VIH chez les adolescents. En novembre 2015, l'UNICEF a signalé avec inquiétude que le nombre de décès d'adolescents dus au sida avait triplé au cours des 15 dernières années. L'UNICEF, le gouvernement du Kenya et d'autres partenaires ont riposté en lançant « All In », une nouvelle plateforme d'action visant à réduire considérablement le nombre de nouvelles infections à VIH et de décès liés au sida chez les adolescents et les jeunes d'ici 2030. L'initiative « All In » sera axée sur quatre domaines d'action : engagement, mobilisation et autonomisation des adolescents en tant que responsables et acteurs du changement, amélioration de la collecte de données, promotion d'approches innovantes pour mettre à la portée des adolescents les services essentiels de prise en charge du VIH, et inscription de la lutte contre le VIH chez les adolescents en bonne place dans les programmes politiques afin de stimuler l'action et mobiliser les ressources nécessaires.

D'autres méthodes innovantes permettent de diffuser auprès des adolescents des informations vitales sur le VIH et le sida. La Zambie a adopté U-Report, la plateforme de communication mobile de l'UNICEF destinée aux jeunes, pour fournir des conseils personnalisés en matière de VIH. Au Zimbabwe, la plateforme U-Report a été utilisée dans le cadre de la Journée mondiale de lutte contre le sida 2015 afin de mettre en relation les U-Reporters (les utilisateurs de la plateforme) et les pairs éducateurs formés. Ces derniers

GROS PLAN SUR LES ENFANTS ET LES JEUNES

Swaziland : un club pour adolescents offre un programme d'entraide pour aider les jeunes à vivre avec le VIH

Né porteur du VIH, Masotja est membre du Baylor Teen Club de l'hôpital régional de Hlatikhulu (Swaziland) qu'il a rejoint pour bénéficier du programme d'entraide. Masotja a confié à l'UNICEF que son état de santé s'était détérioré et qu'il était en train de perdre espoir lorsqu'il s'est inscrit dans ce club pour adolescents atteints du VIH, ouvert sur place.

Tout a alors changé. Masotja reçoit maintenant régulièrement son traitement antirétroviral à la clinique Baylor, intégrée à l'hôpital. « Quand je suis venu pour la première fois, je n'avais pas beaucoup d'amis car je ne voulais pas dire que je vivais avec le VIH », nous a-t-il raconté en septembre 2015. « Aujourd'hui, dire que l'on est porteur du VIH n'est plus tabou. »

Des centaines de jeunes se réunissent chaque mois au club pour adolescents qui jouxte la clinique. Là-bas, ils apprennent à vivre avec la maladie, suivent leur protocole de soins et parlent aux autres de la situation concernant le VIH au Swaziland, pays qui présente l'un des taux de prévalence du VIH parmi les plus élevés au monde. Mais ce qui compte le plus, c'est le soutien qu'ils s'apportent mutuellement.

L'UNICEF s'est associé avec le Baylor College of Medicine pour financer les clubs pour adolescents du Swaziland et offrir un programme de soins continu contre le VIH qui se prolonge jusqu'au début de l'âge adulte. Ce programme s'appuie sur la conviction selon laquelle tous les enfants, y compris les adolescents atteints du VIH, ont le droit de devenir des adultes actifs et en bonne santé.

Masotja a quant à lui appris à voir la vie sous un jour positif grâce aux encouragements de ses camarades du Baylor Teen Club. « Tout est possible », affirme-t-il désormais.

ont ainsi répondu à 2 576 demandes concernant la transmission du VIH, le dépistage, la prévention, le traitement et d'autres préoccupations rencontrées par les adolescents.

Par son travail de prévention du VIH, l'UNICEF vise à atteindre les jeunes les plus à risque : les filles en Afrique subsaharienne, les homosexuels, les bisexuels et transgenres, et les utilisateurs de drogues injectables. Nous mettons l'accent sur des méthodes de prévention éprouvées telles que les préservatifs masculins et féminins, la circoncision volontaire, l'éducation sexuelle intégrale et la prophylaxie pré- et post-exposition.

En s'appuyant sur de nouvelles données, l'UNICEF a mené en 2015 une consultation mondiale sur le rôle de la prophylaxie préexposition (PrEP) dans la prévention des nouvelles infections à VIH. Les participants ont examiné les enjeux cliniques, éthiques et opérationnels liés à l'administration d'une PrEP orale aux adolescents plus âgés dans les populations à haut risque sexuellement actives.

Le traitement du VIH est une intervention cruciale souvent négligée en situation de crise. En 2015, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a versé à l'UNICEF une subvention d'urgence de 3,7 millions de dollars US afin de fournir des traitements antirétroviraux vitaux à 8 000 enfants et à leur famille pendant une année, ainsi que 31 000 tests VIH aux femmes enceintes, dans les zones non contrôlées par le gouvernement dans l'est de l'Ukraine. En Sierra Leone, l'UNICEF a soutenu un projet de suivi des patients visant à assurer un traitement et un accompagnement continus aux personnes vivant avec le VIH pendant l'épidémie d'Ebola.

CI-DESSUS, DROITE : Des enfants haïtiens transportent de l'eau potable fournie par un nouveau point d'eau.

GROS PLAN SUR LES ENFANTS ET LES JEUNES

Haïti : des solutions simples et rentables pour combattre le choléra

© UNICEF Haiti/2015/Walther

« Avant, il y avait beaucoup de malades par ici », nous a expliqué Maria, 12 ans, en août 2015. « L'une de mes amies a failli mourir du choléra. »

Maria vit à Saint-Michel-de-l'Atalaye, un village situé dans le département de l'Artibonite, en Haïti. En 2015, alors que les Haïtiens affrontaient leur cinquième année d'épidémie de choléra, une expérience menée dans le village de Maria a permis de mettre en évidence le lien entre l'accès à de meilleures sources d'eau et l'amélioration de la santé.

« L'année dernière, un vrai système de distribution a été construit, tout le monde peut venir y puiser de l'eau », précise Maria, faisant référence à un point d'eau alimenté par le nouveau puits installé dans son village. « Grâce à ce point d'eau, plus personne n'a attrapé le choléra. »

La persistance du choléra et d'autres maladies transmises par l'eau dans le pays s'explique en grande partie par le fait que 40 % de la population haïtienne n'a pas accès à des sources d'eau sûres, et plus de 70 % des habitants sont privés d'installations sanitaires modernes. Or la mise en place de solutions rentables et relativement simples pour fournir de l'eau salubre et une meilleure hygiène (notamment avec des points d'eau comme celui de Saint-Michel-de-l'Atalaye) peut avoir un impact majeur sur la prévention de ces maladies.

La rapidité des interventions d'urgence et une surveillance accrue de la maladie ont permis à Haïti de faire de gros progrès en matière de contrôle de la propagation du choléra. Entre 2011 et 2014, le nombre de cas signalés au Ministère de la santé publique et de la population a en effet baissé de plus de 90 %. Tous les risques n'ont cependant pas été éliminés.

C'est pour cette raison que l'UNICEF et ses partenaires soutiennent le Plan national pour l'élimination du choléra lancé par le gouvernement, qui s'appuie à la fois sur des interventions rapides et des investissements à long terme afin d'éliminer cette lourde menace pour la santé.

Eau, assainissement et hygiène

L'UNICEF considère l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) comme des éléments essentiels de la santé et du bien-être de la communauté. Les enfants et leur famille doivent avoir accès à l'eau potable. Les communautés doivent abandonner la défécation à l'air libre au profit des toilettes de base. Et l'hygiène est cruciale, notamment le lavage des mains au savon. Ensemble, ces trois mesures aideront à prévenir la propagation des infections et des maladies, et se renforceront mutuellement.

Entre 1990 et 2015, la proportion de la population mondiale utilisant des sources d'eau améliorées a atteint 91 %, dépassant la cible de 88 % fixée par les OMD. La part de la population ayant accès à des installations sanitaires améliorées est passée de 54 % à 68 %, et la proportion de personnes pratiquant la défécation à l'air libre est tombée de 24 % à 13 %. Malgré ces progrès, 663 millions de personnes continuent de recourir à des points d'eau non améliorés, comme des puits non protégés, des sources et des eaux de surface, 2,4 milliards de personnes utilisent des équipements sanitaires non améliorés, et 946 millions de personnes pratiquent toujours la défécation à l'air libre.

En collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé et d'autres partenaires, l'UNICEF a plaidé pour que l'accès universel à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène soit inclus dans les ODD, en mettant l'accent sur les femmes et les filles, afin de traiter les questions laissées en suspens dans les OMD. Nous avons également formé des partenariats stratégiques avec les principales initiatives WASH à travers le monde, notamment le partenariat mondial Assainissement et eau pour tous, et continué à soutenir les améliorations au niveau des pays. L'UNICEF a dirigé ou codirigé le groupe thématique Action humanitaire pour le secteur WASH dans 66 pays, dont six se trouvaient en situation d'urgence complexe en 2015.

L'eau, l'assainissement et l'hygiène sont indissociables des autres secteurs que sont la nutrition, la santé, l'éducation et l'égalité des sexes. Au Nigeria, où tous les indicateurs généraux de la survie et du développement de l'enfant sont bas, l'UNICEF a mené une intervention pilote au sein de 29 communautés réparties dans deux États, où les comités WASH ont pu travailler avec les autres acteurs impliqués dans les soins prénatals, l'enregistrement des naissances, la vaccination et la nutrition. Grâce à ce travail multisectoriel, les taux de vaccination ont progressé et l'enregistrement des naissances a augmenté de 450 % dans les communautés pilotes.

L'éducation des filles et les interventions WASH sont étroitement liées. La gestion de l'hygiène menstruelle, par exemple, est essentielle à la scolarisation des filles et à leur maintien à l'école. Afin de réduire les obstacles sociaux et physiques qui empêchent les filles ayant leurs règles de se rendre à l'école, l'UNICEF et l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles se sont associés en 2015 dans un projet multinational financé par le gouvernement du Canada.

En Mongolie, sous l'égide de l'UNICEF et avec le soutien de l'université américaine d'Emory, l'institut de recherche non gouvernemental Center for Social Work Excellence a examiné les barrières rencontrées par les écolières. Cette étude a confirmé que le manque de salles de bain séparées ainsi que l'insuffisance des connaissances concernant l'hygiène menstruelle conduisent les filles à rester chez elles. Par la suite, l'UNICEF a collaboré avec une ONG nationale et le Ministère de l'éducation afin de créer et de tester des documents d'information sur l'hygiène menstruelle destinés aux écolières. Nous avons également appuyé l'élaboration de normes nationales en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans les écoles, en y intégrant des dispositions spécifiques concernant les menstruations.

Dans trois États indiens, des informations sur les normes sexospécifiques et les idées fausses en matière d'hygiène menstruelle ont été dispensées à quelque 394 000 adolescentes issues de communautés défavorisées ainsi qu'à leurs parents et aux agents de santé communautaires. Au Kenya, 127 écoles situées dans 14 comtés ont bénéficié d'un programme de gestion de l'hygiène menstruelle soutenu par l'UNICEF. Elles ont également été équipées de toilettes adaptées aux filles et de salles de bains séparées, et ont été approvisionnées en serviettes hygiéniques. Leur personnel a en outre reçu une formation adaptée. Dans l'État plurinational de Bolivie, nous avons soutenu un projet pilote dans 13 écoles rurales qui a permis de tirer des enseignements sur le rôle des marraines, les stratégies à même de favoriser un changement social positif concernant les menstruations, et l'utilisation de serviettes hygiéniques recyclables abordables.

Au Pakistan, l'UNICEF et ses partenaires ont distribué des kits WASH dans certaines des zones les plus gravement touchées par

la sécheresse en 2015. Chaque kit contenait du savon, un seau, du linge destiné à l'hygiène menstruelle et des bidons souples pour transporter de l'eau. Le projet a utilisé la plateforme de communication open source RapidPro, qui permet de contrôler son efficacité grâce aux SMS envoyés par les bénéficiaires.

Grâce aux efforts accomplis avec ses partenaires du monde entier, l'UNICEF est venu en aide à plus de 70 millions de personnes dans le cadre des interventions WASH menées en 2015, dont plus de 45 millions en situation de crise humanitaire. Nous avons fourni un appui direct à l'amélioration des installations et des programmes WASH dans près de 26 000 écoles à travers le monde, soit plus du double par rapport à 2014. Enfin, nous avons réussi à convaincre 29 gouvernements d'inclure des objectifs sur la gestion de l'hygiène menstruelle dans leurs stratégies nationales d'éducation. Au total, l'UNICEF a distribué pour près de 96,4 millions de dollars US en fournitures WASH au cours de l'année 2015.

Nutrition

L'UNICEF se fonde sur une approche de la nutrition axée sur le cycle de vie. Cette démarche met l'accent sur les interventions au stade prénatal et dans la petite enfance ainsi que sur le rôle crucial des autres secteurs tels que l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la santé et la sécurité alimentaire en matière de prévention de la malnutrition. Une bonne nutrition commence dans le ventre de la mère, et ses bénéfices durent toute la vie.

Avec le Groupe de la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la Santé, l'UNICEF a publié en 2015 un

CI-DESSUS, DROITE : Au Burkina Faso, Salimata emmène David, son fils de 10 mois, au dispensaire, où il a été soigné pour malnutrition.

GROS PLAN SUR LES ENFANTS ET LES JEUNES
Burkina Faso : déterminé à réduire la malnutrition

© UNICEF/UNI189371/Hubbard

Les pluies diluviennes de la nuit précédente n'ont pas découragé les femmes qui sont venues au centre de santé de Pelatenga soutenu par l'UNICEF, au nord du Burkina Faso. Le centre est installé en zone rurale et s'y rendre n'est pas chose aisée. Les femmes ont traversé des chemins boueux à pied ou en vélo pour amener leurs bébés dans l'espoir de bénéficier de soins ou d'un traitement.

Nous rencontrons parmi elles Salimata, venue là avec David, son fils de 10 mois. Lors d'une consultation de routine organisée dans son village, le personnel médical s'est aperçu que David souffrait de malnutrition aiguë sévère accompagnée de complications. Il a donc été pris en charge pendant 17 jours dans le centre de santé d'une ville voisine, avant d'être intégré au programme de lutte contre la malnutrition de Pelatenga.

Dans le cadre de ce programme, Salimata emmène David au centre une fois par semaine pour qu'il soit pesé, mesuré, ausculté et soigné. C'est aussi l'occasion pour elle de participer à des réunions d'information qui lui apprennent à améliorer l'alimentation de son fils. Lors de cette visite de contrôle hebdomadaire, l'infirmier a confirmé la bonne santé de David et Salimata a reçu 21 sachets de nourriture prête à l'emploi qu'elle pourra donner à son fils toute la semaine. On lui a aussi conseillé de continuer à allaiter son bébé.

Salimata trouve que David se porte beaucoup mieux depuis le début du traitement, même s'il reste petit pour son âge.

Le plus difficile est de faire en sorte que les enfants comme David ne fassent pas de rechute une fois qu'ils sont jugés en assez bonne santé pour quitter le programme. L'UNICEF collabore avec le gouvernement du Burkina Faso et d'autres ONG partenaires pour mettre en place des programmes éducatifs ayant pour but d'apprendre aux communautés à utiliser les produits locaux disponibles qui leur permettent de mieux répondre aux besoins nutritionnels de leurs enfants.

rapport intitulé « *Levels and Trends in Child Malnutrition* », qui examine les tendances mondiales de la malnutrition infantile entre 1990 et 2014. Ce document révèle que la prévalence du retard de croissance est passée de 39,6 % à 23,8 % dans le monde, mais que le nombre total d'enfants souffrant d'un retard de croissance a augmenté en Afrique. Au niveau mondial, on estime que 159 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans présentent un retard de croissance dû à la malnutrition chronique, et que l'émaciation due à la malnutrition aiguë touche 50 millions d'entre eux. Alourdissant encore le poids des inégalités, les pays à faible revenu sont également ceux qui ont fait le moins de progrès en matière de réduction du retard de croissance, et presque tous les enfants de moins de cinq ans souffrant d'émaciation vivent en Afrique ou en Asie.

Pour aider à réduire ces inégalités, l'UNICEF joue un rôle fédérateur auprès des gouvernements et des autres partenaires qui interviennent dans les domaines du développement et de l'action humanitaire. Au sein du Comité permanent interorganisations, un forum qui rassemble les organismes des Nations Unies et d'autres fournisseurs d'aide humanitaire, nous jouons le rôle de chef de file pour la nutrition en situation d'urgence. L'UNICEF occupe également une place prépondérante dans l'initiative « Renforcer la nutrition » (SUN), un partenariat qui intervient dans l'ensemble des secteurs, du plus haut niveau de l'État jusque dans les communautés locales, afin de promouvoir le droit universel à l'alimentation et à une bonne nutrition.

Au Ghana, pays membre de l'initiative SUN, la prévalence du retard de croissance est passée de 23 % en 2011 à 19 % en 2014, année des dernières données disponibles. La prévalence de l'émaciation chez les enfants ghanéens est inférieure à 5 %, et le taux d'émaciation sévère est de 0,7 %. Grâce au soutien de l'UNICEF, des indicateurs de nutrition plus fiables ont été intégrés au système de santé des districts.

Les interventions de l'UNICEF ont permis d'accroître les taux d'allaitement exclusif au sein dans le cadre de l'action humanitaire aussi bien que celui du travail de développement. Aujourd'hui, 22 pays sont en voie de réaliser la cible de l'Assemblée mondiale de la Santé, fixée à plus de 50 % d'enfants exclusivement allaités au sein pendant les six premiers mois de vie. Au Kenya, en République populaire démocratique de Corée, en Thaïlande et au Viêt Nam, l'UNICEF a appelé le secteur privé, la société civile et les autres partenaires à améliorer les politiques relatives au lieu de travail et à promouvoir l'allaitement au sein.

En Jordanie, l'UNICEF a mis en place un programme d'alimentation destiné aux nourrissons et aux jeunes enfants vivant dans des camps de réfugiés et des communautés d'accueil. Ainsi, nous avons aménagé des espaces d'allaitement sûrs et calmes et fourni une camionnette pour accéder aux zones isolées.

Sur le plan mondial, l'UNICEF a fourni pour plus de 150 millions de dollars US de produits nutritionnels en 2015. Avec nos partenaires, nous avons contribué au traitement de plus de 2,9 millions d'enfants atteints de malnutrition aiguë sévère. Par ailleurs, nous avons soutenu 25 programmes de pays visant à fournir un accompagnement familial en alimentation du nourrisson et du jeune enfant dans au moins 70 % des communautés locales.

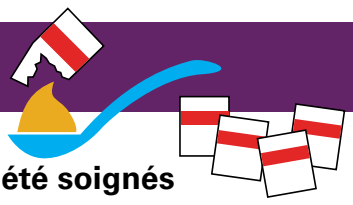
L'UNICEF reconnaît également que l'environnement des enfants influence fortement leur état nutritionnel. Ainsi, dans les foyers défavorisés, les adolescentes et les filles sont particulièrement sujettes à l'anémie et peuvent subir des discriminations en matière d'accès aux aliments nutritifs. En 2015, nous sommes intervenus dans 91 pays qui ont élaboré des plans ou des politiques visant à réduire l'anémie chez les filles et les femmes. En Inde, nous avons travaillé en partenariat avec le gouvernement afin de généraliser la supplémentation en fer et en acide folique à 2,5 millions d'adolescentes.

La consommation d'eau non potable peut nuire à la nutrition de l'enfant en provoquant des diarrhées, des infections parasitaires ou des maladies intestinales. Pour relever les défis qui entravent la mise en place d'une bonne nutrition dans le secteur WASH en 2015, nous avons soutenu des initiatives telles que le programme d'assainissement total piloté par la communauté au Mali, qui a mobilisé les habitants de centaines de villages en vue de mettre fin à la défécation à l'air libre et aux risques associés à cette pratique. Dans les villages ayant participé à cet effort de modification des comportements, l'accès aux toilettes a été amélioré et les indicateurs de croissance de l'enfant ont progressé.

En Mauritanie, où les taux de malnutrition aiguë globale ont dépassé le seuil critique d'urgence de 15 % dans six régions sur sept, l'UNICEF et le Ministère de la santé ont élaboré un plan d'intervention multisectoriel. Plus de 18 000 enfants ont été traités contre la malnutrition aiguë

2,9 millions

d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont été soignés



sévère, avec un taux de guérison de 80 %. Près de 70 % des enfants ont reçu un kit de nutrition, et plus de 500 enfants ont bénéficié d'une stimulation psychosociale. Leurs familles ont obtenu les informations essentielles concernant les pratiques nutritionnelles familiales.

Éducation

Si l'éducation est un droit fondamental, elle est aussi, au vu de sa portée et de ses bénéfices importants, l'un des meilleurs investissements qu'une société puisse réaliser en faveur du développement. L'éducation permet aux enfants et aux jeunes d'acquérir les compétences essentielles à leur vie courante et professionnelle, aide les personnes à se sortir de la pauvreté et contribue à leur santé et à leur bien-être.

Pourtant, l'éducation se heurte à de nombreuses difficultés dans le monde. Les progrès majeurs ayant conduit à la scolarisation de 100 millions d'enfants supplémentaires depuis 2000 n'ont pas suivi le rythme de croissance de la population, privant d'école 59 millions d'enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire et 65 millions d'enfants en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire en 2013. Et même pour les enfants qui vont à l'école, la qualité de l'enseignement est tellement mauvaise qu'ils y apprennent très peu de choses.

Énormément d'enfants continuent d'être privés de leur droit à l'éducation pour de multiples raisons : revenus insuffisants, disparités entre les sexes, discriminations fondées sur l'origine géographique, l'appartenance ethnique, le handicap ou la langue, ou conflits. Ainsi, il est fréquent que la violence et le harcèlement sexuel dont sont victimes les adolescentes à l'école les dissuadent d'achever leurs études secondaires.

Afin de résoudre durablement ces difficultés, l'UNICEF, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et d'autres partenaires ont joué un rôle de premier plan en plaidant pour une éducation équitable et inclusive lors des discussions préalables à l'adoption des nouveaux objectifs mondiaux en septembre 2015. Ils ont ainsi réussi à obtenir que l'ODD 4 mette fortement l'accent sur l'égalité, l'apprentissage, le développement de la petite enfance et l'éducation inclusive. L'UNICEF a également fourni des orientations techniques sur les indicateurs qui seront utilisés pour suivre les progrès accomplis vers la réalisation des cibles fixées par les ODD dans le domaine de l'éducation. L'amélioration des informations collectées, notamment des données ventilées concernant les populations marginalisées, sera indispensable à un suivi efficace.

Afin de recueillir les données relatives aux divers indicateurs de l'éducation (absentéisme des élèves et des enseignants, infrastructures scolaires ou encore latrines en état de fonctionnement), l'UNICEF a lancé EduTrac, un système de suivi mobile. Mis en œuvre en 2015 en République centrafricaine, au Malawi, au Pérou, en Ouganda et au Zimbabwe, ce système en est à différents stades de déploiement, de l'expérimentation à la mise en œuvre à l'échelle nationale.

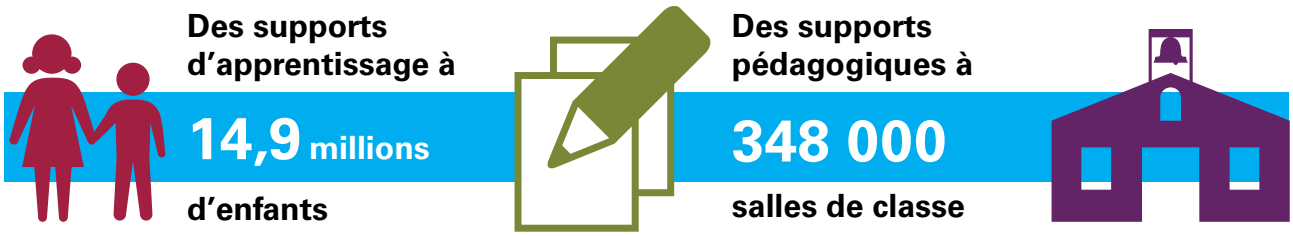
Globalement, l'UNICEF et ses partenaires ont contribué à l'amélioration des résultats obtenus en matière d'apprentissage et d'éducation inclusive dans 156 pays grâce aux diverses interventions menées en 2015. Ce travail a associé plaidoyer politique, appui au renforcement des systèmes éducatifs, prestation directe de services d'enseignement et efforts visant à accroître la demande de services à la portée des enfants les plus défavorisés.

Avec l'aide de ses partenaires, l'UNICEF a distribué des fournitures pédagogiques individuelles à 14,9 millions d'enfants, et équipé plus de 348 000 salles de classe en matériel pédagogique. Par ailleurs, nous avons formé environ 49 000 communautés à la gestion d'établissement scolaire et à la planification, à la santé à l'école ou à l'éducation inclusive.

Dans le domaine éducatif, l'UNICEF a continué d'accorder une priorité élevée à l'égalité et à l'apprentissage, en attachant une attention particulière à l'apprentissage préscolaire, à l'éducation des filles, des enfants handicapés ou issus des foyers les plus pauvres, ainsi qu'à l'éducation en situation d'urgence.

Notre approche de la programmation en faveur de l'égalité, fondée sur des données factuelles, a été

Avec ses partenaires, l'UNICEF a fourni :



GROS PLAN SUR LES ENFANTS ET LES JEUNES

République de l'Union du Myanmar : l'éducation, un outil puissant pour construire un avenir commun

Thu Zar Moe vit avec son père et ses quatre frères et sœurs dans le camp pour personnes déplacées de Thea Chaung, près de Sittwe (capitale de l'État de Rakhine, au Myanmar). En 2012, sa famille s'est enfuie de son village d'Ahnauk San Pya pour échapper aux violences intercommunautaires. Grâce au centre d'apprentissage temporaire du camp, financé par l'UNICEF et géré par la Fédération luthérienne mondiale, Thu Zar a pu suivre un enseignement non scolaire de niveau primaire.

En 2014, les meilleurs élèves du centre ont eu la chance d'être intégrés dans un nouveau collège public situé non loin de là. Le professeur de Thu Zar a indiqué qu'elle pourrait par la suite entrer au collège, une étape majeure pour l'amener à déployer par la suite tout son potentiel.

Dans un village proche du camp, la famille de Hlaing Oo, 11 ans, est quant à elle confrontée à la pauvreté. Il y a quelques années, les parents de Hlaing avaient quitté le Myanmar pour gagner leur vie en Thaïlande, comme travailleurs migrants. De retour à Sittwe, ils n'avaient pas les papiers requis pour inscrire Hlaing à l'école. Privée de scolarité, Hlaing a donc intégré un programme d'enseignement non scolaire à l'école de Mingan, financé par l'UNICEF et dirigé par les centres d'alphabétisation du Myanmar. Hlaing est allée jusqu'au bout du programme et a ensuite repris un enseignement scolaire en intégrant une classe de sixième.

Thu Zar et Hlaing sont issues de deux communautés distinctes et vivent une situation différente, pourtant elles partagent les mêmes espoirs et les mêmes rêves, et toutes deux savent que l'enseignement est un atout précieux pour leur avenir. L'éducation est un levier puissant pour concrétiser ces rêves et rapprocher les enfants afin qu'ils bâtissent leur avenir commun dans l'État de Rakhine.

élargie afin de soutenir l'élaboration de Systèmes d'information sur la gestion de l'éducation par les gouvernements nationaux, capables de fournir des données ventilées sur les enfants les plus défavorisés. Ces informations sont essentielles pour comprendre et surmonter les obstacles rencontrés par ces enfants. Nous avons également contribué à renforcer les capacités au niveau national, en publiant 14 guides techniques sur les moyens permettant de rendre le système éducatif plus inclusif pour les enfants handicapés et les enfants issus des minorités ethniques et linguistiques. En outre, nous sommes intervenus dans différents pays afin d'aider à répondre au problème des violences sexistes à l'école.

Un enseignement et un apprentissage de qualité sont indispensables pour garantir que tous les enfants ont non seulement accès à l'éducation, mais qu'ils acquièrent des connaissances et des compétences utiles. En 2015, l'UNICEF a appuyé l'élaboration d'une politique d'apprentissage préscolaire au Sri Lanka, de directives sur l'enseignement préscolaire en Afghanistan, et d'un nouveau plan de développement de la petite enfance au Malawi. Afin de mieux évaluer les résultats obtenus en matière d'apprentissage, nous avons mis au point une méthodologie permettant de collecter les données relatives aux premières compétences en lecture et en calcul chez les enfants âgés de 7 à 14 ans dans le cadre d'un nouveau volet de l'enquête en grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF. Ce travail renforce les efforts déployés afin de suivre les indicateurs de l'éducation dans le cadre des ODD, qui portent à la fois sur la scolarisation et sur les résultats d'apprentissage.

L'UNICEF et ses partenaires ont également distribué des outils d'apprentissage aux enfants vivant dans des zones reculées ou touchées par un conflit. Ainsi, au Liban, près de 240 000 enfants libanais et réfugiés ont reçu du matériel scolaire pour l'année 2015–2016.

Au cours de l'année 2015, 7,5 millions d'enfants en situation de crise humanitaire ciblés par l'UNICEF ont bénéficié d'un soutien à l'éducation. En République arabe syrienne, nous avons appuyé des ateliers sur les compétences de la vie courante proposés à quelque

CI-DESSUS, GAUCHE : Thu Zar Moe (à droite) et sa famille dans le camp de déplacés de Thea Chaung, au Myanmar.

13 000 adolescents, dont une moitié de filles. En Amérique latine et dans les Caraïbes, nous avons travaillé de concert avec la Coalition mondiale des entreprises pour l'éducation (Global Business Coalition for Education) sur une campagne visant à dynamiser l'action des élèves, des communautés, des écoles et du secteur privé afin de maintenir les écoles à l'abri de la violence armée.

En 2015, l'UNICEF était également membre d'un groupe de partenaires chargé d'œuvrer à la création d'un fonds destiné à renforcer le soutien à l'éducation dans les contextes fragiles. Le fonds « L'éducation ne peut pas attendre » offre une occasion opportune pour réformer le financement et l'architecture de l'aide destinée à l'éducation en situation d'urgence, et pour réduire le déficit de financement qui s'élève à 8,5 milliards de dollars US dans ce domaine. Il permet également de renforcer la coordination en assurant un accès rapide à l'éducation en situation d'urgence, et de créer de nouveaux liens entre l'action humanitaire et le travail de développement.

Tout au long de l'année, les rapports et analyses réalisés par l'UNICEF ont permis de faire avancer la cause de l'éducation équitable et inclusive. En janvier, l'UNICEF et l'Institut de statistique de l'UNESCO ont lancé le rapport mondial intitulé « *Réaliser la promesse non tenue de l'éducation pour tous* », qui permet d'identifier les enfants non scolarisés ainsi que les obstacles auxquels ceux-ci sont confrontés. En janvier, nous avons publié « *Pourquoi il faut investir dans l'éducation et l'équité* », une analyse détaillée des inégalités dans l'éducation ainsi que des causes et des solutions à apporter.

Ces efforts, parmi d'autres, ont permis à l'UNICEF et à ses partenaires d'œuvrer en faveur du renforcement de l'accès à l'éducation et l'apprentissage de qualité comme un élément indispensable pour faire avancer les droits de l'enfant comme pour réaliser le programme de développement durable.

Protection de l'enfance

En 2015, des millions d'enfants dans le monde ont été victimes de violence, d'exploitation, de mauvais traitements et de négligence. Ils ont été soumis à l'exploitation sexuelle (y compris en ligne), à des châtiments corporels et au harcèlement, à l'école et chez eux, au mariage précoce, aux mutilations génitales féminines et à l'excision (MGF/E), au travail des enfants, aux violences sexistes en situation d'urgence et à l'enrôlement par des forces et des groupes armés. D'autres, pas encore victimes, ont été exposés à un risque élevé d'exploitation et d'abus.

L'UNICEF est intervenu à différents niveaux afin de prévenir et de combattre la violence à l'encontre des enfants, et de s'attaquer aux facteurs sous-jacents qui les mettent en danger.

En Ouganda, nous avons soutenu la politique nationale en matière de violence scolaire. Fin 2015, le gouvernement l'avait déployée dans 560 écoles réparties sur 28 districts. En Namibie, nous avons appuyé les politiques scolaires, notamment celles destinées à lutter contre le harcèlement, qui visaient à accroître la responsabilité des directeurs et des enseignants. Ces politiques ont été mises en œuvre dans 148 écoles, au profit de près de 57 500 enfants. En Afghanistan, le Réseau d'action en faveur de la protection des enfants (CPAN), soutenu par l'UNICEF, est maintenant opérationnel dans 31 provinces et 100 districts. En Géorgie, nous avons participé à l'élaboration d'un outil de dépistage pour l'évaluation des enfants à l'usage des agents sociaux du Ministère du travail, de la santé et des affaires sociales.

Bien que le monde reste un endroit dangereux pour les enfants, 2015 a été une année d'accomplissements remarquables en matière de protection de l'enfance. En septembre, les efforts intenses déployés par l'UNICEF et de nombreux autres défenseurs des enfants ont abouti à l'inclusion de cibles de protection de l'enfance dans les ODD. Il s'agit là d'une avancée particulièrement importante, puisque ce domaine n'était pas couvert par les OMD.

En 2015, l'UNICEF a également mis en place un programme mondial novateur visant à renforcer la capacité des gouvernements, de la société civile et du secteur privé en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle en ligne, grâce à des actions de plaidoyer, des partenariats, des études et la collecte de données. Le programme se focalisera sur 17 pays principaux répartis dans six régions.

Le Sommet mondial « #WeProtect Children Online » (Nous protégeons les enfants en ligne), qui s'est tenu aux Émirats arabes unis en novembre, a constitué une occasion stratégique pour obtenir des engagements politiques plus poussés concernant la question de l'exploitation sexuelle en ligne. Le sommet a rassemblé des responsables issus des secteurs public et privé, des autorités chargées de l'application des lois, des organisations internationales et des organismes des Nations Unies afin d'instaurer des mesures nationales coordonnées visant à protéger les enfants vulnérables.

Dans un autre domaine clé, lors du premier Sommet des filles africaines sur l'élimination du mariage des enfants en Afrique, plus de 1 100 délégués venus de 30 pays membres de l'Union africaine se sont engagés à accélérer la fin de cette pratique. Pour compléter cet effort, le rapport de l'UNICEF intitulé « *A Profile of Child Marriage in Africa* » (La situation du mariage des enfants en Afrique) a présenté les tendances et les projections concernant les mariages d'enfants à travers le continent.

GROS PLAN SUR LES ENFANTS ET LES JEUNES

Ukraine : soutien psychosocial aux enfants victimes de conflits

Début 2015, la ville de Debaltseve, qui occupe une position stratégique dans la région de Donetsk (dans l'est de l'Ukraine), s'est retrouvée au cœur du conflit. Zoya Ovcharenko est la directrice de la seule école maternelle de la ville. Après la fin des hostilités, elle a fait le tour des caves et des abris anti-aériens pour retrouver les enfants cachés avec leur famille, accompagnée d'un expert de ce qui était alors le Ministère des situations d'urgence.

« Nous avons même trouvé des nouveau-nés dont nous n'avions pas un instant imaginé l'existence », se souvient-elle.

Dix jours plus tard, 35 enfants rentraient en maternelle. L'école avait été sévèrement touchée par le conflit : les fenêtres étaient cassées et les murs criblés de trous d'obus. Les lieux étaient malgré tout suffisamment sûrs pour accueillir de nouveau les jeunes élèves.

L'état émotionnel des enfants était cependant beaucoup plus préoccupant. En mars, une équipe mobile de psychologues bénévoles a été dépêchée sur place pour examiner leur situation. C'était l'une des trois équipes engagées avec l'UNICEF dans l'est de l'Ukraine, où l'aide psychosociale était une composante majeure des interventions d'urgence organisées en 2015.

Grâce au financement de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, UNICEF Ukraine a pu former jusqu'au mois de juin une centaine d'enseignants et de psychologues pour venir en aide à plus de 11 000 enfants, parmi lesquels les élèves de l'école maternelle de Debaltseve.

L'UNICEF a soutenu plusieurs actions visant à mettre fin au mariage des enfants au niveau des pays. Au Ghana, nous avons aidé le gouvernement à mettre en place une unité « Mariage d'enfants » chargée de coordonner les activités nationales telles que l'éducation aux compétences de la vie courante et l'autonomisation des filles. Nous avons également apporté notre appui à des initiatives visant à accroître la sensibilisation de la population sur cette question. Au Mozambique, le premier feuilleton radiophonique national de divertissement éducatif, intitulé « Ouro Negro », a permis de faire passer divers messages sur les droits des filles auprès de plus d'1,2 million d'auditeurs. Au Niger, la radio nationale Voix du Sahel diffuse un programme musical qui transmet le même type de messages. Désormais, grâce aux partenariats établis avec dix radios locales, la couverture du programme a été étendue à environ 85 % de la population.

Au niveau mondial, l'UNICEF a soutenu les efforts de plaidoyer visant à renforcer les stratégies ou les plans nationaux ayant pour but de mettre fin aux mariages d'enfants dans 30 pays. Aujourd'hui, neuf pays disposent de plans d'action chiffrés pour atteindre cet objectif.

Sur la question des MGF/E, plus de 2 000 communautés de 14 pays ont déclaré la fin de ces pratiques en 2015, et les ODD prévoient une nouvelle cible mondiale sur les MGF/E d'ici 2030. Parallèlement, la Gambie et le Nigeria ont adopté une législation pénalisant les MGF/E.

Dans le cadre de la campagne « Enfants, pas soldats » lancée en 2014 par l'UNICEF et le Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, huit pays cibles (l'Afghanistan, le Myanmar, la République démocratique du Congo la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud, le Tchad et le Yémen) ont signé des plans d'action avec les Nations Unies afin de prévenir l'enrôlement et l'utilisation des enfants. (Le Tchad a rempli les critères fixés par son plan d'action en 2014.)

Dans la lutte contre le travail des enfants, l'UNICEF a mené de nombreuses interventions en 2015. Celles-ci ont porté sur les domaines suivants : prestation de services, plaidoyer, programmes d'aide sociale, amélioration de l'accès à l'éducation formelle et informelle, et réformes politiques et législatives. Grâce à ces efforts, plus de 5,7 millions d'enfants ont évité une

CI-DESSUS, GAUCHE : Des enfants jouent dans un parc dans l'est de l'Ukraine, où s'est rendue une équipe mobile de psychologues.

mise au travail ou ont été soustraits du travail dans 30 pays.

En 2015, plus de 9,7 millions de naissances ont été enregistrées dans 54 pays grâce au soutien de l'UNICEF. En outre, des progrès ont été accomplis concernant les législations nationales sur l'interdiction des châtiments corporels à l'école, dans le cadre familial, dans les structures de placement ou les centres d'accueil de jour, dans les établissements pénitentiaires, et à titre de peine sanctionnant une condamnation pénale. Nous avons également contribué à fournir un soutien psychosocial à près de 3,1 millions d'enfants.

La protection de l'enfance a occupé une place importante dans les interventions menées par l'UNICEF en réponse aux crises majeures de 2015, notamment l'afflux massif d'enfants migrants et réfugiés (en particulier non accompagnés et séparés) arrivant du Moyen-Orient et de l'Afrique subsaharienne en Europe. Les bureaux de pays de l'UNICEF situés dans l'ouest des Balkans ont appuyé l'aménagement d'espaces amis des enfants dans six centres d'accueil et lieux de transit. À la fin de l'année, quelque 81 000 enfants reçus dans ces espaces avaient bénéficié d'un soutien affectif et psychosocial, d'une aide à la gestion du stress, de services de regroupement familial et d'activités de loisirs et d'éducation de base.

S'il reste encore beaucoup à faire pour combattre la violence sexiste dans le contexte de la crise européenne, le travail accompli par l'UNICEF et ses partenaires en 2015 a posé les bases qui permettront d'intensifier ces efforts. Au total, nous sommes intervenus auprès de 57 515 enfants menacés d'exploitation et d'abus sexuels en leur fournissant des espaces sûrs et des informations sur les risques associés à la traite des êtres humains en Croatie, en ancienne République yougoslave de Macédoine et en Serbie.

Inclusion sociale

Préalablement à l'adoption des ODD en septembre 2015, l'UNICEF et ses partenaires ont milité pour que la réduction de la pauvreté et l'inclusion sociale des enfants soient intégrées aux objectifs mondiaux ; parce tous les enfants ont le droit de vivre avec les mêmes chances, loin de l'extrême pauvreté et de la discrimination, et parce que le développement, pour être durable, doit pouvoir permettre aux enfants de s'épanouir en tant qu'adultes productifs. Grâce aux efforts de plaidoyer et à l'appui technique fournis, l'élimination de la pauvreté des enfants fait désormais partie des cibles des objectifs mondiaux.

En tant que co-président de la Coalition mondiale pour l'élimination de la pauvreté des enfants, l'UNICEF a dirigé des ateliers avec les États membres et les partenaires de développement sur l'inclusion de la pauvreté des enfants dans les ODD. Afin de permettre aux pays de commencer à évaluer leurs progrès vers l'élimination de la pauvreté des enfants, nous avons organisé le premier exercice de cartographie de la pauvreté et de la protection sociale des enfants en collaboration avec 157 bureaux de pays et 19 comités nationaux. De plus, nous avons œuvré de concert avec les gouvernements afin de réduire les inégalités dans la conception et la mise en œuvre de leurs filets et autres dispositifs de sécurité sociale, notamment celles liées au sexe et au handicap.

Lors d'un atelier qui s'est déroulé à Dhaka, au Bangladesh, en mai 2015, l'UNICEF a lancé un partenariat de trois ans avec l'organisation de la société civile BRAC International en vue de soutenir les initiatives de communication pour le développement dans le domaine de l'éducation inclusive. En s'attaquant aux normes sociales préjudiciables et en encourageant l'inclusion des enfants les plus marginalisés, ces initiatives favorisent l'accès équitable à l'éducation et à l'apprentissage de qualité pour tous les élèves, quel que soit leur milieu.

L'UNICEF continue de promouvoir un financement public adéquat en faveur des enfants, ainsi que la transparence, l'efficacité et l'équité de ces dépenses. Lors de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement qui s'est tenue à Addis-Abeba en juillet 2015, nous avons appelé les pays à transformer leur engagement à investir en faveur des enfants en une action concrète, en soutenant un financement public équitable et une budgétisation axée sur les enfants.

Au Mexique, une étude conjointe menée par l'UNICEF et le Programme des Nations Unies pour le développement a cherché à déterminer si les dépenses publiques consacrées aux enfants étaient équitables. Pour la première fois, les données sur le développement humain relatives aux enfants et aux adolescents ont été ventilées par sexe, âge, identité ethnique, situation géographique et niveau de revenu. Cette étude constitue un modèle pour les autres pays qui réalisent des enquêtes nationales sur les revenus en vue d'accroître l'impact des politiques et des dépenses publiques sur les enfants et sur les résultats globaux du développement social.

Contribuant à renforcer la participation des femmes et des enfants à la prise de décisions publiques, la plateforme de communication innovante de l'UNICEF, U-Report, a atteint au moins un million d'utilisateurs actifs en 2015. Grâce à cet outil mobile fonctionnant par SMS, les jeunes peuvent exprimer leurs opinions, échanger des informations, entrer en contact avec leurs dirigeants et amener le changement dans leur communauté.

Toujours pour améliorer la participation, l'UNICEF a soutenu la mise en œuvre du processus de planification participative communautaire en

GROS PLAN SUR LES ENFANTS ET LES JEUNES

Sierra Leone : deux survivantes d'Ebola partagent une expérience et un avenir commun

Un programme de transferts d'espèces financé par l'UNICEF en Sierra Leone aide les survivants d'Ebola à tout recommencer et à construire une nouvelle vie. Jariatu et Emma font partie des personnes ayant bénéficié de ce programme. Jariatu est une petite fille à qui Ebola a arraché une grande partie de sa famille, et Emma a commencé à s'occuper d'elle en 2015.

« Je n'avais jamais imaginé m'occuper d'un bébé, ni maintenant ni plus tard. Mais je ne pouvais pas l'abandonner comme ça », raconte Emma. « J'ai tout de suite senti qu'un lien nous unissait. »

Les dons en espèces de 90 dollars US, versés en deux fois, servent en priorité à mettre en place des programmes de protection sociale pour les enfants comme Jariatu, leur famille ou les personnes qui s'occupent d'eux. Ces dons permettent de venir en aide à différentes communautés dans les districts de Kambia, Port Loko, Pujehun et Moyamba, dont des survivants d'Ebola, des orphelins et des enfants victimes d'abus sexuels.

« Nous venons en aide à ces enfants et à leur famille parce qu'ils sont réellement dans le besoin », explique David Lamin, spécialiste de la protection des enfants chez UNICEF Sierra Leone. « Les survivants doivent racheter une grande partie des biens qu'ils ont perdus quand ils ont été diagnostiqués porteurs [du virus Ebola]. Et la mort des parents rend souvent les enfants encore plus vulnérables à la violence, à l'exploitation et aux abus sexuels. »

Comme la majorité des personnes bénéficiant de ce transfert d'espèces, Emma a utilisé le premier versement pour remplacer ses possessions personnelles. Elle a des projets à plus long terme pour le second versement, dont devrait profiter Jariatu. « Je vais utiliser cet argent pour créer une petite entreprise, cela me permettra de gagner ma vie pour m'occuper d'elle », explique Emma.

Éthiopie. Cette démarche permet aux communautés de faire entendre leur voix (y compris celle des femmes) et d'être prises en compte dans les plans de développement locaux. Au Burkina Faso, nous avons continué à soutenir le Fonds commun pour l'égalité des sexes, qui aide les organisations de la société civile à œuvrer pour une plus grande présence des femmes dans les instances de décision.

Dans le domaine des transferts d'espèces, qui offrent aux foyers les plus pauvres une protection sociale sous la forme d'allocations régulières, l'UNICEF a travaillé avec plus de 70 pays afin de concevoir, mettre en œuvre et déployer à grande échelle des programmes d'aide en 2015. Des évaluations rigoureuses ont démontré l'impact significatif des transferts d'espèces sur la pauvreté et le bien-être des foyers, puisque ces allocations permettent souvent aux familles de maintenir les enfants à l'école, d'améliorer leur nutrition, d'éviter le travail des enfants et d'accéder aux soins de santé. Les bénéficiaires sont généralement des femmes ou des familles dirigées par une femme, et les données factuelles indiquent que ces allocations peuvent les aider à améliorer leur statut social, leur sécurité financière et leur participation à la population active.

Ainsi, les transferts d'espèces versés au Ghana cette année ont permis à ce pays d'étendre son programme Revenu de subsistance contre la pauvreté (LEAP) afin de venir en aide à quelque 50 000 foyers supplémentaires. Grâce au soutien de l'UNICEF, le Ghana a également lancé LEAP 1000, qui offre un accompagnement renforcé aux familles comptant des femmes enceintes et des nourrissons.

CI-DESSUS, GAUCHE : C'est l'heure du repas pour Jariatu, en Sierra Leone. Après avoir perdu presque toute sa famille, emportée par Ebola, la petite fille a enfin trouvé un nouveau foyer.

L'UNICEF a également collaboré avec les gouvernements afin de verser des transferts d'espèces aux foyers défavorisés et déplacés en situation de crise humanitaire. En Jordanie, par exemple, nous avons appuyé le lancement d'un programme d'allocations en espèces axé sur les enfants afin d'aider les familles de réfugiés syriens vivant en dehors des camps. La coordination avec une initiative existante d'aide en espèces dirigée par l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés a permis d'accroître la rentabilité et l'efficacité du programme. Sur sept mois, quelque 56 000 filles et garçons issus de 15 000 familles réfugiées parmi les plus vulnérables ont pu être aidés.

Égalité des sexes

Le monde a accompli des progrès considérables en matière d'égalité des sexes au cours de ces dernières années, notamment pour ce qui est de la scolarisation dans le primaire et le secondaire. Toutefois, des écarts importants subsistent concernant l'accès des filles les plus pauvres à l'éducation, en particulier en Afrique subsaharienne. Dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, il conviendra donc d'accélérer les efforts afin d'obtenir des résultats intégrant la dimension d'égalité entre les sexes.

Sur le plan mondial, plus d'un quart des filles sont encore mariées avant leurs 18 ans, et un cinquième d'entre elles deviennent mère avant d'atteindre cet âge. Plus de 60 % des nouvelles infections à VIH surviennent chez des adolescentes âgées de 15 à 19 ans. La violence sexiste est endémique, notamment dans les situations d'urgence.

En 2015, l'UNICEF et ses partenaires ont attiré l'attention sur les questions d'égalité entre les sexes grâce à des actions locales et des activités de plaidoyer politique au niveau national, notamment en contribuant à poser les bases des ODD récemment adoptés, qui placent l'autonomisation des femmes et des filles au premier plan.

Les ODD incluent des cibles visant à mettre fin aux violences contre les femmes et les filles ainsi qu'aux pratiques qui leur sont préjudiciables, telles que le mariage d'enfants et les MGF/E. L'ODD 3, relatif à la santé, comporte des cibles sur la mortalité maternelle, la santé sexuelle et reproductive, le VIH et le sida. L'ODD 4, relatif à l'éducation, porte sur l'élimination des disparités entre les sexes dans l'enseignement secondaire et supérieur, et au niveau de la qualité de l'apprentissage. Enfin, l'ODD 6, qui concerne l'eau, l'assainissement et l'hygiène, intègre les besoins spécifiques des femmes et des filles tels que la gestion de l'hygiène menstruelle.

CI-DESSUS, DROITE : Delfina, 13 ans, étudie dans une école amie des enfants, soutenue par l'UNICEF, au Timor-Oriental.

GROS PLAN SUR LES ENFANTS ET LES JEUNES
Timor-Oriental : investir dans l'éducation des filles

© UNICEF/UNI197756/Nazer

Lauana Groto est un village envahi par la sécheresse et la poussière, perché sur les lointaines collines du Timor-Oriental. La vie n'y est pas facile. Pour des adolescentes comme Delfina et Esperança, qui vivent au village, l'éducation incarne l'espoir d'un avenir meilleur.

Une école amie des enfants, construite et équipée par l'UNICEF, offre ainsi aux élèves, petits et grands, un environnement sûr, sain et protégé, ainsi que les outils et l'équipement requis pour un enseignement de qualité. Delfina et Esperança ont saisi leur chance.

En octobre 2015, l'UNICEF avait déjà facilité la construction de 59 écoles amies des enfants et en soutenait 62 autres au Timor-Oriental. L'organisation fournit à chaque fois le matériel d'apprentissage ainsi que la formation des enseignants. Ce type d'école s'inscrit dans l'initiative « Eskola Foun » (écoles amies des enfants) du Gouvernement du Timor-Oriental.

Pour Delfina, l'école est un lieu d'épanouissement. « J'aime l'école », clame-t-elle. « Mes matières préférées sont les mathématiques, les sciences naturelles, le tetum [la langue nationale] et les cours de religion. J'ai toujours de bonnes notes et je suis la première de ma classe. » Pour Esperança, le fait d'étudier dans un bâtiment neuf favorise l'apprentissage. « J'aime l'école parce qu'on y peut apprendre beaucoup de choses et devenir intelligent », explique-t-elle.

Au-delà des ODD, l'UNICEF a continué d'œuvrer en faveur de l'égalité des sexes aussi bien par le biais d'initiatives ciblées que par l'intégration des questions d'égalité des sexes dans l'ensemble des domaines programmatiques. Le Plan d'action pour l'égalité des sexes (PAES) 2014–2017 a orienté nos efforts. Il sert de cadre à la programmation des initiatives ciblant les inégalités fondées sur le sexe dans tous les domaines. Les priorités du PAES sont les suivantes : élimination des mariages d'enfants, progression de la scolarisation des filles dans le secondaire, promotion de la dimension sexospécifique dans la santé des adolescents et lutte contre les violences sexistes.

Conformément à ce plan, l'UNICEF a appuyé l'élaboration de stratégies nationales en matière de santé de la reproduction et de l'adolescent au Bangladesh, au Kenya, en Mauritanie et au Rwanda. Nous avons également contribué à accroître la sensibilisation sur la prévention du VIH et du sida chez les adolescents, en particulier les filles, en collaborant avec l'ONUSIDA et d'autres partenaires, et en codirigeant le lancement mondial de l'initiative « All In » visant à enrayer la propagation du VIH et du sida chez les adolescents.

Parce qu'ils sont étroitement liés, les programmes axés sur les priorités du PAES complètent les résultats obtenus par l'UNICEF dans l'ensemble des domaines concernés. Ainsi, les filles ayant suivi des études secondaires ont six fois moins de risques de subir des mariages précoces ce qui signifie que l'éducation des filles contribue également à réduire les mariages d'enfants. De la même façon, les filles qui se marient plus tard sont moins susceptibles de connaître une première grossesse pendant leur adolescence, de contracter des infections sexuellement transmissibles ou de subir des violences conjugales.

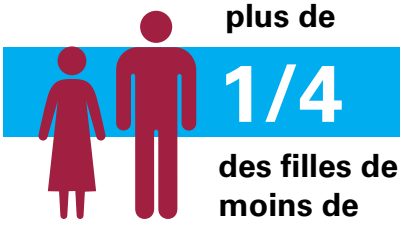
Les partenariats ont été essentiels au travail mené par l'UNICEF dans le domaine de l'égalité des sexes en 2015, notamment en vue de mettre fin aux mariages d'enfants. Pendant cette année, nous avons soutenu le premier Sommet des filles africaines sur l'élimination du mariage des enfants en Afrique, organisé par l'Union africaine et accueilli par la Zambie. Nous avons également collaboré avec le Fonds des Nations Unies pour la population et plusieurs gouvernements à la planification du Programme mondial visant à accélérer la lutte contre le mariage d'enfants, qui devrait être lancé en 2016. En nous concentrant sur 12 pays prioritaires en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient et en Asie du Sud, nous encouragerons les stratégies éprouvées de lutte contre le mariage d'enfants : amélioration de l'accès des filles aux services d'éducation et de santé, fourniture d'un soutien financier accru aux familles, et renforcement et application des lois fixant l'âge minimum du mariage à 18 ans.

En 2015, 53 programmes de pays de l'UNICEF ont fait de l'éducation secondaire des filles une priorité. L'une des initiatives mises en œuvre dans ce domaine au Nigeria a permis d'accroître la présence des femmes à des postes de direction dans le système éducatif. En Afghanistan, le soutien de l'UNICEF a permis aux adolescentes de 200 écoles de bénéficier d'une sécurité améliorée grâce à la construction ou à la remise en état de toilettes séparées pour les garçons, les filles et les enseignants, ainsi que de points d'eau et de murs d'enceinte.

La prévention des violences sexistes est un élément déterminant dans la scolarisation des filles et leur maintien à l'école. En 2015, l'UNICEF a codirigé l'Alliance mondiale pour la prévention des risques de catastrophe et pour la résilience dans le secteur de l'éducation (GADRRRES), qui milite en faveur de moyens de transport plus sûrs pour les filles jusqu'à l'école.

En ce qui concerne les violences sexistes en situation d'urgence, une préoccupation croissante à l'heure où les crises humanitaires se multiplient, l'UNICEF est intervenu auprès des femmes et des enfants exposés au risque d'abus et d'exploitation en République centrafricaine, en Croatie, au Myanmar, au Népal, en Serbie, en Somalie, au Soudan du Sud, en République arabe syrienne, en ancienne République yougoslave de Macédoine ainsi que dans d'autres pays touchés par une crise ou un conflit. Parallèlement, près de 2 millions de filles, de femmes et de garçons issus de 39 pays touchés par une crise ont bénéficié d'actions mises en œuvre dans le cadre d'un ensemble élargi d'interventions visant à prévenir et à combattre les violences sexistes en situation d'urgence, contre près de 433 000 cas de prise en charge en 2013, reflétant ainsi l'augmentation du nombre de crises humanitaires auxquelles l'UNICEF a répondu en 2015.

L'UNICEF s'efforce de mettre fin aux mariages d'enfants, car...



3.
PARTENARIAT, PLAIDOYER ET INNOVATION

—

En 2015, nous avons aussi collaboré très étroitement avec divers partenaires des secteurs public et privé, des organisations de la société civile, des fondations, les Nations Unies, mais aussi avec les comités nationaux de l'UNICEF.

—

Revenir à la table des matières

La communauté internationale s'est rassemblée en 2015 pour adopter un nouvel ensemble d'objectifs mondiaux dans le but de bâtir un avenir meilleur pour la planète et tous ses habitants. L'UNICEF et ses partenaires ont veillé à ce que cet appel à l'action (donner une chance équitable à tous les enfants) soit relayé au sein des capitales mondiales et à travers le système des Nations Unies.

Tous les objectifs mondiaux pour 2030 adoptés lors de l'Assemblée générale de septembre touchent de près ou de loin à la vie des enfants, et un grand nombre d'entre eux concerne directement leur santé, leur nutrition, leur sécurité et leur bien-être. La forte présence des enfants dans le Programme 2030 fait apparaître de plus en plus clairement que le développement durable est impossible à moins d'obtenir de rapides progrès en faveur des enfants les plus défavorisés.

En tant que membre du Groupe des amis de l'enfant et des objectifs de développement durable, l'UNICEF a œuvré pour influencer les objectifs de développement durable en faveur des enfants. Le Groupe a pris forme lors des négociations intergouvernementales sur le programme de développement durable et dans le cadre de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement. Il a joué un rôle clé dans la défense des droits des enfants tout au long de ces consultations.

Constitué par des États membres des Nations Unies dans le cadre d'un partenariat ouvert, inclusif et interrégional, le Groupe des amis de l'enfant et des objectifs de développement durable a été annoncé par le représentant permanent du Pakistan. Il est co-présidé par les représentants permanents de la Bulgarie, du Luxembourg et du Panama. Des représentants d'ONG, des chercheurs et des enfants sont régulièrement invités à participer aux réunions portant sur les questions relatives à l'enfance organisées par cette plateforme à des fins de plaidoyer et de communication. L'UNICEF fait office de secrétariat pour le Groupe.

En 2015, nous avons aussi collaboré très étroitement avec divers partenaires des secteurs public et privé, des organisations de la société civile, des fondations, les Nations Unies, mais aussi avec les comités nationaux de l'UNICEF impliqués dans les plaidoyers, le financement et l'éducation en faveur des enfants dans 34 pays.

Cette année, nous avons étendu notre collaboration avec la Banque

"La forte présence des enfants dans le Programme 2030 fait apparaître de plus en plus clairement que le développement durable est impossible à moins d'obtenir de rapides progrès en faveur des enfants les plus défavorisés."

CI-DESSOUS : Au Népal, un demi-million d'enfants ont bénéficié d'une campagne de vaccination organisée par l'UNICEF.

Mondiale, les banques régionales de développement et d'autres institutions financières internationales. Nous avons aussi participé à plus de 70 partenariats internationaux en réponse aux problèmes touchant la vie des enfants, et fait progresser la coopération Sud-Sud par le biais de partenariats solides, aussi bien au niveau local qu'international.

Plaidoyer et communication

Conformément à son appel en faveur de l'équité et des droits de l'enfant, l'UNICEF a concentré, en 2015, ses campagnes de plaidoyer sur divers problèmes allant de l'impact du changement climatique sur les enfants au besoin urgent d'accroître les investissements en faveur de la santé et du bien-être des adolescents. Le programme de plaidoyer englobait par ailleurs le travail effectué pour promouvoir la qualité de l'enseignement et l'égalité des sexes, et pour mettre fin aux violences contre les enfants, aux mariages précoces, au travail des enfants et autres mauvais traitements dont les enfants sont victimes.

En ce qui concerne le changement climatique, nous avons adressé aux participants de la COP21, organisée à Paris, un message expliquant que les perturbations provoquées par le réchauffement climatique entraînent non seulement des sécheresses et des inondations, mais aussi une insécurité alimentaire, une perte des revenus agricoles, une migration, et d'autres situations critiques

CI-DESSUS, DROITE : Diane, élève de troisième au Burundi, fait ses devoirs, éclairée par une lampe rechargeable.

GROS PLAN SUR LES PARTENARIATS

Burundi : des lampes rechargeables pour que tous les enfants aient les mêmes chances

© UNICEF Burundi/2015/Njiimbere

Diane est scolarisée au collège de Muzima, un village situé dans une zone rurale du Burundi. Grâce à un nouveau projet, elle va pouvoir faire ses devoirs plus facilement une fois la nuit tombée. L'époque où elle devait péniblement déchiffrer ses notes de cours dans la pénombre n'est déjà plus qu'un lointain souvenir.

Depuis avril 2015, Diane et ses jeunes frères et sœurs utilisent une lampe LED rechargeable offrant un éclairage de longue durée. Cela s'inscrit dans un projet stratégique de l'UNICEF visant à proposer des sources d'énergie sûres, abordables et renouvelables, accessibles à la plupart des foyers les plus défavorisés. Cette lampe rechargeable est une véritable révolution dans les villages comme Muzima, où seules quelques familles ont accès à l'électricité.

« Avant, j'utilisais une lampe alimentée au kérosène pour faire mes devoirs », explique Diane. « Cela faisait beaucoup de fumée, on peut même voir les traces que cela a laissées sur le plafond. La fumée me rentrait dans le nez et ça me faisait tousser. Parfois la flamme s'éteignait et c'était compliqué de trouver une allumette dans le noir pour rallumer la flamme. J'ai utilisé cette lampe au kérosène toute ma vie, depuis mon entrée en école primaire. »

De conception robuste, les lampes LED offrent une alternative simple mais efficace. Pour les alimenter, il suffit de pédaler sur une espèce de vélo fixe, capable de recharger jusqu'à cinq lampes en seulement 20 minutes. Les machines et les lampes sont distribuées à la population par le biais d'organismes de crédit villageois et de prêts accordés par des associations, avec l'aide de FVS Amade, partenaire de l'UNICEF. Les revenus ainsi générés restent au sein de la communauté, ce qui favorise la viabilité du projet.

9 millions

de personnes ont consulté ou utilisé le contenu mis en ligne par l'UNICEF en 2015

27,2 millions

le nombre d'abonnés aux réseaux sociaux de l'UNICEF dans le monde entier

pour les pays et les communautés (notamment les enfants) les moins bien armés pour y répondre.

À l'occasion d'une campagne de plaidoyer illustrant l'engagement de l'UNICEF auprès de la jeunesse, plus de 120 jeunes de 11 pays ont réalisé une cartographie numérique représentant les tendances climatiques au niveau local. Ils ont ensuite utilisé les résultats obtenus pour encourager les participants de la conférence de Paris sur le climat à prendre des mesures concrètes. Fruit d'une collaboration entre l'UNICEF, le comité national français et les bureaux de plusieurs pays, la création de cette cartographie s'est déroulée entre juin et décembre.

L'UNICEF s'est également intéressé à la question du développement de la petite enfance, en incitant les gouvernements et les partenaires financiers à effectuer des investissements précoces, équitables et axés sur les résultats. Les interventions liées au développement de la petite enfance concernent non seulement l'éducation mais aussi la santé, la nutrition et la protection. Plusieurs millions d'enfants de moins de cinq ans ont besoin que l'on multiplie les opportunités favorisant la croissance, la stimulation et l'enseignement au cours de ces premières années décisives pour leur développement.

En septembre, avant l'adoption des objectifs de développement durable par l'Assemblée générale des Nations Unies, l'UNICEF a organisé un rassemblement d'experts de la petite enfance. Baptisé « Meeting of the Minds » (« Les grands esprits se rencontrent »), cet événement animé par Shakira Mebarak, ambassadrice de bonne volonté, avait pour but de promouvoir les investissements en faveur du développement de la petite enfance dans le cadre du programme de développement mondial.

L'UNICEF a fait montre, tout au long de l'année, de son importance et sa crédibilité en tant que porte-parole des enfants au service de cette question et d'une multitude d'autres problématiques au niveau national, régional et international. Nous avons par ailleurs mis en œuvre notre Stratégie mondiale en matière de communication et de plaidoyer public, qui vise, d'ici 2017, à informer un milliard de personnes dans le monde entier sur la situation des enfants les plus vulnérables et à inciter 50 millions de personnes à agir concrètement en leur faveur.

Sur le plan numérique, plus de 9 millions de personnes ont visité le site Internet de l'UNICEF ou utilisé son contenu en 2015, et nous comptions environ 27,2 millions de fans sur les réseaux sociaux à la fin de l'année. Cela englobe les pages Facebook et Twitter gérées par le siège de l'UNICEF ainsi que ses bureaux régionaux et nationaux, sans oublier les comptes Weibo en Chine. D'après les statistiques, l'UNICEF occupe une place prépondérante sur les réseaux sociaux, non seulement par le nombre de ses abonnés, mais aussi par l'ampleur de leur engagement.

Publiée sur le compte Twitter de l'UNICEF, la reprise de la chanson « Imagine » de John Lennon par Shakira lors de l'Assemblée générale des Nations Unies a ainsi totalisé 4,4 millions de vues. Cette vidéo s'inscrit dans le projet #IMAGINE lancé fin 2014, qui invitait les citoyens du monde entier à joindre leur voix à celle de l'UNICEF et à imaginer un monde meilleur pour les enfants.

En 2015, l'UNICEF a aussi lancé #FightUnfair, un projet relayé par plusieurs réseaux sociaux dont le but était d'inciter la génération Y à défendre les droits de l'enfant, la justice et l'équité. Nous avons aussi conçu une plateforme s'adressant au même groupe cible, l'idée étant d'inviter les jeunes à « prendre le contrôle » du compte Twitter de l'UNICEF pendant une journée

GROS PLAN SUR LES PARTENARIATS

UNITLIFE : un mécanisme de financement innovant pour les programmes de nutrition en Afrique

En 2015, l'UNICEF a ouvert la porte à UNITLIFE. Ce nouveau partenaire financier va utiliser les revenus des entreprises du secteur de l'extraction pour lutter contre la malnutrition en Afrique subsaharienne. Ce partenariat est soutenu par la Guinée, le Mali, le Niger et la République du Congo, ainsi que par Philippe Douste-Blazy, Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour les sources novatrices de financement du développement. De nouveaux revenus seront créés grâce au prélèvement de microtaxes nationales sur le pétrole et d'autres matières premières, qui serviront à financer les programmes de nutrition organisés sur le continent africain.

© UNICEF/UNI181245/Jallanzo

pour sensibiliser le public aux problématiques qui les touchaient le plus. Nous avons aussi invité de jeunes personnalités influentes du secteur numérique comme Christine Mi, alias Miologie (sur Snapchat) et Maya Washington (sur YouTube) à participer à l'Assemblée générale des Nations Unies organisée à New York en 2015, et à partager leur expérience en ligne avec leurs nombreux abonnés.

Des célébrités au service des enfants vulnérables

Les ambassadeurs de bonne volonté de l'UNICEF ont une fois de plus touché un large public en 2015, en participant à des campagnes de sensibilisation et en lançant des appels à l'action face aux principaux dangers qui menacent les enfants.

Les grands sportifs ont toujours été d'excellents ambassadeurs de bonne volonté, et l'année 2015 n'a pas fait exception à la règle. L'UNICEF a ainsi annoncé en août la nomination de Novak Djokovic, numéro un mondial du tennis, en tant qu'ambassadeur pour le développement de la petite enfance. Cette année a également marqué le 10e anniversaire de la nomination de David Beckham, superstar du football, en tant qu'ambassadeur de bonne volonté. Il a, à cette occasion, lancé 7 : le Fonds David Beckham UNICEF, un nouveau projet visant à protéger les enfants menacés.

CI-DESSUS : Orlando Bloom, ambassadeur de bonne volonté pour l'UNICEF, discute avec une élève lors d'une visite au Liberia.

Les ambassadeurs de bonne volonté ont contribué à accroître la visibilité de notre travail au cours des nombreuses interventions d'urgences effectuées dans l'année. Novak Djokovic et Orlando Bloom ont ainsi effectué des visites sur le terrain pour mettre un coup de projecteur sur les besoins des enfants syriens réfugiés en Europe. Orlando Bloom s'est aussi rendu au Népal pour faire connaître l'aide d'urgence apportée par l'UNICEF et ses partenaires locaux pour répondre aux séismes qui ont frappé ce pays, et lever des fonds en conséquence.

En septembre, les ambassadrices de bonne volonté Shakira Mebarak et Angélique Kidjo ont représenté l'UNICEF lors de l'Assemblée générale des Nations Unies qui s'est tenue à New York et au cours de laquelle les nouveaux objectifs mondiaux ont été adoptés. Après le message adressé par Sa Sainteté le pape François lors de l'Assemblée générale, les deux chanteuses ont offert un spectacle grandiose aux 100 chefs d'États et de gouvernements, messagers de la paix et autres dirigeants mondiaux réunis à cette occasion.

David Beckham a lui aussi assisté à l'Assemblée générale de 2015 aux côtés de Ban Ki-moon, le Secrétaire général des Nations Unies, d'Anthony Lake, le Directeur général de l'UNICEF, et de Noor Samee et Rodrigo Bustamante de la Voix des Jeunes, un site créé par l'UNICEF. Le public a découvert à cette occasion la plateforme numérique unique conçue spécialement pour UNICEF par Google, et qui permet de faire entendre la voix des jeunes du monde entier lors des événements organisés au siège des Nations Unies.

En décembre c'est Katie Perry, autre ambassadrice de bonne volonté, qui est apparue dans une vidéo de l'UNICEF produite pour la COP21, la conférence sur le changement climatique. Dans cette vidéo, Katie Perry a présenté un « bulletin météo » un peu particulier qui montre les répercussions du changement climatique sur les enfants, surtout les moins favorisés d'entre eux qui sont aussi les plus durement touchés par ce phénomène alors qu'ils n'en sont absolument pas responsables. Cette vidéo encourage à prendre des mesures d'urgence pour changer les prévisions concernant l'avenir de la planète.

Connaissances et innovation

En plus de faire croître l'engagement du public, l'UNICEF a conservé sa place en tant que principale source de connaissances sur les problématiques liées aux enfants. Cela a facilité les projets de recherche mondiaux et locaux dont les résultats ont été bénéfiques pour les enfants en 2015. Plus de 90 % des bureaux de pays de l'UNICEF ont ainsi favorisé

le partage des connaissances par le biais de discussions entre pairs, de visites d'experts, de conférences et de voyages d'études.

Ces travaux ont montré à quel point l'équité (entre autres) est essentielle pour atteindre les objectifs de développement durable, et ont mis en avant les effets du changement climatique et de la violence sur les enfants les plus vulnérables.

Autre élément clé pour obtenir de meilleurs résultats en faveur des enfants : l'UNICEF a décidé de donner la priorité à des approches innovantes pour améliorer la vie des jeunes et faire progresser la situation des plus isolés d'entre eux. Depuis le lancement du Centre d'innovation mondial de l'UNICEF en mai 2015, nous avons intensifié l'encadrement et l'assistance technique fournis pour faciliter le déploiement de nouvelles solutions face aux difficultés auxquelles sont confrontés des millions d'enfants de par le monde. L'objectif du centre est d'étendre la mise en place de ces solutions (dont beaucoup ont été proposées par nos partenaires) au-delà des frontières nationales et régionales. Le Fonds de l'UNICEF pour l'innovation, également lancé en mai, offre quant à lui des ressources permettant d'évaluer, de financer et de reproduire rapidement des solutions innovantes susceptibles de fonctionner à une échelle plus réduite.

Parmi ces innovations, citons U-Report, la plateforme de communication de l'UNICEF installée sur les téléphones portables des utilisateurs. Lancée en Ouganda en 2011, U-Report a atteint (et même dépassé) en 2015 la barre du million d'abonnés à travers le monde.

Au Liberia (où ce service gratuit a été mis en place rapidement pour répondre à l'épidémie de maladie à virus Ebola), on compte 63 000 U-reporters, dont plus de 61 000 ont été recrutés rien qu'en 2015. Le comité national de pilotage du projet U-Report a ainsi utilisé la plateforme pour poser aux adolescents et aux jeunes des questions portant sur l'éducation, la violence, le chômage, le VIH et le sida. Le comité s'appuie sur les informations collectées pour sensibiliser le public et promouvoir des politiques plus justes en faveur des jeunes et des enfants.

L'expérience U-Report menée au Liberia a servi d'étude de cas lors d'une consultation mondiale organisée en octobre, en amont du Sommet mondial sur l'action humanitaire de 2016. Les participants ont reconnu l'utilité de cet outil qui permet de communiquer en direct avec les populations affectées lors des situations d'urgence.

En novembre, l'UNICEF, le Ministère finlandais des affaires étrangères et le Comité national finlandais pour l'UNICEF ont organisé ensemble à Helsinki la première édition du Sommet mondial de l'innovation pour les enfants. L'objectif était d'explorer les nouveautés technologiques susceptibles d'avoir un impact majeur sur la jeunesse au cours des cinq prochaines années. Ce sommet a rassemblé environ 500 représentants du secteur privé, d'organisations gouvernementales et d'organisations de la société civile de plusieurs dizaines de pays.

Au Myanmar, nous avons lancé le Laboratoire d'innovation sociale grâce à un partenariat avec la Myanmar Computer Federation. Il s'agit d'un espace créatif dans lequel des jeunes, des universitaires, des spécialistes du monde des affaires et des décideurs politiques sont invités à se rassembler pour imaginer de nouvelles approches destinées à résoudre les problèmes qui affectent la vie des enfants.

La collaboration entre l'UNICEF et La Caixa Foundation pour combattre la pneumonie chez les enfants s'inscrit dans un autre partenariat pour l'innovation lancé en 2015. Cette fondation espagnole finance

"Plus de 90 % des bureaux de pays de l'UNICEF ont ainsi favorisé le partage des connaissances par le biais de discussions entre pairs, de visites d'experts, de conférences et de voyages d'études."

GROS PLAN SUR LES PARTENARIATS

États-Unis : financement indispensable du travail de fond, des missions d'urgence, etc.

Le gouvernement des États-Unis a été le principal donateur de l'UNICEF en 2015 avec une contribution s'élevant à 867 millions de dollars US, soit presque 200 millions de plus qu'en 2014. Cela inclut l'aide aux opérations de base effectuées dans le monde entier, plus une contribution de 509 millions de dollars US consacrée à l'aide humanitaire, soit une augmentation de 198 millions de dollars US par rapport à 2014. Ces fonds supplémentaires ont aidé l'UNICEF à répondre aux besoins croissants des enfants victimes de crises prolongées en Afrique, en Asie centrale et au Moyen-Orient. Au-delà de l'aspect financier, ce partenariat permet de promouvoir le dialogue et les échanges avec les organismes publics et les partenaires du secteur privé américains concernant les nouvelles façons de répondre aux besoins des enfants, que ce soit par le biais d'actions humanitaires ou d'une expertise en matière de développement.

GROS PLAN SUR LES PARTENARIATS

République de Corée : engagement en faveur de l'éducation, de la santé et de l'innovation

Le gouvernement de la République de Corée est un partenaire de plus en plus présent auprès de l'UNICEF. Il soutient en effet notre travail en faveur de l'éducation, de la santé maternelle et de l'enfant, et de l'innovation. Il a apporté en 2015 sa contribution la plus importante, plus de 44 millions de dollars US, soit une augmentation de 70 % par rapport à 2014. La République de Corée a prouvé son engagement en faveur de l'éducation en organisant le Forum mondial sur l'éducation, qui s'est tenu à Incheon en 2015 dans le but d'échanger sur les bonnes pratiques et les expériences permettant de faciliter l'accès à un enseignement de qualité pour chaque enfant. Dans le cadre de l'Initiative en faveur de l'innovation pour la santé maternelle et de l'enfant lancée par l'Agence de coopération internationale de la République de Corée, des fonds ont été réunis grâce au prélèvement d'une taxe sur les billets d'avion, qui devrait être affectée à l'élimination de la pauvreté dans le monde. Cet argent a servi à financer des programmes de l'UNICEF en Ouganda et en République unie de Tanzanie. La République de Corée est l'un des principaux parrains du Centre d'innovation mondial de l'UNICEF, qui a déjà identifié et généralisé des solutions innovantes en faveur des enfants dans plus de 50 pays à ce jour.

en effet un projet de deux ans ayant pour but de concevoir de nouveaux appareils permettant de repérer la présence d'un souffle court, l'un des symptômes de la pneumonie. Dans le cadre de ce projet, l'UNICEF va tester ces appareils sur le terrain dans différentes régions, afin d'en évaluer la précision, l'utilité, l'efficacité et la performance entre les mains du personnel soignant présent en première ligne.

Équipements et services de première nécessité

Les équipements fournis sont un élément clé pour comprendre quels sont les droits fondamentaux des enfants. Pour que les innovations et les autres solutions apportées soient utiles, il faut que les enfants et les familles puissent y avoir accès. C'est tout autant le cas pour les projets de développement que pour les urgences humanitaires, surtout dans les foyers les plus pauvres des pays à revenu faible ou intermédiaire.

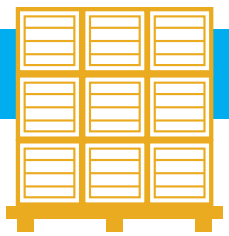
La valeur totale des équipements et services fournis par l'UNICEF au cours de l'année, notamment dans le cadre des activités menées au titre des programmes et des services d'achat pour les gouvernements et autres partenaires de développement, s'élève à plus de 3,4 milliards de dollars US . Nous avons constaté une augmentation des achats de vaccins et de matériel destiné à l'enseignement, ainsi qu'une hausse substantielle de la quantité d'équipements frigorifiques utilisés pour conserver les vaccins au frais lors des opérations de stockage et de transport.

Le maintien de l'aide fournie pour assurer l'accès aux produits de première nécessité constitue un défi au vu de l'augmentation de la demande et de l'évolution rapide du contexte mondial, où la majorité des populations pauvres vivent dans des pays émergents à revenu intermédiaire. Pour relever ce défi en 2015, l'UNICEF a réagi de manière efficace à l'évolution des flux de trésorerie provenant de l'aide publique au développement versée par les pays donateurs. Nous avons par ailleurs mis en place la possibilité, pour les pays, de bénéficier de prêts à conditions favorables accordés par des institutions spécialisées dans le financement du développement pour faciliter les achats d'équipement.

Fort de ses expériences précédentes, l'UNICEF s'est concentré sur l'amélioration du retour sur investissement. Nous avons apporté notre soutien et notre assistance technique aux gouvernements afin qu'ils puissent développer leur chaîne d'approvisionnement et leurs capacités d'achat, et s'acheminer vers une solidité financière. À titre d'exemple, les mécanismes de préfinancement aident les gouvernements à gérer les retards de paiement qui pourraient mener à une pénurie des ressources. Le recours ciblé à certaines clauses spécifiques ajoutées aux contrats permet par ailleurs de mettre à disposition plus rapidement le matériel requis, d'assurer l'approvisionnement des ressources au meilleur prix et de réaliser des économies importantes, aussi bien pour les pays que pour les donateurs.

3,4 milliards de dollars

valeur totale des équipements et services fournis par l'UNICEF pendant l'année



© UNICEF/UNI193958/Khuzaï

Il a ainsi été possible de faire des économies et de limiter les dépenses tout au long de l'année en faisant baisser les prix, notamment grâce aux clauses spécifiques apportées aux contrats et à la coopération stratégique avec les partenaires. Ces économies permettent ensuite de consacrer un budget supérieur à l'achat de quantités plus importantes de produits pour les enfants dans le besoin. Sur les 422,8 millions de dollars US économisés grâce aux baisses de prix obtenues en 2015, 346 millions étaient liés aux achats effectués par l'UNICEF pour des gouvernements et d'autres partenaires. Les économies les plus importantes ont été obtenues grâce à l'achat en gros de vaccins antirotavirus et antipoliomyélitiques, de vaccins pentavalents et de moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée.

En 2015, l'UNICEF a effectué plus de 87 % des achats en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies. Nos partenaires d'approvisionnement stratégique incluent notamment : la fondation Bill et Melinda Gates ; GAVI (Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination) ; le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ; UNITAID ; la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la Santé.

GROS PLAN SUR LES PARTENARIATS

Commission européenne : dialogue sur l'éducation et la santé

L'UNICEF et la Direction générale de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne (DG DEVCO) se sont associés pour organiser en octobre 2015 le premier Dialogue de partenaires pour l'éducation et la santé. Ce dialogue est le reflet du partenariat étendu entre l'Union européenne et l'UNICEF. Il vise à favoriser la continuité des échanges sur l'éducation, les politiques et les programmes de santé. Le Plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie 2015-2019 intègre par ailleurs des directives encadrant l'aide apportée au niveau mondial pour renforcer les mécanismes nationaux de protection de l'enfance.

CI-DESSUS, GAUCHE : Dans la province de Babylone, en Iraq, un garçon rapporte à sa famille un kit contenant des articles de première nécessité distribué dans le cadre du mécanisme d'intervention rapide.

4.
GESTION ET RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE

L’UNICEF s’engage à optimiser l’impact de chaque dollar dépensé pour améliorer la vie des enfants et faire valoir leurs droits.

Revenir à la table des matières

Les recettes de l'UNICEF, qui proviennent intégralement des contributions volontaires des secteurs public et privé, ont atteint 5 milliards de dollars en 2015. L'ampleur de ce soutien reflète la confiance que nos partenaires accordent à la gestion financière de notre organisation. Leur générosité et leur engagement témoignent également de leur confiance vis-à-vis de notre capacité à gérer efficacement la réponse apportée aux besoins divers des enfants et des jeunes du monde entier, surtout les plus défavorisés.

Les recettes de 2015 émanant de partenaires du secteur public (notamment les contributions de 136 gouvernements, d'organisations intergouvernementales et de dispositifs interorganisations) ont atteint un total de 3,46 milliards de dollars US, soit 6 % de moins qu'en 2014. Les contributions du secteur privé émanant des comités nationaux de l'UNICEF, de donateurs individuels, d'ONG et de fondations ont atteint environ 1,46 milliard de dollars US, soit 4 % de plus que l'année précédente.

D'un point de vue budgétaire, les recettes de l'UNICEF sont réparties entre les ressources ordinaires sans restriction et les autres ressources, qui sont réservées à des thèmes de programmation spécifiques.

En 2015, les ressources ordinaires ont accusé une baisse de 11 % avec un total de 1,17 milliard de dollars US, tandis que les autres ressources sont restées stables, à hauteur de 3,84 milliards de dollars US. Les ressources ordinaires représentent ainsi 23 % du total des recettes. À titre de comparaison, il y a 15 ans, les ressources ordinaires représentaient environ la moitié des recettes de l'UNICEF. Depuis, la part de ce type de financement très apprécié ne cesse de décliner.

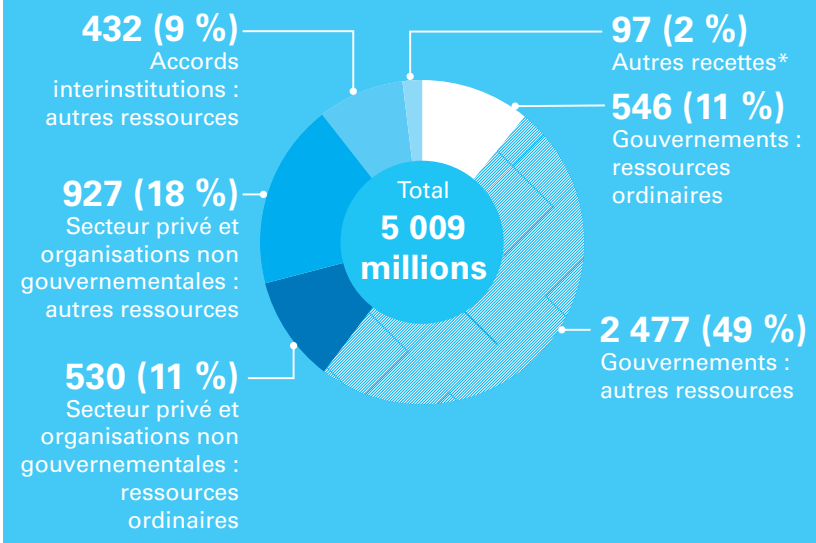
Les recettes perçues au titre de l'aide humanitaire se sont élevées à 1,78 milliard de dollars US en 2015, soit 13 % de plus qu'en 2014. Cette augmentation s'explique principalement par les contributions

GROS PLAN SUR LES PARTENARIATS

Un fonds pour mettre fin à la violence : un investissement catalytique pour la protection des enfants

L'UNICEF s'est engagé en 2015 à présider le Fonds pour mettre fin à la violence envers les enfants, établi notamment pour soutenir le Partenariat mondial pour mettre fin à la violence envers les enfants. Ce fonds n'a pas vocation à remplacer les mécanismes financiers déjà en place au niveau national ou international, ni à financer des programmes à grande échelle. Son objectif est de démontrer, grâce à un investissement « catalytique », que les programmes basés sur des faits permettent d'obtenir des résultats concrets, et qu'il est possible de concevoir des projets d'investissement pour des programmes nationaux dédiés à la protection des enfants.

Total des recettes de l'UNICEF par provenance et par type de financement, 2015
(en millions de dollars US)



* Les autres recettes comprennent les produits d'intérêt, les achats et autres sources.

versées pour nos interventions lors de la crise des réfugiés syriens et de l'épidémie de fièvre Ebola en Afrique de l'Ouest, mais aussi pour les opérations d'urgence en Iraq, au Népal, au Soudan du Sud, en République arabe syrienne et au Yémen.

L'ampleur et la complexité de ces crises à la fois massives et prolongées traduisent la nécessité de disposer d'une base de ressources variées et de mécanismes de financement souples. Le Groupe de haut niveau sur le financement de l'action humanitaire, créé en 2015 par le Secrétaire général des Nations Unies pour mieux comprendre les déficits de financement, a mis ce phénomène en évidence à l'échelle mondiale. Selon ses conclusions, la meilleure façon de gérer les besoins de plus en plus importants sur le plan humanitaire est de s'attaquer directement aux racines du problème, de privilégier l'aide au développement dans les situations fragiles et d'investir dans des programmes de préparation et de résistance aux catastrophes, surtout dans les pays et les communautés les plus vulnérables.

Ces conclusions plaident en faveur d'un renforcement des ressources ordinaires sans restriction, qui assurent la base du financement de nos opérations dans le monde entier. Comme ils ne sont pas affectés à des opérations spécifiques, ces fonds nous permettent d'intervenir rapidement et d'investir dans des solutions innovantes. Ils viennent appuyer le travail fourni pour permettre à chacun de bénéficier des mêmes opportunités et assurer le bon développement des enfants dans les pays où la population est très jeune et le niveau de pauvreté et de mortalité infantile très élevé. Ils contribuent aussi à faire tomber la barrière qui sépare souvent les fonds alloués aux actions humanitaires et ceux qui sont affectés aux programmes de développement.

Ce sont, par exemple, les ressources ordinaires qui financent le Fonds de programmation pour les secours d'urgence, un fonds renouvelable qui permet aux bureaux de l'UNICEF d'obtenir du matériel de première nécessité et de déployer des équipes sur le terrain en fonction des besoins avant même le lancement des appels humanitaires. Ce fonds a ainsi joué un rôle clé dans le maintien de la filière d'approvisionnement des programmes de nutrition lors de la sécheresse qui a touché le Sahel malgré les déficits financiers de 2015. Nous avons ainsi pu poursuivre sans interruption la prise en charge de plus de 84 000 enfants souffrant de malnutrition sévère.

Efficience, efficacité, transparence

Quelle que soit la provenance ou la nature des recettes perçues, l'UNICEF s'engage à optimiser l'impact de chaque dollar dépensé pour améliorer la vie des enfants et faire valoir leurs droits.

Nous avons, par exemple, mis en place un Groupe des résultats sur le terrain pour renforcer les mécanismes organisationnels et favoriser une gestion axée sur les résultats. L'ouverture d'un Centre mondial de services partagés à Budapest constitue une autre réussite majeure de 2015. Ce centre inauguré en septembre associe plusieurs fonctions (gestion des finances mondiales, ressources humaines, services administratifs et technologies de l'information), ce qui nous permet de faire des économies et d'améliorer l'efficacité des opérations.

La gestion efficace des marchés et des contrats (notamment pour l'achat de vaccins essentiels à la survie) a par ailleurs permis d'économiser près de 423 millions de dollars US rien qu'en 2015, et plus d'un milliard de dollars US entre 2012 et 2015.

Nous avons aussi réalisé des progrès notables en matière de promotion de la transparence et de la responsabilité. L'UNICEF arrive en outre troisième dans le classement de l'indice de l'Initiative sur la transparence de l'aide internationale, qui évalue 46 grandes organisations mondiales. Cet indice cite l'UNICEF comme l'organisation ayant fait le plus de progrès à cet égard depuis 2013.

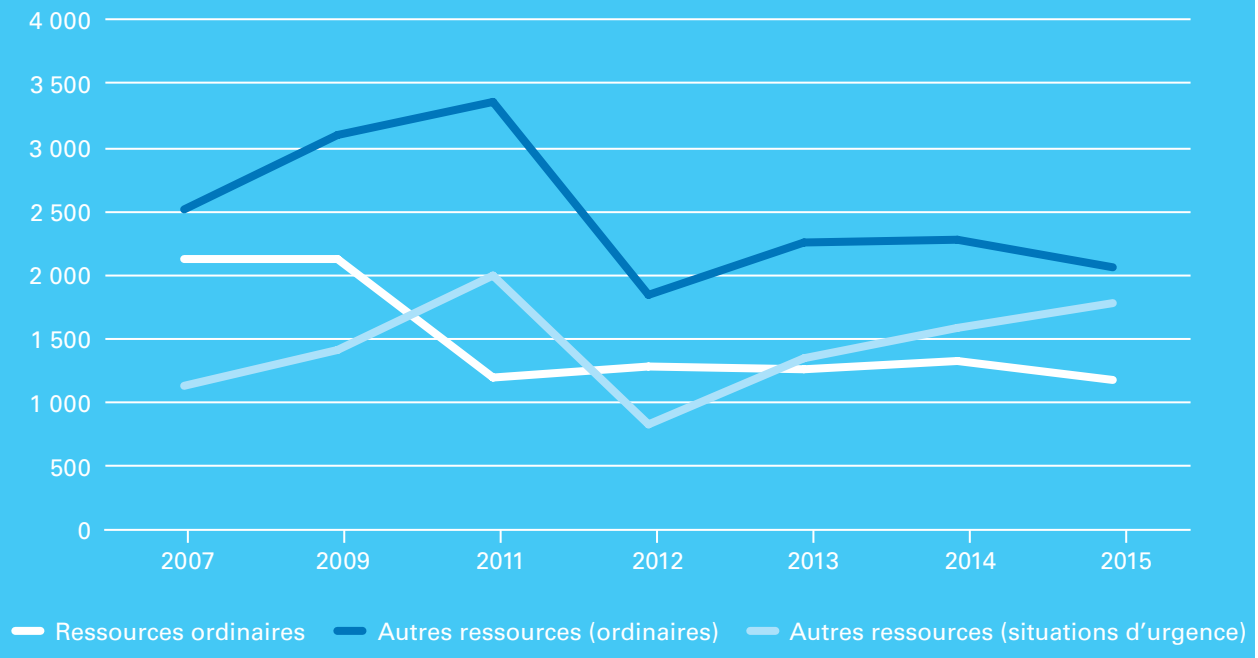
L'UNICEF adresse ses remerciements les plus sincères et les plus chaleureux à tous les partenaires qui ont soutenu son travail en 2015. Ce sont vos contributions qui ont permis, souvent contre toute attente, de réaliser les progrès présentés dans ce rapport en faveur des enfants les plus pauvres et les plus défavorisés. Nous avons avancé ensemble vers notre objectif commun : donner une chance équitable à tous les enfants.

GROS PLAN SUR LES PARTENARIATS

Luxembourg : une aide exceptionnelle pour les enfants du monde entier

En 2015, le Luxembourg s'est hissé à la troisième place du classement avec une contribution à l'UNICEF de 12,40 dollars US par habitant. Outre le soutien qu'il apporte aux programmes de base de l'UNICEF, le gouvernement luxembourgeois verse aussi plusieurs fois par an des contributions thématiques en faveur de projets liés à la santé, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH), à la nutrition et à l'éducation. Le Luxembourg a également soutenu les opérations humanitaires menées par l'UNICEF au Soudan du Sud et en Guinée par le biais de <emergency.lu>, une plateforme numérique pouvant être déployée dès les premières heures de la crise pour pallier aux problèmes de communication. Ce petit pays a également joué un rôle très important au sein des Nations Unies en organisant avec la Bulgarie et le Panama (qui font partie du Groupe des amis de l'enfant et des objectifs de développement durable) une coalition informelle de plaidoyer englobant 47 États membres.

Recettes de l'UNICEF, 2006–2015*
(en millions de dollars US)



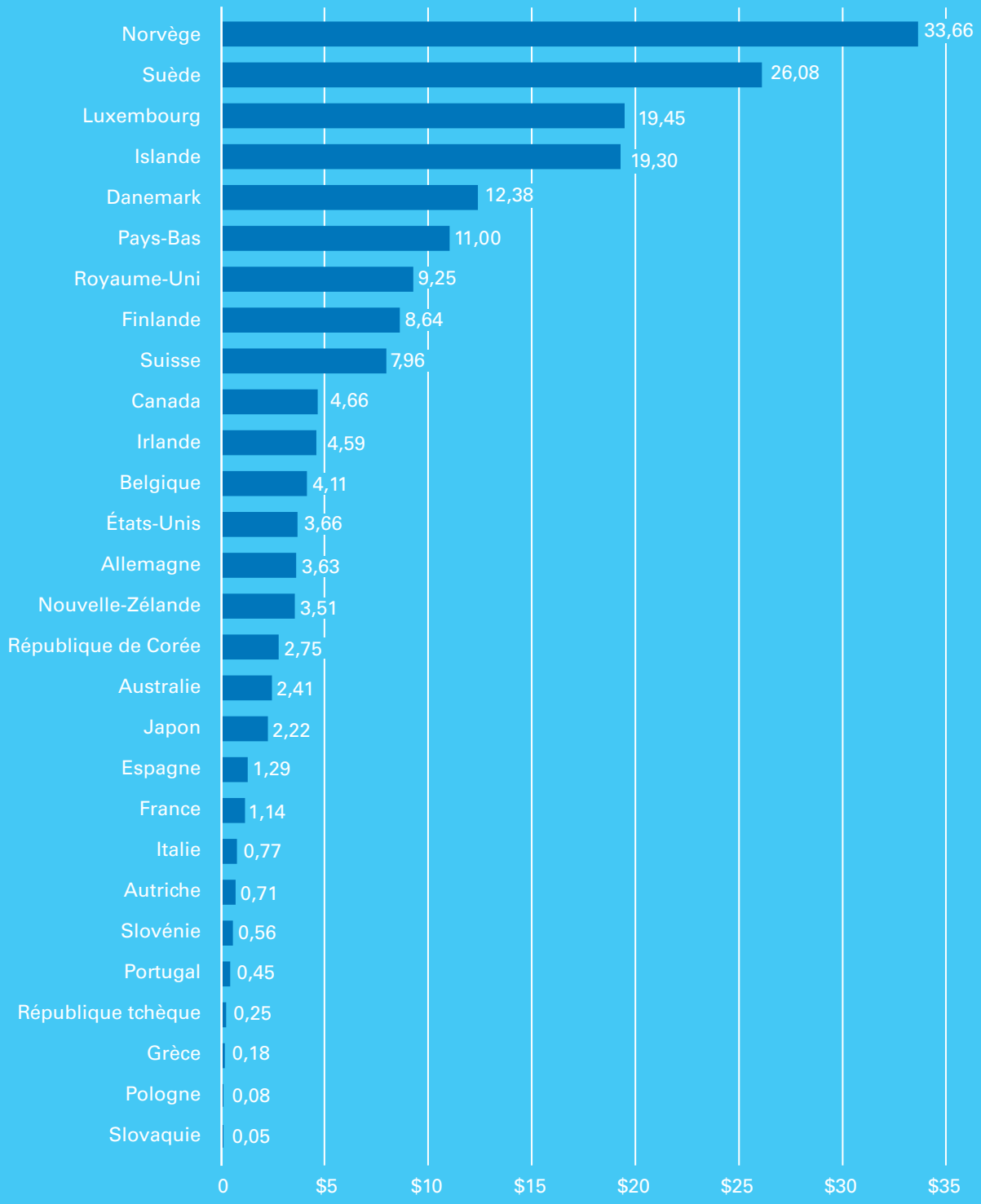
* Avant l'adoption en 2012 des normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS), l'UNICEF publait ses états financiers tous les deux ans

Les 20 principaux fournisseurs de ressources partenaires de l'UNICEF, gouvernementaux et intergouvernementaux, 2015
(en milliers de dollars US)

PAYS	RESSOURCES ORDINAIRES	AUTRES RESSOURCES		TOTAL
		Ordinaires	Situations d'urgence	
États-Unis	132 000	226 901	508 831	867 732
Royaume-Uni	60 355	281 464	170 340	512 158
Commission européenne	-	112 306	171 078	283 384
Allemagne	9 537	14 568	197 957	222 062
Suède	62 396	89 220	22 255	173 871
Norvège	57 870	84 673	18 006	160 550
Japon	18 231	18 744	123 554	160 529
Canada	12 970	69 650	71 923	154 543
Pays-Bas	21 324	57 102	52 993	131 419
Danemark	31 878	5 375	9 274	46 527
Australie	14 706	27 816	2 971	45 492
Koweït	200	-	45 000	45 200
République de Corée	3 900	32 777	7 650	44 327
Suisse	28 589	10 004	4 564	43 158
Finlande	22 099	3 143	7 610	32 853
Belgique	19 355	551	10 658	30 564
Arabie saoudite	1 144	2 372	17 301	20 818
France	3 870	8 580	7 954	20 403
Italie	3 486	5 067	8 788	17 341
Irlande	7 965	4 380	4 085	16 429

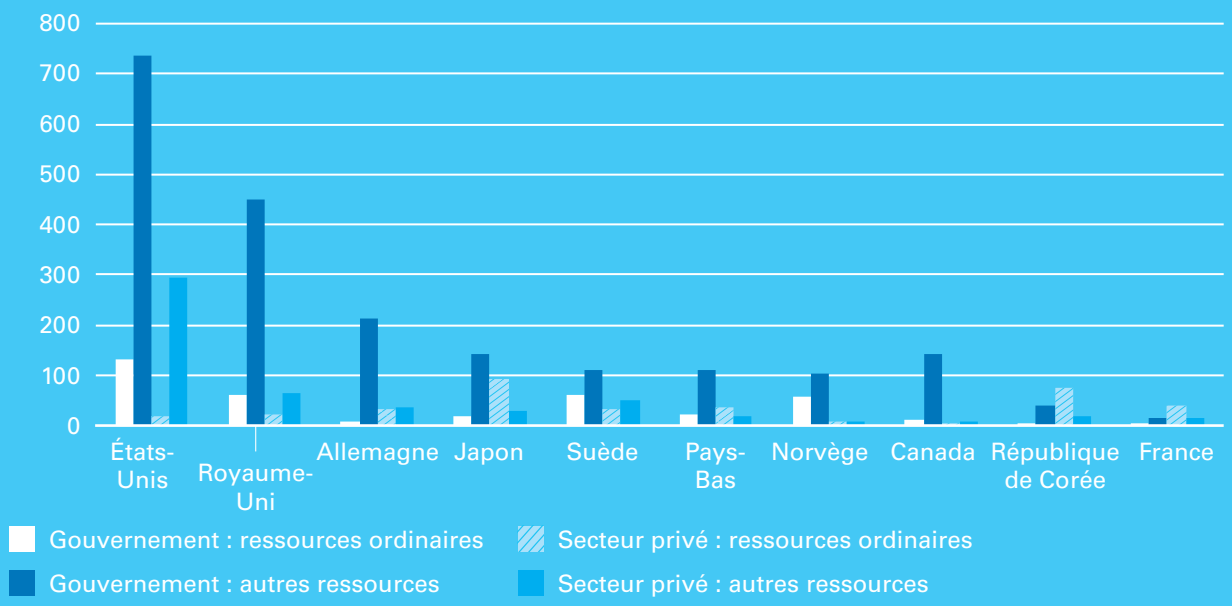
Note : les totaux ont été arrondis.

Contributions à l'action de l'UNICEF par habitant en 2015*
Pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE)
(en dollars US)



* Comprend les contributions des gouvernements et des comités nationaux de l'UNICEF.

Les 10 principaux pays par donateur et type de financement en 2015*
(en millions de dollars US)



* Comprend les contributions des gouvernements et des comités nationaux pour l'UNICEF ; ne comprend ni les contributions des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ni celles versées au titre d'accords interinstitutions et de fonds communs.

Contributions thématiques, 2014–2015
(en millions de dollars US)

DOMAINES DE RÉSULTATS	2014	2015
Santé	18	15
VIH/sida et enfance	12	7
Eau, assainissement et hygiène	20	49
Nutrition	5	10
Éducation	116	83
Protection de l'enfance	22	18
Inclusion sociale	9	4
Égalité des sexes	-	-
Actions humanitaires	139	204
Total	**341**	**390**

Note : les totaux ont été arrondis.

Les 20 principaux comités nationaux donateurs, 2015
(en milliers de dollars US)

PAYS	RESSOURCES ORDINAIRES	AUTRES RESSOURCES		TOTAL*
		Ordinaires	Situations d'urgence	
États-Unis	17 421	262 454	30 714	310 588
Japon	92 769	8 380	19 312	120 461
République de Corée	76 252	11 219	6 461	93 932
Royaume-Uni	21 415	32 662	32 557	86 635
Suède	31 439	41 196	9 091	81 727
Allemagne	33 625	18 836	18 478	70 939
Espagne	35 306	9 338	10 431	55 075
Pays-Bas	34 839	10 887	8 699	54 425
France	39 141	8 436	5 418	52 995
Italie	18 333	3 405	6 999	28 738
Danemark	10 363	6 664	6 999	24 026
Suisse	6 712	11 433	4 763	22 908
Hong Kong, Chine	11 115	4 876	4 196	20 186
Belgique	11 369	2 017	2 480	15 865
Finlande	10 725	2 358	1 562	14 646
Norvège	8 083	1 947	4 477	14 508
Canada	3 353	3 909	5 582	12 844
Australie	4 866	2 779	4 687	12 331
Nouvelle-Zélande	1 557	946	3 962	6 465
Irlande	2 567	1 717	877	5 161

Note : les totaux ont été arrondis.

Fondations privées et principaux donateurs
Contributions de 100 000 dollars ou plus aux programmes de l'UNICEF en 2015

A.P. Møller og Hustru Christine Mc-Kinney Møllers Fond
ABBA The Museum/ABBA
AJA Charitable Fund
The Ajram Family Foundation
Al Khayyat Foundation
Moll Anderson
Band Aid Trust
M. et Mme Paula H. Barbour
Eric et Kirsty Bendahan
Big Lottery Fund
The Bill & Melinda Gates Foundation
M. et Mme Robert J. Brinker
Giuseppe Boccalatte
Susan et Dan Boggio
M. et Mme Marc Bolland
Dr. et Mme Peter Bolland
Daniel J. Brutto
Cathal Ryan Trust
The Charles Engelhard Foundation
Child & Tree Fund
Children's Investment Fund Foundation
Comic Relief
Conrad N. Hilton Foundation
The Danson Foundation
M. et Mme William Dietz, Jr.
M. et Mme Steve Eaton
Educate a Child (EAC), un programme de la Education Above All Foundation
M. et Mme Carol Edwards
Elbert H., Evelyn J., and Karen H. Waldron Charitable Foundation
Eleanor Crook Foundation
The ELEVA Foundation
ELMA Philanthropies
Elton John AIDS Foundation
Emirates Red Crescent
Eva Ahlström Foundation
Lord et Lady Farmer
Fatima Fund
FIA Foundation
Fondation Espoir
Fundación Carlos Slim
Fundación Leo Messi
G. Barrie Landry et la Landry Family Foundation
George Lucas Family Foundation
GHR Foundation
GlobalGiving
Dr. et Mme Karl A. Gschneidner
M. H. Stephen Harris, Jr. et Mme Shigeko Ikeda
Helaina Foundation
M. Vince Hemmer
Hempel Foundation
The Herbert Simon Family Foundation
M. John A. Herrmann
The Hoglund Foundation
Houssian Family Foundation
IKEA Foundation
Impetus Foundation
Isdell Family Foundation
Japan Committee Vaccines for the World's Children
Joe Jarvis
Kiwanis International Foundation/ Kiwanis International
Peter et Deborah Lamm
LDS Charities
Mme Téa Leoni
Penny et Paul Loyd
Ivy Luk
Malala Fund
Bob et Tamar Manoukian
Charles, Jamie, et Lucy Meyer
Midler Family Foundation
Frantz Hoffmanns Mindelegat
Aditya et Megha Mittal
Gareth et Jo Morgan
M. Joseph T. Moynahan
National Philanthropic Trust
Nenäpäivä-säätiö
New Era Educational and Charitable Foundation
Novak Djokovic Foundation
Oak Foundation
Christine M.J. Oliver
Open Society Foundations
Operakällaren Foundation
M. Omar Qaiser et Mme Asyah Khan
Relief for Distressed Children and Young People
Mme Carrie D. Rhodes
Mme Sally Roberts et M. John Roberts
Rockefeller Foundation
M. et Mme Richard Rogers
Michael Rosenberg
Rotary Foundation of Rotary International
Serena Simmons Connelly
Barbara et Edward Shapiro
Gowri et Alex Sharma
M. et Mme Cyrus W. Spurlino
Stammbach Foundation
Supin Moleenon Rojanapruek
M. Jeff E. Tarumianz
Ting Tsung and Wei Fong Chao Foundation
M. George Tometti
Unite 4 : Good
Fondation des Nations Unies
M. Jeffrey Urbina et Mme Gaye Hill
Varkey Foundation
Jina et Bruce Veaco
M. Robert J. Weltman
Brad et Katherine Wickens
William and Flora Hewlett Foundation
The Wilson Family Foundation
Peter et Jan Winslow
Worldwide Charity for Children

Alliances avec le monde des affaires

Contributions de 100 000 dollars ou plus aux programmes de l'UNICEF en 2015

ALLIANCES INTERNATIONALES

Amadeus (Iberia LAE S.A. [Espagne], Finnair [Finlande], Norwegian Air Shuttle [Norvège])
Belarto
Bestseller
Bulls Presstjänst AB
Change for Good® (Aer Lingus [Irlande], All Nippon Airways [Japon], American Airlines [États-Unis], Asiana Airlines [République de Corée], Cathay Pacific [Hong Kong, Chine], easyJet [Royaume-Uni], Japan Airlines [Japon], Hainan Airlines [Chine], Qantas Airways Ltd. [Australie])
Claire's Europe
Cubus AS
DLA Piper
Groupe Editor
European Club Association (ECA)
Environmental Mobile Control Ltd. (EMC)
Forletter
Futbol Club Barcelona
Gucci
H & M Hennes & Mauritz AB
H&M Foundation
Hallmark
Humble Bundle
ING
Kantar Group
Kimberly-Clark Foundation
The LEGO Foundation
LEGO Group
LINE Plus Cooperation
M·A·C AIDS Fund
Marks & Spencer plc
Meliá Hotels International
MSC Cruises S.A.
Nordic Choice Hotels AS
Philips Foundation
Pictura
Privalia Venta Directa S.A.
Procter & Gamble (Pampers, Wella)
Star Wars : *Force for Change*
Starwood Hotels & Resorts (Check Out for Children®, Road to Awareness®, Make a Green Choice®)
Telenor Group
The UPS Foundation
The Walt Disney Company
Unilever (The Unilever Foundation, Domestos et Dirt is Good)
UNIQLO
Vertbaudet
Western Union Foundation

ALLIANCES NATIONALES

Afrique du Sud
Santam

Comité allemand pour l'UNICEF
BASF Stiftung
DEKRA SE
Deutsche Telekom AG
HUGO BOSS AG
PAYBACK GmbH
United Internet for UNICEF Foundation
WMF Group

Argentine
ACE Seguros
Banelco
Carrefour
OCA
Procter & Gamble Argentina
Unilever Argentina (Ala)

Comité australien pour l'UNICEF
Commonwealth Bank of Australia
MMG Ltd.
International Cricket Council

Comité belge pour l'UNICEF
Buy Aid
IZA
Umicore

Brésil
Ache Lab Farmaceuticos S.A.
Celpa
Fundação Itaú
Fundação Telefônica
Google Brasil
ICSS – International Center for Sports Security
Petrobras
TIM
Unilever Brazil

Bulgarie
Happy Bar & Grill
Piraeus Bank Bulgaria AD
Postbank

Comité canadien pour l'UNICEF
JoMedia
Newalta Corporation
Pier 1 Imports
Teck Resources Ltd.

Chili
BHP Billiton

Chine
Chongqing Haier Home Appliances
China Hewlett-Packard Co., Ltd.
HNA Group Co., Ltd.
Porsche (China) Motors Ltd.

Colombie
Grupo Familia
Supermercados Olímpica

Comité coréen pour l'UNICEF
Able C&C Co., Ltd.
Daehong Communications
Daehan Metal
E&B
Eider
Hansae
Shinsegae International
SPC Group
YG Entertainment

Comité danois pour l'UNICEF
Maersk Drilling

Comité espagnol pour l'UNICEF
Abanca
Banco Santander
BBVA
El Cortes Inglés
Eroski
Fundación Aquae
Fundación Bancaria La Caixa
Fundación Iberostar
Fundación Probitas
Industrie Cartarie Tronchetti Iberica, SLU
Orange Espagne S.A.U.
Équateur
Diners Club International

Fonds des États-Unis pour l'UNICEF
Al-Monitor
Alexander McQueen
Apple Matching Gifts Program
Applied Medical
Autonomy Capital
Barneys Inc.
Baxter International Foundation
Becton Dickinson Pharmaceutical Systems
Exxon Mobil Corporation
GE Foundation
Georgia-Pacific
Google Inc.
GP Cellulose
HSN, Inc.
Jamberry
Johnson & Johnson, Inc.
JP Morgan Chase Bank
Intel
L'Oréal USA – Giorgio Armani Fragrances
Mariner Investment Group, LLC
Medtronic Foundation
Microsoft Corporation Giving Campaign
NCR Foundation
PayPal Giving Fund
Pfizer Inc.
Prestige Fragrances Inc
Prudential Foundation
S'well
Target Corporation
Wells Fargo

France
Clairefontaine
Domoti Temps L
Fondation Chanel
Gémo
Kindia
La Banque Postale
L'Oréal
Volvic

Comité national hellénique pour l'UNICEF
Diners Club of Greece S.A
Olympiacos F.C.

Comité de Hong Kong pour l'UNICEF
Crystal Group
Chow Tai Fook Jewellery Company Ltd.
Chow Tai Fook Charity Foundation Ltd.
K. Wah Group
New Land Development Ltd.

Inde
Exide Industries Ltd.
IDBI Bank Ltd.

Indonésie
PT Sumber Alfaria Trijaya Tbk (Alfamart)
PT Terrific International
UNILEVER Indonesia Foundation

UNICEF Irlande
Fyffes

Comité italien pour l'UNICEF
Agos
Energizer
General Assurances
UBI Banca

Comité japonais pour l'UNICEF
AEON 1% Club Foundation
Consumers' Co-Operative Kobe
Consumers' Co-Operative Mirai
Consumers' Co-Operative Sapporo
Co-op Net Business Association
Fuji Television Network, Inc. (FNS Charity Campaign)
Gulliver International Co., Ltd.
Hiroshima Consumers' Co-Operative Society
Honda Motor Co., Ltd.
ITOHAM FOODS Inc.
Japanese Consumers' Co-operative Union
Kao Corporation
Miyagi Consumers' Co-Operative Society
Oriental Land Co., Ltd.
Osaka Izumi Co-Operative Society
Osaka Pal Co-op
Palsystem Kanagawa Consumers' Co-operative
SARAYA Co.,Ltd.
Sugarlady Inc.
Sumitomo Mitsui Banking Corporation
Sumitomo Mitsui Card Company, Ltd.
The Bank of Tokyo-Mitsubishi UFJ, Ltd.
U-COOP Consumer Co-Operative Society
Volvic

Mexique
Grupo Financiero Santander México, S.A.B. de C.V.
Laboratorios Liomont
Kimberly-Clark

Comité norvégien pour l'UNICEF
IKEA (Norvège)
KIWI Norge AS
Norwegian Air Shuttle ASA
Statoil
Varner

Comité néerlandais pour l'UNICEF
Den Haag
Djoser
KLM
Mercis
Schiphol Group
World of Delights Holding

Philippines
Johnson & Johnson

Roumanie
Kaufland
Romgaz

Comité du Royaume-Uni pour l'UNICEF
ARM Holdings
BT Group plc
Burberry
Clarks
EE Ltd.
England Footballers Foundation
Ethical Tea Partnership
ITP Trust
Kingfisher
London Stock Exchange
Manchester United FC
Twinings
Rangers FC

Comité suédois pour l'UNICEF
Brynäs Hockey
Gina Tricot
IKEA
Foretag for Malawi

Comité suisse pour l'UNICEF
Cartier Charitable Foundation
Roche Employee Action and Charity Trust
Julius Bär Foundation
Kiwanis District Switzerland-Liechtenstein

Thaïlande
Sansiri Public Company Ltd.

Comité national turc pour l'UNICEF
Elca Kozmetik Ltd. Şti
Carrefour SA

Venezuela
Bancamiga

Total des recettes de l'UNICEF par source de financement en 2015
(en dollars des États-Unis)

VUE D'ENSEMBLE

	Ressources ordinaires				Autres ressources				
	Secteur public		Secteur privé		Secteur public		Secteur privé		
	Gouvernements	Accords interinstitutions	Comités nationaux	Autres contributions	Gouvernements	Accords interinstitutions	Comités nationaux	Autres contributions	Total
Donateurs	545 989 290	–	499 307 753	30 135 179	2 193 924 018	–	648 765 827	164 924 893	4 083 046 961
Organisations intergouvernementales	–	–	–	–	282 979 487	–	–	–	282 979 487
Organisations non gouvernementales	–	–	–	814 996	–	–	–	112 949 018	113 764 013
Accords interinstitutions	–	5 851	–	–	–	432 356 724	–	–	432 362 575
Autres recettes (ressources ordinaires)*	–	–	–	–	–	–	–	–	97 404 434
Total	**545 989 290**	**5 851**	**499 307 753**	**30 950 175**	**2 476 903 506**	**432 356 724**	**648 765 827**	**277 873 911**	**5 009 557 471**

* Les autres recettes comprennent les produits d'intérêt, les services d'achat et autres recettes.

1. DONATEURS
(Secteur public : gouvernements)

	Ressources ordinaires			Autres ressources			
	Secteur public	Secteur privé		Secteur public	Secteur privé		
Donateurs	Gouvernements	Comités nationaux	Autres contributions	Gouvernements	Comités nationaux	Autres contributions	Total
Afghanistan	68 853	–	–	–	–	–	68 853
Afrique du Sud	210 697	–	801	43 403	–	1 234 106	1 489 006
Allemagne	9 537 409	33 625 080	–	212 524 647	37 314 012	–	293 001 148
Ancienne République yougoslave de Macédoine	–	–	–	–	–	10 372	10 372
Andorre	28 002	–	–	84 896	320 579	–	433 476
Angola	1 660 000	–	–	–	–	–	1 660 000
Arabie saoudite	1 144 200	–	45	19 673 362	–	76 100	20 893 707
Argentine	180 000	–	6 933 961	–	–	21 482 366	28 596 326
Arménie	116 590	–	–	–	–	102 694	219 284
Australie	14 705 882	4 865 867	–	30 786 452	7 465 360	–	57 823 561
Autriche	1 111 111	2 329 670	–	1 472 635	1 095 345	–	6 008 761
Azerbaïdjan	19 833	–	–	80 025	–	–	99 858
Bahreïn	–	–	–	–	–	13 300	13 300
Bangladesh	34 500	–	–	–	–	–	34 500
Barbade	185 000	–	–	–	–	–	185 000
Belgique	19 355 309	11 368 785	–	11 208 992	4 496 664	–	46 429 750
Belize	–	–	–	112 635	–	–	112 635
Bénin	24 124	–	–	–	–	–	24 124
Bhoutan	28 553	–	–	–	–	–	28 553
Bolivie (État plurinational de)	40 000	–	–	225 000	–	69 193	334 193
Brésil	1 618 600	–	1 031 536	–	–	11 001 189	13 651 325
Bulgarie	75 500	–	82 165	40 000	–	1 215 127	1 412 792

Total des recettes de l'UNICEF par source de financement en 2015 – *suite*

	Ressources ordinaires			Autres ressources			
	Secteur public	Secteur privé		Secteur public	Secteur privé		
Donateurs	Gouvernements	Comités nationaux	Autres contributions	Gouvernements	Comités nationaux	Autres contributions	Total
Burundi	–	–	–	627 330	–	–	627 330
Cambodge	–	–	–	122 681	–	–	122 681
Cameroun	92 900	–	5 184	–	–	–	98 084
Canada	12 970 376	3 352 529	–	141 572 710	9 491 052	–	167 386 668
Cap-Vert	350 000	–	–	–	–	–	350 000
Chili	77 000	–	446 927	-6 372	–	2 492 505	3 010 060
Chine	1 629 038	–	319 712	–	–	10 205 492	12 154 242
Chypre	–	–	66 026	–	–	–	66 026
Colombie	–	–	501 000	–	–	3 356 071	3 857 071
Comores	70 000	–	18	901 771	–	–	971 789
Congo	748 450	–	–	2 249 858	–	–	2 998 308
Costa Rica	9 897	–	49	–	–	8 984	18 930
Côte d'Ivoire	12 600	–	–	7 331 170	–	–	7 343 770
Croatie	52 387	–	293 698	–	–	2 745 529	3 091 613
Cuba	10 000	–	–	–	–	–	10 000
Danemark	31 877 930	10 363 416	–	14 648 999	13 662 525	–	70 552 870
Égypte	–	–	–	168 318	–	172 509	340 827
Émirats arabes unis	100 000	–	19 565	3 015 183	–	5 449 100	8 583 848
Équateur	–	–	285 052	–	–	2 824 461	3 109 513
Espagne	–	35 306 026	–	4 589 497	19 768 862	–	59 664 384
Estonie	345 530	16 325	–	409 955	–	–	771 810
États-Unis	132 000 000	17 421 341	–	735 731 601	293 167 422	–	1 178 320 364
Éthiopie	315 846	–	–	136 275	–	–	452 121
Fédération de Russie	1 000 000	–	–	3 800 000	–	28 784	4 828 784
Finlande	22 099 448	10 724 884	–	10 753 183	3 920 649	–	47 498 164
France	3 869 625	39 141 171	–	16 533 806	13 853 868	–	73 398 469
Gambie	–	–	–	521 500	–	–	521 500
Géorgie	158 500	–	–	–	–	–	158 500
Ghana	148 512	–	–	–	–	–	148 512
Grèce	–	1 381 901	–	–	580 624	–	1 962 525
Guinée	350 000	–	–	15 564 608	–	–	15 914 608
Guinée équatoriale	102 672	–	–	2 337 422	–	–	2 440 094
Guinée-Bissau	621 000	–	–	297 605	–	–	918 605
Hong Kong, Chine	–	11 114 615	–	–	9 071 293	–	20 185 908
Hongrie	965 043	164 643	–	150 000	215 196	–	1 494 882
Inde	979 105	–	56 227	189 570	–	10 818 814	12 043 716
Indonésie	285 033	–	630 247	–	–	5 289 264	6 204 544
Iran (République islamique d')	52 371	–	601	–	–	–	52 972
Iraq	48 785	–	–	–	–	–	48 785
Irlande	7 964 602	2 567 045	–	8 464 847	2 593 839	–	21 590 333
Islande	738 332	2 902 373	–	1 747 337	401 082	–	5 789 124
Israël	100 000	–	–	–	227 636	20 000	347 636
Italie	3 485 839	18 333 077	–	13 855 468	10 404 611	–	46 078 995
Japon	18 231 209	92 768 993	–	142 298 275	27 692 069	–	280 990 547
Jordanie	2 000 000	–	–	–	–	157 171	2 157 171
Kazakhstan	226 970	–	–	–	–	–	226 970
Kenya	150 192	–	–	95 805	–	182 018	428 014
Kirghizstan	50 000	–	–	–	–	–	50 000
Koweït	200 000	–	–	45 000 000	–	32 705	45 232 705

Total des recettes de l'UNICEF par source de financement en 2015 – *suite*

	Ressources ordinaires			Autres ressources			
	Secteur public	Secteur privé		Secteur public	Secteur privé		
Donateurs	Gouvernements	Comités nationaux	Autres contributions	Gouvernements	Comités nationaux	Autres contributions	Total
Lesotho	120 000	–	–	–	–	–	120 000
Lettonie	–	–	–	21 786	–	–	21 786
Liberia	104 598	–	–	17 459 917	–	–	17 564 515
Liechtenstein	24 900	–	–	–	–	–	24 900
Lituanie	–	1 318	–	96 787	62 210	–	160 315
Luxembourg	3 036 287	1 523 057	–	4 389 173	2 722 625	–	11 671 142
Madagascar	–	–	–	1 000 000	–	44 563	1 044 563
Malaisie	362 735	–	7 212 847	100 000	–	4 770 126	12 445 709
Malawi	–	–	–	–	–	64 706	64 706
Mali	108 500	–	–	–	–	231 313	339 813
Malte	–	–	–	38 571	–	–	38 571
Maroc	99 883	–	–	–	–	–	99 883
Mauritanie	20 610	–	–	–	–	–	20 610
Mexique	214 000	–	387 294	104 562	–	45 076 925	45 782 781
Monaco	12 155	–	–	70 326	–	–	82 481
Mongolie	105 391	–	–	–	–	–	105 391
Monténégro	18 912	–	–	–	–	–	18 912
Mozambique	17 979	–	–	–	–	–	17 979
Myanmar	–	–	–	–	–	44 745	44 745
Namibie	120 000	–	–	–	–	–	120 000
Népal	–	–	–	7 200 000	–	610	7 200 610
Nicaragua	42 500	–	–	–	–	–	42 500
Nigeria	1 660 764	–	–	32 354 716	–	151 582	34 167 063
Norvège	57 870 370	8 083 351	–	102 679 768	6 424 197	–	175 057 686
Nouvelle-Zélande	4 363 636	1 557 041	–	4 968 019	4 908 183	–	15 796 880
Oman	–	–	–	1 174 871	–	1 316	1 176 187
Ouganda	469 000	–	–	–	–	72 009	541 009
Ouzbékistan	310 000	–	–	–	–	–	310 000
Pakistan	56 335	–	–	98 262	–	12 795	167 391
Panama	741 750	–	–	300 000	–	–	1 041 750
Paraguay	–	–	–	270 000	–	674 862	944 862
Pays-Bas	21 324 355	34 838 564	–	110 095 129	19 586 433	–	185 844 481
Pérou	–	–	14 910	–	–	685 518	700 428
Philippines	53 832	–	779 182	–	–	4 534 951	5 367 965
Pologne	–	1 355 362	–	–	1 765 998	–	3 121 360
Portugal	20 000	2 468 037	–	–	2 157 806	–	4 645 843
Qatar	–	–	–	500 000	–	15 700 653	16 200 653
République centrafricaine	110 050	–	–	–	–	–	110 050
République de Corée	3 900 000	76 252 905	–	40 427 186	17 680 185	–	138 260 275
République de Moldavie	60 000	–	–	–	–	215 000	275 000
République démocratique du Congo	320 642	–	–	15 183 667	–	–	15 504 309
République dominicaine	88 000	–	573	–	–	159 456	248 029
République populaire démocratique de Corée	785 000	–	–	–	–	–	785 000
République tchèque	–	1 392 574	–	205 052	1 006 907	–	2 604 533

Total des recettes de l'UNICEF par source de financement en 2015 – *suite*

	Ressources ordinaires			Autres ressources			
	Secteur public	**Secteur privé**		**Secteur public**	**Secteur privé**		
Donateurs	Gouvernements	Comités nationaux	Autres contributions	Gouvernements	Comités nationaux	Autres contributions	Total
République unie de Tanzanie	22 000	–	312	–	–	75 000	97 312
Roumanie	50 000	–	1 610	50 000	–	1 137 630	1 239 241
Royaume-Uni	60 355 030	21 415 136	–	451 803 365	65 219 449	–	598 792 980
Sao Tomé-et-Principe	19 500	–	–	–	–	–	19 500
Sénégal	285 954	–	–	–	–	–	285 954
Serbie	51 000	–	27 222	–	–	592 533	670 755
Sierra Leone	384 000	–	–	7 624 374	–	–	8 008 374
Singapour	50 000	–	–	–	–	5 212	55 212
Slovaquie	–	90 366	–	–	191 168	–	281 534
Slovénie	–	689 224	–	88 136	396 160	–	1 173 520
Somalie	733 000	–	–	–	–	–	733 000
Soudan	131 400	–	–	–	–	2 987	134 387
Soudan du Sud	189 348	–	–	–	–	–	189 348
Sri Lanka	15 500	–	–	–	–	–	15 500
Suède	62 396 006	31 439 249	–	111 474 665	50 287 672	–	255 597 593
Suisse	28 589 365	6 712 344	–	14 568 226	16 196 198	–	66 066 134
Tadjikistan	32 400	–	–	108 245	–	–	140 645
Thaïlande	564 083	–	9 357 804	1 000 000	–	7 695 911	18 617 798
Timor-Oriental	100 000	–	–	31 500	–	–	131 500
Togo	26 000	–	–	–	–	–	26 000
Tunisie	38 323	–	–	–	–	–	38 323
Turkménistan	62 500	–	–	–	–	–	62 500
Turquie	172 848	841 100	–	–	989 487	–	2 003 435
Ukraine	–	–	825	–	–	390 330	391 155
Uruguay	72 450	–	1 147 183	–	–	1 956 169	3 175 803
Venezuela (République bolivarienne du)	–	–	–	–	–	1 939 788	1 939 788
Viêt Nam	34 254	–	3 262	–	–	6 810	44 326
Yémen	–	–	–	–	–	13 200	13 200
Zambie	257 520	–	–	–	–	–	257 520
Zimbabwe	–	–	–	–	–	33 800	33 800
Divers	23 112	224 629	529 343	–	–	850 114	1 627 198
Ajustement des recettes	*158 157*	*12 675 756*	–	*-180 922 734*	*3 428 459*	*-1 203 576*	*-165 863 938*
Total	**545 989 290**	**499 307 753**	**30 135 179**	**2 193 924 018**	**648 765 827**	**164 924 893**	**4 083 046 961**

2. ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES
(Secteur public : gouvernements)

Autres ressources	Banque asiatique de développement	294 811
	Commission européenne (ECHO)	283 384 058
	Fonds de l'OPEP	1 144 766
	UNITAID	343 438
	Ajustement des recettes	*(2 187 586)*
	Total	**282 979 487**

Total des recettes de l'UNICEF par source de financement en 2015 – *suite*

3. ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES
(Secteur privé : autres contributions)

Ressources ordinaires	Tetsuko Kuroyanagi, Japon	814 996
Autres ressources	Alliance Côte d'Ivoire	548 280
	Alliance GAVI	61 385 431
	Alliance globale pour l'amélioration de la nutrition (AMAN)	30 602
	Fondation Alexander Bodini	60 000
	Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme (Le Fonds mondial)	30 156 298
	FOSAP	1 526 195
	L'Initiative pour les micronutriments	18 611 892
	Partners in Health	30 000
	Tetsuko Kuroyanagi, Japon	814 996
	Divers	90 758
	Ajustement des recettes	*(305 433)*
	Total	**113 764 014**

4. ACCORDS INTERINSTITUTIONS
(Secteur public : accords interinstitutions)

Ressources ordinaires	Ajustement des recettes	5 851
Autres ressources	Banque mondiale	667 660
	Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA)	125 940 996
	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)	12 042 016
	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU Femmes)	1 442 821
	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine	697 301
	Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)	55 486 892
	Groupe des Nations Unies pour le développement, programmes conjoints	41 272 027
	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)	530 199
	Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola (MINUAUCE)	49 220
	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	1 235 901
	Organisation internationale du travail (OIT)	24 000
	Organisation internationale pour les migrations	1 355 188
	Organisation mondiale de la santé (OMS)	18 047 182
	Partenariat mondial pour l'éducation	57 881 997
	Programme alimentaire mondial (PAM)	830 077
	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)	12 230 892
	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	107 298 515
	Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT)	50 925
	Ajustement des recettes	*(4 727 084)*
	Total	**432 362 575**

5. AUTRES RECETTES*

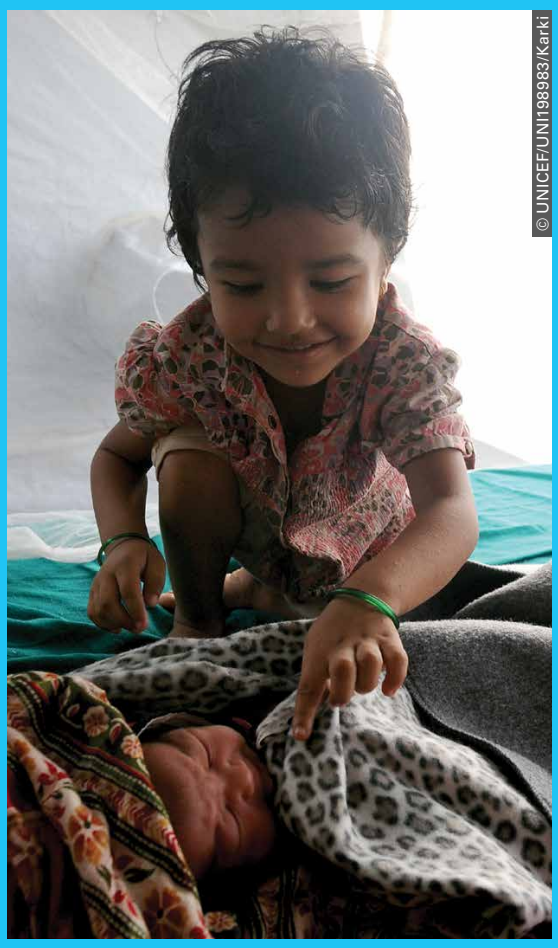
	Total	**97 404 434**

TOTAL

5 009 557 471

* Les autres recettes comprennent les produits d'intérêt, les services d'achat et autres recettes.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.



© UNICEF/UNI198983/Karki

À GAUCHE : Sudiksha Paudel, 5 ans, avec sa petite sœur qui vient de naître au centre d'accueil de Manthali, ouvert par l'UNICEF dans le district de Ramchhap, au Népal. C'est l'un des 22 centres établis par l'UNICEF pour accueillir les femmes enceintes ainsi que les jeunes mères et leurs nouveau-nés dans les zones les plus durement touchées par le séisme du 25 avril 2015, et la réplique qui a suivi le 12 mai.

Connectez-vous avec nous :

UNICEF
www.unicef.org

La Voix des jeunes de l'UNICEF
www.voicesofyouth.org

blogs.unicef.org

www.twitter.com/unicef
twitter.com/voicesofyouth

www.facebook.com/unicef
www.facebook.com/voicesofyouth

www.instagram.com/UNICEF

www.google.com/+UNICEF (Google+)

www.unicef.tumblr.com

www.linkedin.com/company/unicef

www.youtube.com/unicef

Publié par l'UNICEF
Division de la communication
3 United Nations Plaza
New York, NY 10017, États-Unis

pubdoc@unicef.org
www.unicef.org

ISBN : 978-92-806-4844-7

©Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Juillet 2016